Institut de formation et de coopération technique

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE



2022

# Assistance technique de l'OMC

## Rapport annuel

La reprise des activités en présentiel après la pandémie

Comité du commerce et du développement
WT/COMTD/W/272

# Assistance technique de l'OMC

## Rapport annuel

La reprise des activités en présentiel après la pandémie

2022

Comité du commerce et du développement
WT/COMTD/W/272
23-3102

# Table des matières


**Liste des figures** 6
**Liste des infographies** 7
**Liste des tableaux** 7
**Avant-propos** 8
**Liste des sigles** 10



**Résumé analytique** 11




**Saluer les efforts des donateurs** 21



**Chapitre 1**
Bilan des résultats, suivi de l'impact 25
Résultats axés sur l'impact 26
Réussite de l'apprentissage 28
Renforcer la transparence 30
Renforcer la participation 36
Formation en cours d'emploi 39
Soutien aux accessions 44
Élargir la participation 47
Élargir le public visé 54









**Chapitre 2**
Donner la priorité à l'inclusion 57
Inclure les PMA 60
Promouvoir la participation des femmes 62
Toucher toutes les régions 65
Inclure par la diversité linguistique 67



**Chapitre 3**
Évolution du programme de cours et de la participation 69
Chiffres sur la participation 70
Répondre à la demande 72
L'apprentissage progressif en action 74
Un contenu adapté et approprié 78
Les partenariats de l'OMC en action 84



**Chapitre 4**
Évolution de la gestion et des ressources de l'AT 87
Cadre pour la présentation des résultats 88
Mesurer les résultats: un nouveau départ 89
Dépenses d'AT 91



**Annexes** 94
Annexe 1. Principaux résultats mesurés en 2022 94
Annexe 2. Matrice des activités 106

# Liste des figures


Figure 1. Vue d'ensemble des donateurs (2018-2022) 24
Figure 2. Taux de réussite de l'AT de l'OMC (2018-2022) 27
Figure 3. Atteinte des objectifs d'AT 27
Figure 4. Objectifs d'AT en 2022 27
Figure 5. Résultats du CRPC (2018-2022) 28
Figure 6. Résultats de l'apprentissage en ligne (2018-2022) 29
Figure 7. Notifications en suspens des bénéficiaires de l'AT (2015-2022) 30
Figure 8. Arriéré de notifications relatives à l'agriculture (2018-2022) 31
Figure 9. Présentation de nouvelles notifications OTC par niveau de développement (2013-2022) 31
Figure 10. Part des nouvelles notifications soumises par région (2018-2022) 31
Figure 11. Notifications SPS et OTC par mode de présentation (2018-2022) 34
Figure 12. Nombre de documents «de fond» présentés par les bénéficiaires, par niveau de développement (2018-2022) 36
Figure 13. Nouvelles PCS soulevées dans le cadre du Comité OTC par niveau de développement (1995-2022) 37
Figure 14. Nouvelles PCS soulevées dans le cadre du Comité SPS par niveau de développement (1995-2022) 37
Figure 15. Nombre de documents d'accession clés présentés (2019-2022) 45
Figure 16. Réunions sur l'accession par type (2019-2022) 45
Figure 17. Participation des observateurs à l'AT par état d'avancement des processus d'accession en 2022 45
Figure 18. Publications dans le cadre de la phase III du PCO de l'OMC (2021-2022) 48
Figure 19. Nombre d'étudiants des chaires de la phase III du PCO ayant achevé des cours liés à l'OMC (2020-2022) 49
Figure 20. Activités de sensibilisation des chaires de l'OMC (2020-2022) 49
Figure 21. Activités d'AT de sensibilisation (2018-2022) 54
Figure 22. Part des participants originaires de PMA (2018-2022) 60
Figure 23. Participation des femmes par région en 2022 63
Figure 24. Nombre de participants par région et par type de formation (2021-2022) 66
Figure 25. Nombre d'activités d'AT par type et par langue en 2022 67
Figure 26. Participation par type de formation en 2022 70
Figure 27. Participants par mode de prestation en 2022 70
Figure 28. Participants par année et type de formation (2018-2022) 71
Figure 29. Demandes d'activités nationales (2012-2022) 72
Figure 30. Évolution de la répartition des participants par niveau de la stratégie d'apprentissage progressif (2018-2022) 74
Figure 31. Participants aux activités de niveau avancé (2012-2022) 75
Figure 32. Choix de parcours des participants (2020-2022) 75
Figure 33. Cours d'apprentissage en ligne au format SCORM (2018-2022) 79
Figure 34. Nombre de partenaires et d'activités conjointes (2018-2022) 84
Figure 35. Contributions des partenaires aux formations par type de contribution en 2022 84
Figure 36. Dépenses d'AT de l'OMC (2013-2022) 91
Figure 37. Fonds non affectés (2013-2022) 92
Figure 38. Ressources d'assistance technique (2013-2022) 92
Figure 39. Dépenses d'AT par résultat clé (2022) 92
Figure 40. Montant des dépenses par région (2022) 93






# Liste des infographies


Infographie 1. Les résultats de 2022 en bref 16
Infographie 2. Schéma des activités d'AT 20
Infographie 3. Résultats clés 26
IInfographie 4 Approche des cours des champions de la transparence 33
Infographie 5. Carte mondiale des observateurs par état d'avancement du processus d'accession à l'OMC 46
Infographie 6. Carte mondiale des chaires de l'OMC 50
Infographie 7. Demandes de matériels de formation 55
Infographie 8. Pages les plus consultées sur le site web de l'OMC 56
Infographie 9. Participation des femmes à l'AT 62
Infographie 10. Activités nationales et régionales par pays «hôte» 66
Infographie 11. La participation en chiffres 71
Infographie 12. Principales priorités des bénéficiaires en matière d'AT pour 2022-2023 73
Infographie 13. Stratégie d'apprentissage progressif de l'OMC pour l'AT 74
Infographie 14. Formation des formateurs 79
Infographie 15. Types d'activités par mode de prestation 82
Infographie 16. Cadre logique pour mesurer l'impact de l'AT 88


# Liste des tableaux


Annexe 1. Principaux résultats mesurés en 2022 94
Impact 94
Résultat clé 1 96
Résultat clé 2 102
Résultat clé 3 102
Résultat clé 4 104
Annexe 2. Matrice des activités 106
Résultats clé 1 – Les fonctionnaires gouvernementaux appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations (milliers de CHF) 106
Résultat clé 2 – Les gouvernements/territoires accédants participent aux négociations en vue de l'accession (milliers de CHF) 108
Résultat clé 3 – Les établissements universitaires et d'autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques (milliers de CHF) 108
Résultat clé 4 – Les acteurs non gouvernementaux connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent (milliers de CHF) 108
Autres coûts des programmes – dépenses de personnel et coûts de suivi et d'évaluation (milliers de CHF) 110

Avant-propos

# Rendre les Membres et les observateurs autonomes grâce à l'assistance technique inclusive



Après deux années très éprouvantes pendant lesquelles l'OMC et ses Membres ont dû s'adapter et trouver de nouveaux moyens de concevoir et fournir une assistance technique (AT) aux bénéficiaires, 2022 a été une nouvelle année de transition. À mesure que les restrictions sanitaires et celles en matière de voyages étaient levées dans le monde, les activités d'AT en présentiel ont enfin pu reprendre au cours de la deuxième moitié de l'année. Cependant, nous ne sommes pas revenus à la situation d'avant la pandémie, car le Secrétariat s'est efforcé d'appliquer les leçons qu'il a tirées de ces deux années d'expérience en continuant à fournir l'AT par des moyens virtuels.

Le Secrétariat a continué à s'adapter et à jouer son rôle dans un monde qui évolue rapidement, en s'orientant vers des activités d'AT mixtes mêlant des composantes en ligne et en présentiel et des séances virtuelles pour maximiser l'impact et l'efficacité.

La douzième Conférence ministérielle, qui était la priorité absolue de l'OMC au premier semestre de l'année, a eu lieu en juin 2022. De ce fait, de nombreux fonctionnaires des bénéficiaires n'ont pas été en mesure de participer aux activités d'AT et le Secrétariat a pu offrir moins de services d'assistance technique pendant la première partie de 2022.





> L'OMC continuera à rendre l'AT accessible aux bénéficiaires pour les aider à prendre part aux travaux de l'OMC et aux négociations commerciales menées dans ce cadre.

Parmi les réalisations qui ont marqué l'année 2022, je suis particulièrement heureux de noter la participation accrue des femmes à l'assistance technique – pour la première fois, davantage de femmes que d'hommes ont pris part aux activités d'AT de l'OMC. Cette hausse du nombre de participantes à l'AT permettra d'axer davantage les formations sur les besoins spécifiques des femmes et d'approfondir la compréhension des questions liées à l'égalité hommes-femmes, ce qui peut servir à promouvoir les changements de politique en vue d'encourager une plus large participation des femmes au commerce et de favoriser une croissance économique plus inclusive.

Par ailleurs, l'OMC a lancé une nouvelle plate-forme d'apprentissage en ligne dotée de fonctionnalités améliorées pour enrichir l'expérience des utilisateurs, faciliter l'apprentissage et, ainsi, élargir le public mondial visé par les cours en ligne de l'OMC.

En revanche, nous avons observé un tassement dans les résultats globaux de l'AT de l'OMC en 2022. Je suis convaincu que grâce à la mobilisation progressive de l'environnement dans lequel l'AT est fournie aux bénéficiaires, ces résultats reviendront à un niveau plus satisfaisant. Nous avons aussi constaté une baisse de la participation des pays les moins avancés (PMA) aux activités d'AT. Toutefois, l'OMC continuera de rendre l'assistance technique accessible à ces pays pour les aider à prendre part à ses travaux et aux négociations commerciales menées dans le cadre de l'Organisation.

Alors que les Membres de l'OMC s'emploient à obtenir des résultats cette année, notamment à mettre en œuvre l'«ensemble de résultats de Genève» (les résultats de la douzième Conférence ministérielle), je suis sûr que l'assistance technique de l'OMC continuera à les aider, ainsi que les observateurs, à renforcer leurs capacités pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC, suivre l'évolution de la politique commerciale et participer activement aux négociations menées dans le cadre de l'Organisation.



Xiangchen Zhang
Directeur général adjoint,
Organisation mondiale du commerce

## Liste des sigles

| | |
|---|---|
| ADPIC | Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce |
| AMP | Accord sur les marchés publics |
| AT | Assistance technique |
| PSA | Programme de stages sur l'accession |
| CAPC | Cours avancé de politique commerciale |
| CEF-FMI | Centre d'études économiques et financières/Fonds monétaire international-Moyen-Orient |
| CHF | Franc suisse |
| CM12 | Douzième Conférence ministérielle |
| CRPC | cours régional de politique commerciale |
| ECOACC | Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase |
| EPC | Examen des politiques commerciales |
| FGAS | Fonds global d'affectation spéciale |
| FIMIP | Programme franco-irlandais de stages pour les missions |
| GAR | Gestion axée sur les résultats |
| ITC | Centre du commerce international |
| OMC | Organisation mondiale du commerce |
| OMPI | Organisation mondiale de la propriété intellectuelle |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| OTC | Obstacles techniques au commerce |
| PCO | Programme de chaires de l'OMC |
| PCS | Préoccupation commerciale spécifique |
| PFPB | Programme de formation des Pays Bas |
| PJP | Programme des jeunes professionnels |
| PMA | Pays les moins avancés |
| PSCR | Programme de stage de coordonnateur régional |
| SAP | Stratégie d'apprentissage progressif |
| SCORM | Sharable Content Object Reference Model |
| SPS | Sanitaire et phytosanitaire |
| TAMS | Système de gestion de l'assistance technique |
| UIP | Union interparlementaire |
| ZLECAf | Zone de libre-échange continentale africaine |





# Résumé analytique




- **La CM12 était la priorité absolue de l'OMC pendant le premier semestre de l'année, de sorte que de nombreux fonctionnaires des bénéficiaires n'ont pas été en mesure de participer aux activités d'AT liée au commerce et que le Secrétariat a pu offrir moins de services d'assistance technique pendant la première partie de 2022**
- **Les résultats globaux de l'AT de l'OMC ont enregistré un tassement en 2022**
- **Le niveau de participation à l'AT ainsi que la quantité et la diversité des activités d'AT ont augmenté en 2022**
- **La reprise progressive de l'AT en présentiel au printemps de 2022 a permis d'organiser davantage d'activités mixtes intégrant aussi des composantes virtuelles ou en ligne**

# Résumé analytique

2022 a été une année de consolidation et de renouveau pour l'assistance technique (AT) de l'OMC. Pendant que le monde se préparait à surmonter les contraintes liées à la pandémie de COVID-19, les activités d'AT en présentiel – privilégiées par les Membres et les observateurs bénéficiaires – ont pu reprendre avec dynamisme, en particulier pendant la seconde moitié de l'année. Parallèlement, l'innovation et l'expérience acquise dans la mise en œuvre de formations virtuelles ont encore été renforcées, ce qui a permis une augmentation globale du nombre d'activités organisées pour former les bénéficiaires de l'AT par rapport à la période biennale précédente.

En 2021, le Secrétariat n'a pu que réagir face aux restrictions liées à la pandémie. En 2022 en revanche, l'AT de l'OMC a eu plus de flexibilité pour identifier le meilleur format, du point de vue de l'efficacité et de l'effectivité, pour continuer à fournir un précieux soutien et répondre aux besoins des Membres.

Les efforts d'assistance technique et l'impact de ces activités étant mieux appréhendés à long terme et selon une perspective d'ensemble, le présent rapport souligne les difficultés et les réalisations qui ont marqué l'AT au cours de l'année.

## Une participation en hausse, des résultats en baisse

Globalement, le taux de réussite de l'AT (65%), mesuré suivant la gestion axée sur les résultats (GAR) approuvée par les Membres, est resté stable par rapport à 2021 (66%). Cependant, à un niveau désagrégé, les objectifs atteints n'ont jamais été si bas – 37%, contre 53% l'année précédente – tandis que la part des objectifs manqués de peu a doublé, pour atteindre 27%. Enfin, les objectifs non atteints (29%) ont été légèrement plus élevés que l'année précédente.

Ce tassement des résultats a été relativement atténué par une augmentation globale des activités et de la participation. Bien que la transition entre le format virtuel et le format en présentiel ait été lente, et que les Membres aient été absorbés par les travaux préparatoires de la douzième Conférence ministérielle (CM12), tenue mi-juin après plusieurs reports, le nombre de participants a progressé de 7% par rapport à l'année précédente. En outre, les demandes d'activités nationales – le meilleur outil pour une formation adaptée aux besoins d'un bénéficiaire à un moment donné – sont reparties à la hausse après une baisse sans précédent en 2021.

La majorité des participants à l'AT (55%) ont suivi des cours d'apprentissage en ligne (que les apprenants suivent à leur propre rythme sur Internet) et 24% ont opté pour les cours en présentiel. Les cours virtuels lancés en 2020 pour reproduire l'expérience de la formation en présentiel dans un environnement numérique ont progressivement perdu de leur attractivité (ils ont rassemblé quelque 21% des participants), probablement à cause d'une lassitude numérique qui persistait depuis 2021.

La situation est plus nuancée en ce qui concerne le taux de réussite des participants. Parmi les cours assortis d'un examen final, les cours avancés de politique commerciale (CAPC) ont repris en présentiel après deux ans d'interruption. Pour la première fois, les connaissances et la participation des bénéficiaires ont fait l'objet d'une évaluation. Le taux de réussite a été très positif: 98% des participants ont validé le cours et 28% ont reçu un certificat avec mention. Au niveau intermédiaire, seul un cours régional de politique commerciale (CRPC) a été assuré en 2022, en mode virtuel. Si le taux de réussite est resté stable par rapport aux années précédentes, le taux de réussite avec mention a diminué. Enfin, les apprenants ont subi les conséquences de la transition vers la nouvelle plate-forme d'apprentissage en ligne opérée en 2022. Beaucoup d'entre eux n'ont pas pu achever leur cours avant la transition, si bien que le taux d'achèvement a chuté de 10 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, pour tomber à 51%. Cependant, le nombre d'apprenants en ligne ayant réussi à obtenir une mention est resté élevé.

L'apprentissage par la pratique, y compris les stages et le Programme des jeunes professionnels, a attiré 51 participants, qui ont rejoint le Secrétariat ou les Missions permanentes à Genève pour améliorer leurs connaissances en travaillant dans le domaine commercial. Tous sauf un ont répondu aux attentes, et un tiers les ont dépassées.

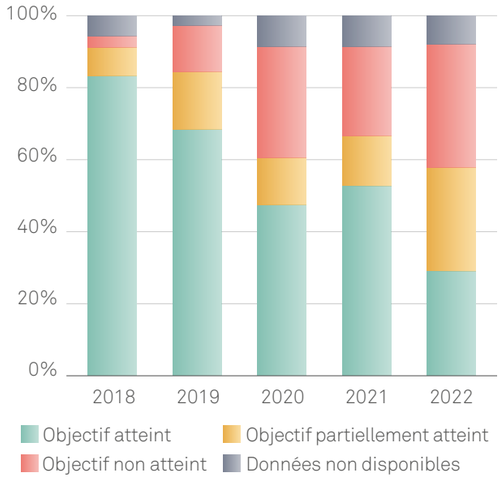
La reprise d'activités en présentiel a contribué à la diversification des méthodes pédagogiques utilisées, en particulier celles qui avaient pratiquement disparu dans l'offre virtuelle (par exemple les simulations, la participation aux réunions des Comités, l'accompagnement des participants pour l'élaboration de plans d'action, etc.). À cet égard, le Secrétariat a mis en place un programme de formation des formateurs pour développer les compétences pédagogiques des fonctionnaires qui conçoivent et fournissent l'AT, en virtuel ou en présentiel.

Le réseau de partenariats de l'OMC a joué un rôle important en 2022, et 62% des activités ont été mises en œuvre avec la participation d'un partenaire. Ces partenariats sont un atout précieux pour l'OMC car ils contribuent à la pertinence et à l'efficacité des activités proposées aux Membres et à la viabilité financière de l'assistance technique de l'OMC.



RÉSULTAT CLÉ 1

Mise en œuvre des accords de l'OMC




## Soutien constant aux Membres et aux observateurs

L'AT vise principalement les fonctionnaires gouvernementaux des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) Membres et observateurs. Dans le Plan d'assistance technique, les Membres de l'OMC sont convenus de mesurer l'efficacité et l'impact de l'AT en suivant l'évolution de l'activité des bénéficiaires au sein de l'Organisation, mais aussi leur participation aux formations.

Globalement, le niveau d'activité des Membres bénéficiaires à l'OMC a été plus faible en 2022 qu'au cours de l'année précédente. Leur arriéré moyen de notifications a augmenté de 9% alors qu'ils ont eu davantage recours aux plates-formes en ligne pour mener ces procédures à bien. En outre, le nombre de documents «de fond» qu'ils ont présentés – un indicateur direct de leur participation aux travaux des organes de l'OMC – a diminué de 24% en comparaison avec l'année précédente.

Un autre indicateur est la capacité de ces Membres à soulever de nouvelles préoccupations commerciales spécifiques (PCS). Si les Membres bénéficiaires ont continué à soulever la majorité des nouvelles PCS portant sur les obstacles techniques au commerce (OTC) ou les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), leur part a légèrement diminué par rapport à l'année précédente (77%).

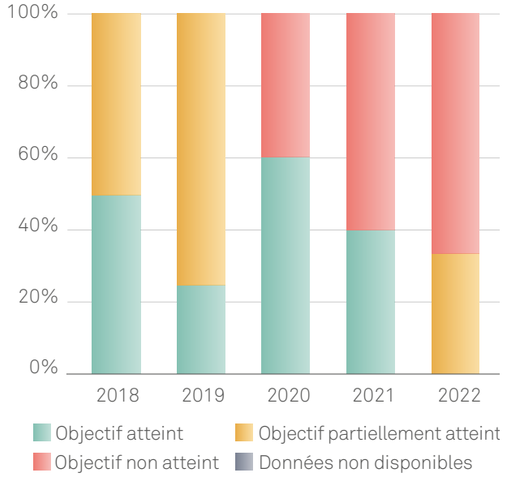
Du côté positif, après deux années extrêmement difficiles par suite de la pandémie de COVID-19, le nombre de participants à l'AT a augmenté et dépassé les 12 000 personnes. Le taux de réussite des activités en présentiel et des stages est resté élevé, bien que la modification de la plate-forme d'apprentissage en ligne ait empêché de nombreux participants d'achever leurs cours en ligne dans les délais prévus.





RÉSULTAT CLÉ 2

Les gouvernements accédants participent aux négociations en vue de l'accession



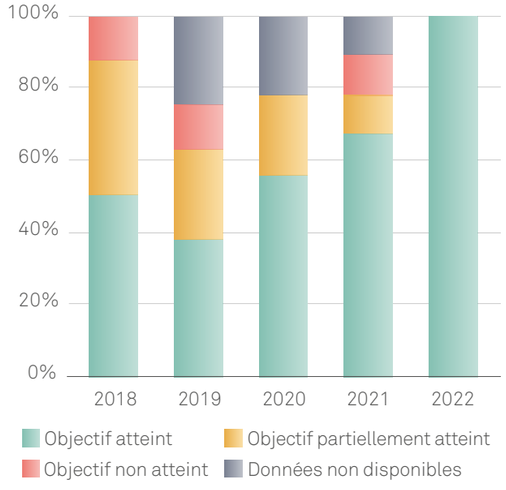

## Promouvoir les nouvelles accessions

Un autre objectif de l'AT consiste à appuyer l'accession de nouveaux Membres à l'OMC. Plusieurs observateurs sont restés en retrait dans leur processus d'accession en 2022, et le nombre d'accessions considérées comme inactives a augmenté de près de 40%. Quatre réunions formelles ont été tenues par les groupes de travail pour les Comores, le Timor-Leste et l'Ouzbékistan, et une réunion informelle a eu lieu pour l'Iraq. Sept documents d'accession ont été établis ou révisés (un de plus qu'en 2021), mais ce chiffre reste bien inférieur à la moyenne pour 2017-2019 initialement prévue dans le Plan d'AT.

Pour ce qui est des accords plurilatéraux, les Parties n'ont pas pu s'entendre sur la désignation du Président du Comité des marchés publics depuis la mi-2021, ce qui a aussi eu des effets négatifs sur les résultats de l'AT dans ce domaine. Toutefois, la distribution de documents concernant l'accession a augmenté (+37%), tout en restant inférieure à la moyenne de 2018-2020.

RÉSULTAT CLÉ 3

Les établissements universitaires et autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques

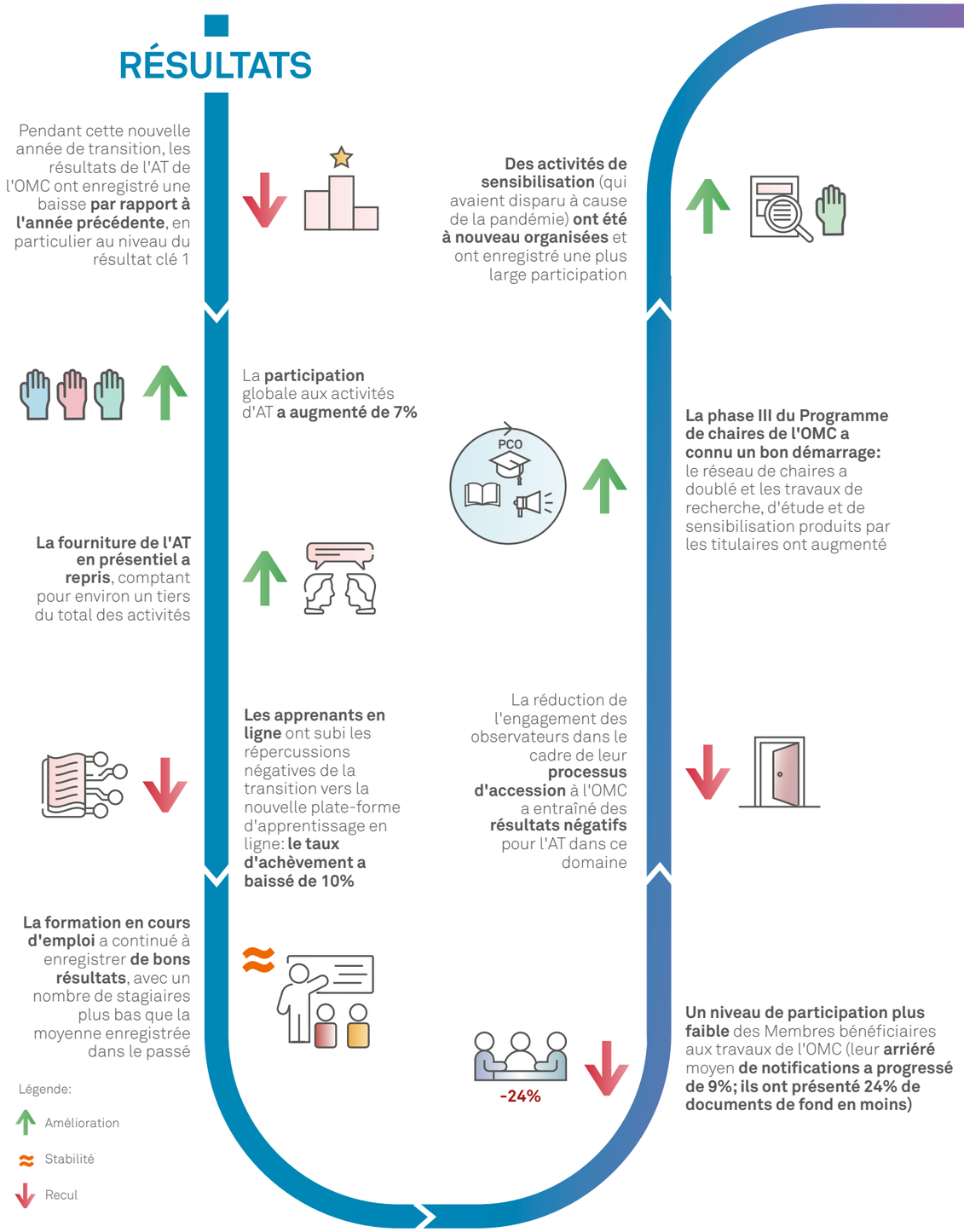



## Nouveau cycle pour le Programme de chaires de l'OMC

Les partenariats avec des universités et des chercheurs au niveau local sont un moyen efficace de développer les connaissances sur les questions relatives au commerce dans les pays en développement Membres et observateurs. Depuis 2010, le Programme des chaires de l'OMC (PCO) soutient des universitaires et leurs équipes pour encourager les travaux de recherche, l'adaptation des programmes d'étude et la diffusion des résultats.

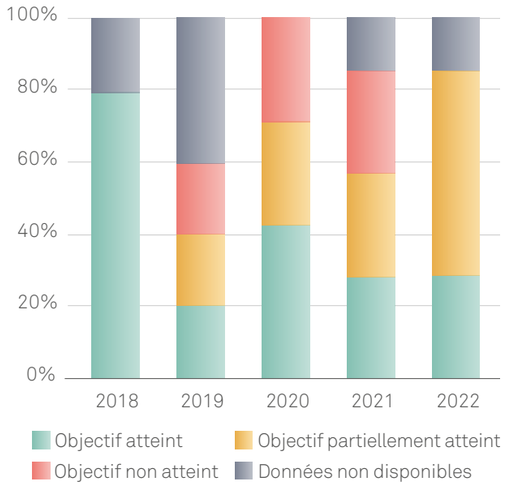
La phase III du PCO a débuté en 2022 et durera quatre ans. Le réseau a presque doublé, passant de 19 à 35 chaires, ce qui a amplifié la couverture géographique. Les premiers résultats produits dans le cadre de cette phase sont encourageants et dépassent les attentes. Les publications des chaires ont été multipliées par deux par rapport à 2021 et les activités de sensibilisation ont aussi progressé. En outre, un ancien participant au programme de soutien aux études de doctorat a reçu le prix de la meilleure thèse de l'année décerné par la Banque asiatique de développement.

**Infographie 1. Les résultats de 2022 en bref**



**RÉSULTAT CLÉ 4**

**Les acteurs non gouvernementaux et les parlementaires connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent**




## Développement des activités de sensibilisation destinées aux acteurs non traditionnels

L'AT de l'OMC s'adresse aussi à d'autres acteurs (tels que les législateurs, les médias ou la société civile) dans le cadre d'activités de sensibilisation et de cours. Les activités destinées aux législateurs ont repris en 2022 et portaient sur la mise en œuvre des résultats de la CM12. Plusieurs activités ont aussi été organisées pour les journalistes et le secteur privé. Parallèlement, la demande de matériels de formation émanant d'universitaires ou d'acteurs privés à continué à diminuer.

L'OMC a par ailleurs renforcé sa présence sur les réseaux sociaux et d'autres plates-formes afin de mieux diffuser des renseignements sur les questions commerciales auprès de publics divers. Le nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux et le nombre de pages Web sur l'AT et d'articles d'actualités consultés a augmenté en 2022.

## Encourager l'inclusion

Les efforts visant à rendre l'AT accessible aux PMA et inclusive en termes d'égalité hommes-femmes, de répartition géographique et de multilinguisme se sont poursuivis en 2022.

Les PMA restent une priorité pour l'AT de l'OMC, d'autant plus que l'Afrique a encore été la région comptant le plus grand nombre de participants aux activités en 2022, devant l'Asie-Pacifique, et que la plupart des PMA sauf un sont situés dans ces deux régions. Ces pays ont été conviés à 65% de toutes les activités d'AT organisées en 2022, y compris celles consacrées aux PMA et à leurs priorités. Cependant, si le nombre de PMA prenant part aux activités est resté stable (42 Membres et observateurs différents), la part des participants de ces pays a diminué de cinq points de pourcentage par rapport à 2021 et s'est établie à 22% du nombre total d'apprenants

À un niveau désagrégé, l'AT de l'OMC vise à accroître la participation et la demande d'activités nationales des PMA, qui sont en berne – ces pays n'ont en effet représenté que 23% des demandes en 2022. Le rapport était plus encourageant pour les stagiaires et les jeunes professionnels, dont environ la moitié (45%) étaient des ressortissants des PMA. La part des ressortissants des PMA pour l'apprentissage en ligne a légèrement diminué en 2022, s'établissant à 26% contre 30% en 2021.

La participation des femmes à l'AT s'est améliorée en 2022. Le programme d'assistance technique de l'OMC en matière de commerce et d'égalité des genres a continué d'appuyer le travail des Membres dans ce domaine, tout en montrant comment le commerce peut influer sur l'autonomisation économique des femmes. Pour la première fois, les femmes ont été plus nombreuses (51%) que les hommes à prendre part aux activités d'AT en 2022. La participation féminine a augmenté dans toutes les activités, quel que soit le mode de prestation. Les femmes représentaient 54% de l'ensemble des apprenants en ligne, soit une hausse de 21% par rapport à l'année précédente.

S'agissant de la diversité géographique, on a constaté une hausse de la participation dans toutes les régions, à l'exception de l'Europe centrale et orientale et du Caucase (ECOACC), frappés par des troubles géopolitiques et des problèmes de sécurité. La proportion des langues utilisées pour assurer les activités d'AT n'a pas beaucoup changé depuis 2021 et est plus équilibrée qu'avant la pandémie. Plus de la moitié de toutes les activités – en ligne et en présentiel – ont été menées en anglais (52%), tandis que le français et l'espagnol ont tous deux été utilisés pour 24% des activités. Dix activités (9 mondiales et 1 régionale) ont été conduites avec un service d'interprétation en 2022.



WT/COMTD/W/272

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

## Hausse des dépenses et baisse des ressources pour l'AT

Les dépenses consacrées à l'assistance technique, en baisse depuis le début de la pandémie, ont de nouveau augmenté en 2022, même si elles n'ont atteint que 60% de leur niveau moyen d'avant la pandémie. Cette même année, après une longue période de stabilité des prix, on a observé une nouvelle hausse des tarifs aériens et des prix des hôtels, qui sont généralement le principal poste de dépenses dans l'organisation d'activités en présentiel. Les dépenses liées à l'AT ont ainsi augmenté de 50% par rapport à l'année précédente.

Le Secrétariat a pu à nouveau utiliser la partie du budget ordinaire affectée à l'AT aux fins auxquelles elle était destinée. Dans le même temps, les contributions volontaires reçues au cours de l'année pour financer l'AT étaient réduites pour la troisième fois consécutive et tombaient à leur plus bas niveau, soit 6,6 millions de CHF. Deux nouvelles baisses record ont été enregistrées en 2022: les contributions volontaires non affectées ont reculé de 20% sur l'année (3,1 millions de CHF) et seuls sept donateurs ont fait des contributions non affectées. La proportion de contributions volontaires à l'AT non affectées est donc tombée à son niveau le plus bas en 2022 et ne représentait qu'un tiers des ressources totales pour l'AT pour la première fois depuis le début du siècle. Les contributions volontaires affectées ont à nouveau augmenté, pour la sixième année consécutive; elles ont atteint 3,5 millions de CHF et représentaient 44% des fonds d'AT disponibles pendant l'année.

Le système de gestion de l'AT de l'OMC, ou TAMS, est l'épine dorsale des activités d'assistance technique du Secrétariat; c'est l'outil en ligne qui permet de les suivre et les évaluer efficacement, et donc d'appliquer la gestion axée sur les résultats. Grâce au TAMS, l'accessibilité en ligne des données d'AT a amélioré la transparence et la reddition de comptes, tout en rendant la gestion de l'AT plus efficace. Depuis sa mise en place fin 2018, le TAMS évolue constamment pour intégrer de nouvelles fonctionnalités et améliorer l'accessibilité et l'expérience des utilisateurs. Le but ultime était d'offrir un portail d'AT unique sur lequel les bénéficiaires pourraient déposer leurs demandes d'assistance technique et leurs représentants pourraient s'inscrire pour participer à toutes les activités organisées par l'OMC. Toutefois, en 2022, le développement du TAMS a marqué le pas et le projet de portail unique a dû être suspendu.

### Infographie 2. Schéma des activités d'AT

**COURS EN LIGNE (E-LEARNING):**
Disponibles sur Internet, 24 heures/24 et 7 jours/7; auto apprentissage au rythme du participant; interactions limitées avec les autres apprenants et les formateurs; généralement cours standard.

**ACTIVITÉS EN PRÉSENTIEL:**
Expériences d'apprentissage ponctuelles (dates fixes, invitations, etc.); généralement conçues spécialement pour un groupe de participants; combinaison d'auto apprentissage, de séances en direct, de travaux de groupe, etc.; participants et formateurs sont au même endroit, pour des interactions directes plus faciles et plus fréquentes; tous les participants suivent plus ou moins le même contenu au même rythme.

**ACTIVITÉS VIRTUELLES:**
Reproduction en ligne des activités en présentiel en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie; interaction régulière entre participants et avec les formateurs, essentielle pour adapter les activités aux besoins des participants; webinaires et autres séances virtuelles remplaçant les réunions en personne.

**ACTIVITÉS HYBRIDES:**
Un mélange d'éléments extraits d'une des trois catégories précédentes, en proportions variables.

**FORMATION EN COURS D'EMPLOI:**
Programmes de stages et Programme des jeunes professionnels, permettant aux fonctionnaires de niveau intermédiaire et aux jeunes professionnels d'apprendre par la pratique en travaillant au Secrétariat ou dans la Mission de leur pays auprès de l'OMC; type très particulier d'AT, durant en moyenne 10 mois.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **MONDIALES** | Apprentissage en ligne | Cours exécutif virtuel sur le commerce<br>Séminaires virtuels | Cours avancé de politique commerciale<br>Cours thématiques<br>Séminaires mondiaux | Stages<br>Programme des jeunes professionnels |
| **RÉGIONALES** | | Cours régionaux en ligne de politique commerciale<br>Séminaires virtuels | Cours régional de politique commerciale<br>Cours sous-régional de politique commerciale<br>Séminaires régionaux thématiques | |
| **NATIONALES** | | Séminaires virtuels | Séminaires nationaux généraux<br>Séminaires nationaux thématiques | |

Activités d'AT organisées par d'autres institutions





# Saluer les efforts des donateurs

**Le financement des donateurs est essentiel pour continuer à fournir une assistance technique aux bénéficiaires. Les activités d'AT sont financées par le budget ordinaire de l'OMC et par les contributions volontaires des Membres au Fonds global d'affectation spéciale ou à d'autres fonds d'affectation spéciale. En 2022, le niveau de contributions volontaires a été le plus faible depuis plus de 20 ans, plusieurs donateurs ayant préféré attendre que les dépenses d'AT reviennent à la normale.**




**Financement de l'Assistance Technique liée au Commerce (ATLC)**

**Les contributions volontaires versées en 2022 sont tombées à 6,6 millions de CHF, un plancher historique. Parallèlement, même si les dépenses d'AT sont reparties à la hausse (50%) cette même année avec la reprise des formations en présentiel, elles sont restées bien en-deçà des ressources totales disponibles pour l'AT.**



> À l'OMC, nous voulons promouvoir une culture qui motive les Membres à échanger sur leurs expériences positives et leurs défis, et dans laquelle nos partenariats et nos dialogues permettent d'ouvrir la porte à une coopération plus efficace en ce qui concerne l'aide au développement au niveau national.

## Entretien avec María Pagán, Ambassadrice des États-Unis auprès de l'OMC

**Les États-Unis contribuent chaque année au FGAS depuis sa création en 2002. Pourriez-vous expliquer les principales raisons qui les ont poussés à financer l'AT de l'OMC?**

Les États-Unis étant déterminés à promouvoir des cadres stratégiques solides favorisant une croissance économique équitable et le développement du secteur privé, ils cherchent à mobiliser leurs ressources chaque fois qu'ils le peuvent. Le FGAS n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Nous avons travaillé d'arrache-pied, par le biais de tous nos organismes qui sont engagés dans des partenariats pour l'aide au développement et en collaboration avec les organisations de développement multilatérales, pour innover sans cesse et mettre en œuvre des programmes d'assistance technique axés sur la demande, conçus sur mesure pour aider les Membres à respecter et remplir leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Nous savons que l'application des Accords de l'OMC permet d'accroître la compétitivité économique et d'ouvrir les marchés. Les États-Unis se félicitent d'avoir fait don de plus de 21 millions d'USD (environ 20,5 million de CHF) au Fonds global d'affectation spéciale depuis sa création, il y a plus de 20 ans.

**Les États-Unis n'affectent pas leurs contributions volontaires à un programme d'assistance technique spécifiques, ce qui est très apprécié. Quelle est la raison d'être de cette démarche?**

Les activités d'assistance technique organisées par le Secrétariat sont uniques, et les programmes sont structurés de manière à apporter des connaissances précieuses et à améliorer la compréhension des Membres s'agissant de questions complexes, tout en respectant et en préservant la neutralité du Secrétariat. Il est difficile de maintenir cet équilibre indispensable lorsque des donateurs qui n'apprécient peut-être pas que le Secrétariat se doive de rester neutre imposent des exigences supplémentaires pour l'utilisation des fonds donnés. Le Secrétariat ne devrait pas être confondu avec la myriade d'organismes de mise en œuvre qui exécutent des travaux d'assistance technique. L'affectation des contributions à des projets spécifiques est inefficace, surtout quand les budgets alloués aux programmes sont modestes. L'absence de restrictions pour les contributions versées par les États-Unis permet au Secrétariat de répondre rapidement à l'évolution des besoins et des priorités identifiés par les bénéficiaires.

**Quelles sont les attentes des États-Unis par rapport au financement de l'AT de l'OMC?**

À l'heure où le monde est aux prises avec les effets persistants du COVID-19 sur l'économie mondiale, il est essentiel de comprendre et de mettre en œuvre les disciplines de l'OMC pour accroître la résilience, tout en nous préparant mieux aux crises futures. Les États-Unis s'intéressent de très près à un domaine qu'ils jugent crucial, à savoir l'assistance technique, destinée à favoriser la transparence et les bonnes pratiques réglementaires sur lesquelles reposent les engagements mutuels des Membres. Nous estimons que les processus internes nécessaires pour permettre la présentation des notifications aux Comités de l'OMC en temps opportun traduisent et renforcent la bonne gouvernance. C'est un élément important pour établir des environnements institutionnels et réglementaires solides favorisant et assurant une croissance économique à grande échelle.

**Comment les Américains perçoivent-ils le partenariat avec l'OMC en matière d'assistance technique?**

Les États-Unis sont le principal fournisseur d'assistance pour le renforcement des capacités commerciales à l'échelle mondiale. Pour nous, la coordination des donateurs et le contact direct, au niveau national, avec nos partenaires de développement représentent un travail considérable. Nous apprécions énormément les mécanismes et les processus clairs dont le Secrétariat s'est doté pour assurer la transparence et dialoguer avec les Membres afin que nos efforts puissent se compléter sans faire double emploi. La coordination est délicate quand les activités d'assistance technique sont dispersées dans diverses divisions. Nous pensons qu'il serait globalement bénéfique à tous les Membres d'échanger des réflexions sur les expériences positives et les difficultés rencontrées dans la fourniture d'activités de renforcement des capacités commerciales et la définition des priorités nationales en matière de développement dans les réunions des Comités, afin d'illustrer les meilleures pratiques et de tirer des enseignements de l'expérience des donateurs et des bénéficiaires réunis autour d'une même table.

**Quels sont les principaux défis en matière d'assistance technique liée au commerce pour l'OMC et pour les États-Unis?**

Le Secrétariat de l'OMC n'a pas été conçu pour être un fournisseur d'aide au développement de première ligne, et il se doit de rester fidèle à son objectif de neutralité, c'est pourquoi il doit clarifier et respecter les limites des types d'assistance technique dans lesquels il peut s'engager. Le Secrétariat devrait renforcer ses relations institutionnelles avec les banques multilatérales de développement et les autres organisations internationales pour fournir une assistance technique, en reconnaissant les avantages comparatifs. Cette approche distanciée offre une protection nécessaire quand les autorités nationales doivent arbitrer des choix de politique difficiles.

L'amélioration de ces relations permettra à l'OMC de mieux utiliser ses ressources. Toutefois, la coordination des donateurs est un défi permanent qui exige des efforts constants. Nous devons modifier notre manière de travailler à l'OMC pour intégrer les perspectives et les vues des bénéficiaires de l'assistance technique, afin d'ancrer nos discussions dans la réalité du terrain. De même, nous sommes favorables à un renforcement des mécanismes internes et des réseaux institutionnels qui facilitent et soutiennent la coordination entre les organismes et le dialogue avec les acteurs extérieurs.

**Avez-vous des anecdotes à nous raconter au sujet du partenariat entre les États-Unis et l'OMC?**

Les États-Unis se sont impliqués dans leur travail avec le Secrétariat et les Membres pour redynamiser le Comité du commerce et du développement afin qu'il offre aux praticiens du commerce et du développement un forum où partager les expériences et les idées qu'ils ont tirées de projets fructueux ayant aidé des pays en développement Membres à tirer pleinement avantage des Accords de l'OMC. Les travaux que nous menons conjointement pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges continuent d'avoir un impact considérable dans les Membres et les observateurs en développement, en particulier à la suite de la pandémie. Lors des récentes réunions du Comité du commerce et du développement, nous avons présenté l'expérience vécue par nos partenaires qui ont adopté la certification et la documentation électroniques pendant la pandémie, et les avantages qui en ont découlé pour les négociants, les organismes présents aux frontières et les citoyens et qui peuvent perdurer après la crise sanitaire actuelle. Nous attendons avec intérêt de poursuivre et d'élargir ce type de discussion au sein du Comité du commerce et du développement et dans d'autres comités, si cela s'avère utile pour leurs travaux.

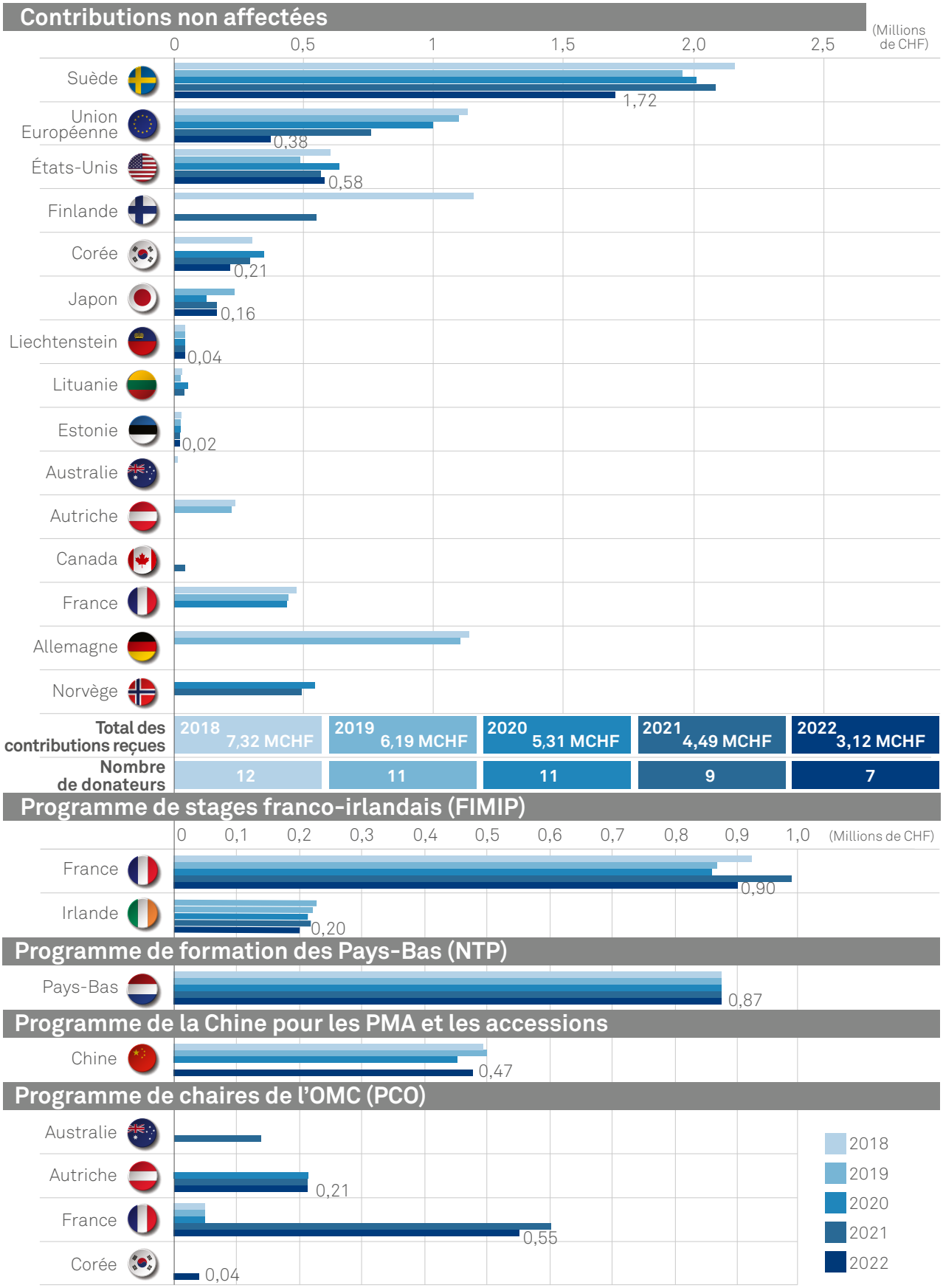
**Communiqué de presse: Les États-Unis font un don**



WT/COMTD/W/272

SALUER LES EFFORTS DES DONATEURS

**Figure 1. Vue d'ensemble des donateurs (2018-2022)**



# Chapitre 1
# Bilan des résultats, suivi de l'impact



- **À mesure que le monde se libérait des restrictions sanitaires et de celles relatives aux voyages imposées par les gouvernements pour lutter contre la pandémie de COVID-19, les activités d'AT en présentiel reprenaient pendant la deuxième moitié de 2022**
- **Pendant l'année 2022, les effets de la lassitude numérique et des restrictions liées à la pandémie sur les résultats de l'AT se sont pleinement fait sentir, les solutions provisoires adoptées en 2020-2021 ayant montré leurs limites**
- **Une toute nouvelle plate-forme d'apprentissage en ligne a été lancée en décembre 2022. Malheureusement, de nombreux apprenants n'ont pas pu terminer leurs cours avant la transition vers la nouvelle plate-forme, d'où une nette augmentation du taux d'abandon**
- **La phase III du Programme de chaires de l'OMC a connu un très bon démarrage en 2022**

# RÉSULTATS AXÉS SUR L'IMPACT

## Quels sont les objectifs de l'assistance technique de l'OMC?

**L'assistance technique (AT) est une fonction centrale de l'OMC qui vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles des pays bénéficiaires dans le domaine du commerce. Chaque activité, cours et formation relevant de l'AT est conçu et dispensé dans l'objectif de produire des résultats spécifiques et mesurables. Ces résultats doivent montrer que les Membres de l'OMC et les observateurs disposent de capacités renforcées en vue de faire respecter leurs droits et de s'acquitter de leurs obligations, de tirer pleinement parti du système commercial multilatéral fondé sur des règles et de faire face aux problèmes et aux possibilités qui en découlent.**

**En 2022, l'AT visait quatre résultats clés:**

1. **les gouvernements appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations;**
2. **les gouvernements accédants participent aux négociations en vue de l'accession;**
3. **les établissements universitaires et autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables publics;**
4. **les acteurs non gouvernementaux et les législateurs connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent.**

**Chacun de ces résultats clés comprend plusieurs résultats intermédiaires qui sont associés à des indicateurs permettant de suivre les progrès et de déterminer si les objectifs fixés ont été atteints. Le cadre logique incluant l'ensemble des résultats, des résultats intermédiaires et des indicateurs figure en annexe de ce rapport, à la page 94.**

**Infographie 3. Résultats clés**










## Une baisse des taux de réussite pendant une année difficile

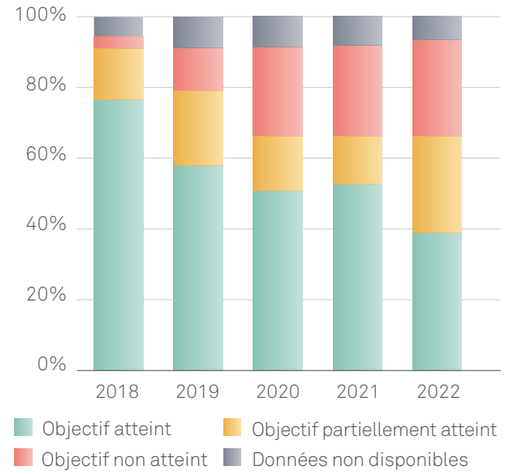
Après deux années difficiles au cours desquelles l'OMC s'est efforcée d'adapter ses activités d'AT au nouveau contexte imposé par la pandémie de COVID-19, l'équilibre fragile laborieusement atteint a de nouveau été ébranlé en 2022 par le retrait progressif des restrictions sanitaires et de celles relatives aux voyages, qui avaient entravé le déroulement des formations.

Comme en 2020, lorsque l'OMC a transposé ses activités d'AT en présentiel au format virtuel, la transition du virtuel au présentiel n'a pas été instantanée. Plusieurs bénéficiaires, ainsi que le Secrétariat, ont eu besoin de temps pour se réadapter aux nouvelles circonstances. Si les activités strictement virtuelles ont immédiatement perdu de leur intérêt quand les activités en présentiel sont redevenues possibles, le réamorçage de ces dernières a tout de même pris plusieurs mois. Le Secrétariat a tenté de retenir le meilleur de ses deux années d'expérience de la formation virtuelle et s'est orienté vers des activités hybrides, avec des séquences en présentiel privilégiant les éléments les plus adaptés à ce format (échanges, motivation et mise en relation enrichissante, par exemple), complétées par des séquences virtuelles. Par ailleurs, la plate-forme d'apprentissage en ligne a également connu un changement contractuel qui a entraîné une baisse des résultats dans ce domaine.

La douzième Conférence ministérielle, qui a eu lieu en juin 2022, était la grande priorité des Membres au premier semestre de l'année. De ce fait, ils ont demandé moins d'activités d'AT et ont été moins disponibles pour y participer, et le Secrétariat a pu en dispenser un moins grand nombre.

Ces difficultés ont eu des effets négatifs sur la diversité des participants en 2022 et sur leurs résultats dans plusieurs cours, avec des répercussions sur plusieurs des résultats intermédiaires et des objectifs permettant de mesurer la réussite de l'AT de l'OMC. D'une manière générale, le taux de réussite mesuré selon la réalisation des objectifs fixés était inférieur à celui de l'année précédente: 23 objectifs ont été atteints, 18 ne l'ont pas été et 17 l'ont été partiellement.

**Figure 2. Taux de réussite de l'AT de l'OMC (2018-2022)**




**Assistance technique et formation de l'OMC**

**Figure 3. Atteinte des objectifs d'AT**

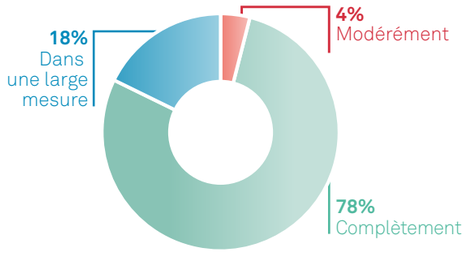
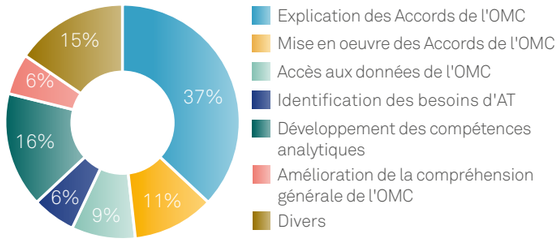



**Figure 4. Objectifs d'AT en 2022**

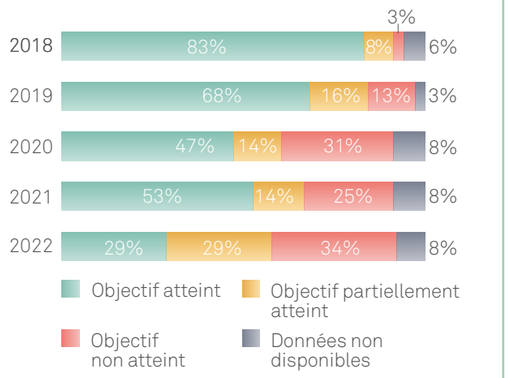



Une liste exhaustive des objectifs et indicateurs figure à l'annexe 1.

# RÉUSSITE DE L'APPRENTISSAGE

**RÉSULTAT CLÉ 1**

**Mise en œuvre des accords de l'OMC**



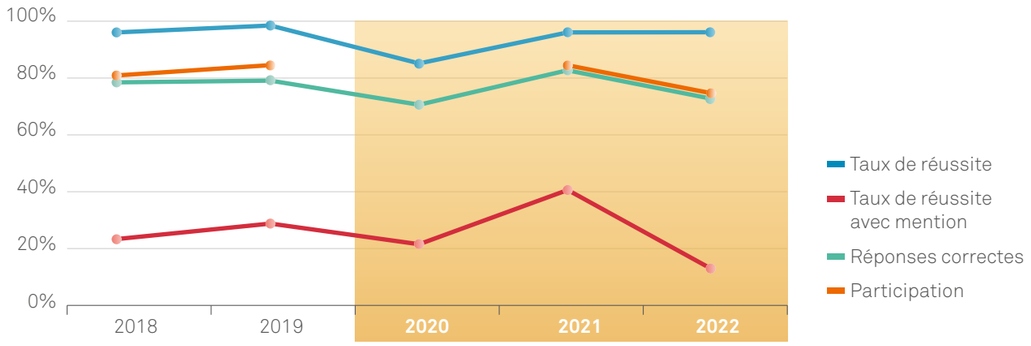

## Une formation axée sur les résultats

En 2022, certaines activités récurrentes ont repris en présentiel, tandis que le format virtuel a été maintenu pour d'autres.

Pour ce qui est des formations en présentiel, les cours avancés de politique commerciale (CAPC) ont repris après deux années de pause, en deux volets – l'un en anglais et l'autre en espagnol. Une évaluation des connaissances et de l'implication des participants a été introduite pour la première fois. Le taux de réussite était très positif: 98% des participants ont réussi le cours et 28% ont reçu un certificat avec mention (note égale ou supérieure à 90%).

Un Cours régional de politique commerciale (CRPC) a été dispensé en 2022, au format virtuel. Le fait qu'il soit donné en ligne a entraîné quelques difficultés pour les participants, comme une certaine lassitude et un équilibre à trouver entre la présence au cours et le travail demandé d'une part, et les responsabilités professionnelles d'autre part. Si le taux de réussite est resté stable par rapport aux années précédentes, le taux de réussite avec mention et les interactions des participants ont toutefois faibli, comme le montre la figure 5. Les tentatives pour reprendre les CRPC en présentiel au Moyen-Orient et dans l'ECOACC ont été abandonnées faute de participants.

**Figure 5. Résultats du CRPC (2018-2022)**




*Note:* En 2020 et 2021, tous les CRPC, à l'exception d'un seul au début de 2020, ont été dispensés de manière virtuelle.







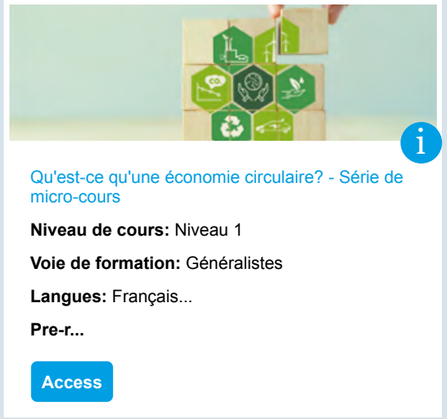
## Que sont les micro-cours qui figurent dans le catalogue des cours en ligne?

Les micro-cours sont de petites capsules d'apprentissage axées sur une question très spécifique qui s'inscrit dans un vaste domaine. Ils s'appuient sur des contenus multimédias, comme des animations, des vidéos, des exercices interactifs et/ou des infographies. Leur format est conçu pour favoriser le dialogue et la mémorisation des connaissances.

Le catalogue de cours en ligne de l'OMC contient désormais 32 micro-cours, qui ont recueilli 15% de toutes les inscriptions en 2022.

**Micro-cours lancés en 2022**

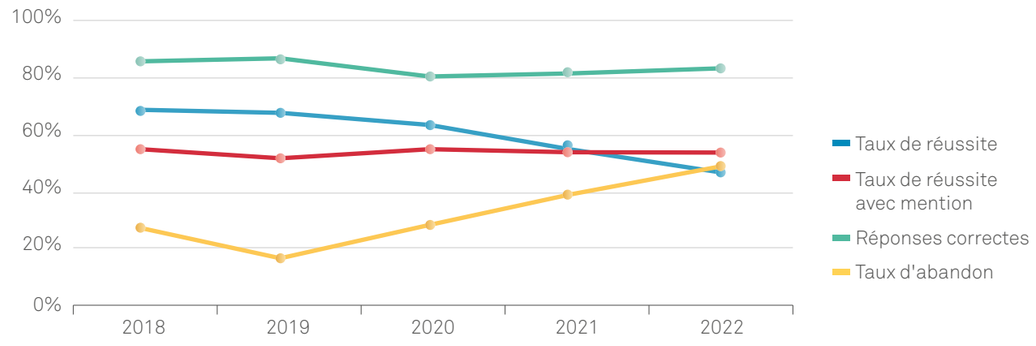
- Évaluation en douane – De quoi s'agit-il?
- Aperçu rapide de l'économie circulaire
- Préparation et gestion des évaluations de projets




En 2022, le nombre total de participants aux cours d'apprentissage en ligne a légèrement augmenté, mais les résultats ont baissé. Le Secrétariat a lancé une nouvelle plate-forme d'apprentissage en ligne qui offre une solution à source ouverte plus conviviale pour améliorer l'expérience d'apprentissage des utilisateurs (voir le chapitre 3). De nombreux apprenants en ligne n'ont pas pu terminer leur cours avant la transition vers la nouvelle plate-forme, ce qui a nettement accru le taux d'abandon; le taux d'achèvement des cours est ainsi tombé à 51% en 2022, contre 61% en 2021. Cependant, le nombre d'apprenants en ligne ayant réussi à obtenir une mention est resté stable, et le taux de réponses correctes s'est légèrement amélioré.

Les micro-cours (voir encadré), une catégorie de cours d'apprentissage en ligne lancée en 2020, ont affiché un taux d'achèvement plus élevé. En effet, les participants ont terminé 61% des micro-cours auxquels ils s'étaient inscrits en 2022, et le taux de réponses correctes était légèrement supérieur à la moyenne globale.

**Figure 6. Résultats de l'apprentissage en ligne (2018-2022)**



# RENFORCER LA TRANSPARENCE

## Respecter les obligations de notification envers les partenaires commerciaux

La transparence est essentielle pour assurer un commerce ouvert et équitable. Lorsque les Membres informent leurs partenaires commerciaux des politiques et réglementations visant le commerce extérieur en temps voulu, l'environnement économique devient plus stable et plus prévisible, et les perspectives commerciales s'améliorent. Dans le cadre de ses activités d'AT, l'OMC reste déterminée à renforcer les capacités des bénéficiaires de remplir leurs obligations en matière de transparence, y compris la notification de nouvelles mesures commerciales.

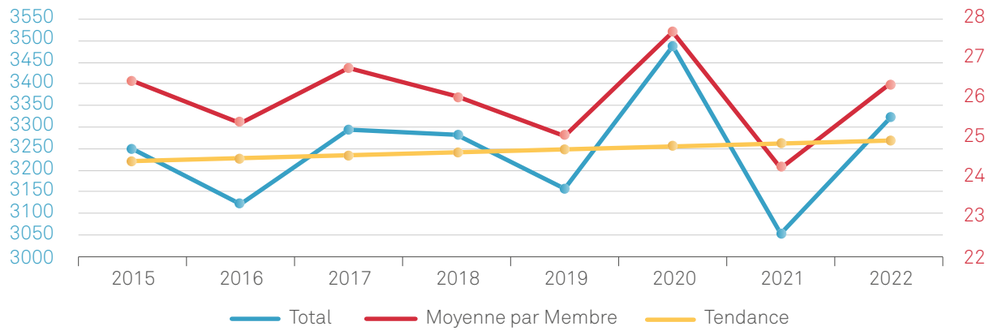
L'AT apportée en matière de transparence vise à réduire le nombre de notifications «en suspens» ou «attendues» des bénéficiaires. À la fin de l'année 2022, 3 318 notifications au total étaient en suspens au titre des différents Accords de l'OMC, soit une augmentation de 264 notifications par rapport à la fin de l'année précédente. En 2022, les bénéficiaires de l'AT avaient en moyenne 26,3 notifications en suspens, un niveau légèrement supérieur à la moyenne pour la période 2017-2019 (26) prise comme référence dans le cadre logique.

Au titre de plusieurs Accords de l'OMC (agriculture, GATT, subventions, etc.), les Membres sont tenus de présenter des notifications chaque année, ce qui augmente mécaniquement le volume global des obligations de notification. Toutefois, malgré cette augmentation mécanique, le volume de notifications en suspens reste relativement stable au fil du temps, affichant une moyenne de 3 245 pour les 8 dernières années, comme l'illustre la figure 7. Si certains facteurs extérieurs peuvent avoir joué un rôle dans ces résultats, l'AT de l'OMC reste néanmoins essentielle pour aider de nombreux Membres bénéficiaires à respecter leurs obligations de notification.

Au cours des cinq dernières années, les notifications relatives à l'agriculture ont représenté environ 60% de l'ensemble des notifications en suspens (66% en 2022). Étant donné que de nouvelles prescriptions dans ce domaine s'ajoutent chaque année, le suivi de l'influence de l'AT est un défi statistique. Une approche consiste à inscrire la réduction du nombre de notifications en suspens à la fin de l'année précédente. Les efforts déployés par les bénéficiaires de l'AT pour résorber l'arriéré de notifications dans le domaine de l'agriculture sont illustrés dans la figure 8 ci-dessous. En 2022, le rythme de réduction de l'arriéré a augmenté par rapport à 2021.

Les autres notifications en suspens concernaient principalement l'accès aux marchés pour les marchandises (21%) et les services (11%). Ces dernières années, le nombre de notifications présentées par

**Figure 7. Notifications en suspens des bénéficiaires de l'AT (2015-2022)**




**Aperçu annuel des dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence et PCS**

**Examen de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord OTC**

**Rapport annuel sur les notifications relatives aux ADPIC**





les bénéficiaires de l'AT était relativement élevé. Les notifications OTC en sont un bon exemple. Malgré une baisse par rapport à l'année précédente, près de 3 000 notifications ont été reçues de la part des Membres en 2022, ce qui représente le deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré.

Collectivement, les pays en développement et PMA Membres de l'OMC ont été à l'origine de 83% des nouvelles notifications OTC en 2022. Comme le montre la figure 9, la progression des bénéficiaires de l'AT s'agissant de la présentation de nouvelles notifications OTC est relativement constante depuis 2013.

En outre, les Membres africains ont fait preuve d'un dynamisme particulier dans la présentation de notifications OTC en 2022: le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie figurent ainsi parmi les 10 Membres ayant présenté le plus grand nombre de notifications OTC pour la deuxième année consécutive. L'Ouganda et la Tanzanie comptaient également parmi les 10 Membres ayant présenté le plus grand nombre de notifications SPS. Comme l'illustre la figure 10, les résultats de l'Afrique en matière de nouvelles notifications OTC ont suivi une tendance à la hausse depuis 2016.

**Figure 8. Arriéré de notifications relatives à l'agriculture (2018-2022)**

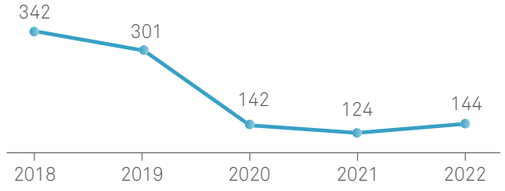



**Figure 9. Présentation de nouvelles notifications OTC par niveau de développement (2013-2022)**

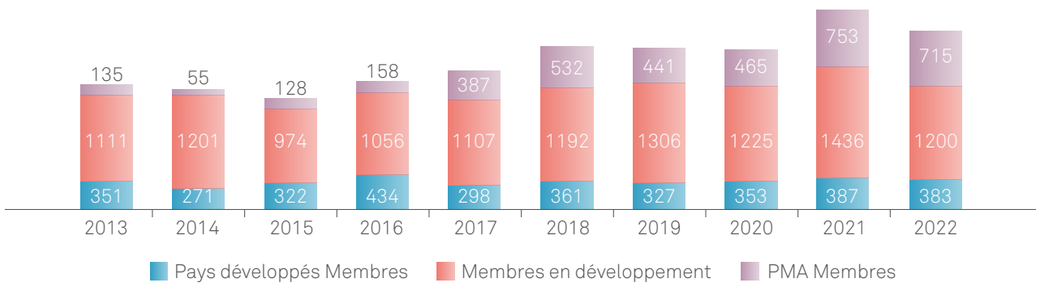
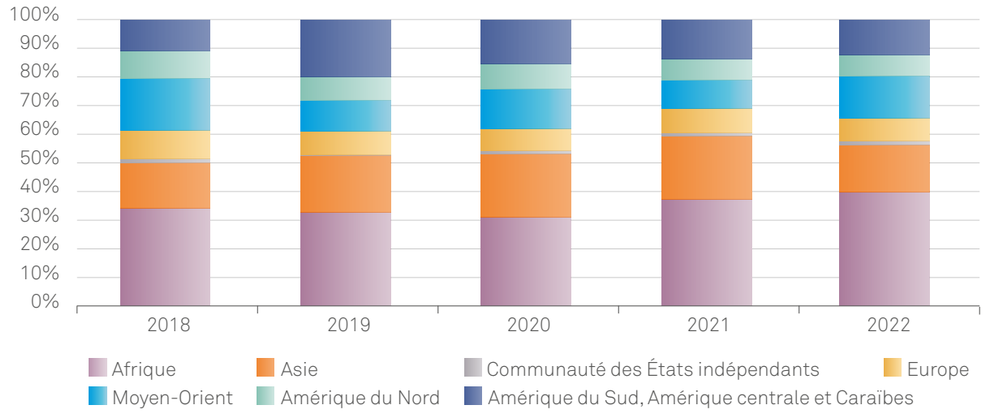



**Figure 10. Part des nouvelles notifications soumises par région (2018-2022)**



# Assistance technique en matière de notifications

La transparence est restée l'une des grandes priorités des activités d'AT. En 2022, l'OMC a organisé 23 activités liées à la transparence, le nombre le plus élevé de ces 5 dernières années. Au total, 996 participants (près du double de l'année précédente) représentant 85 Membres de l'OMC et observateurs ont bénéficié de ces activités. Dix-sept activités nationales ont été consacrées aux notifications et aux dispositions des Accords de l'OMC relatives à la transparence. Selon les Membres, les activités ont porté sur les notifications concernant l'agriculture, les mesures SPS et les OTC, ainsi que sur les outils électroniques disponibles pour la présentation et l'analyse des notifications. Deux activités régionales sur les OTC ont eu lieu dans les seules régions où aucune activité nationale n'a été organisée concernant la transparence en 2022 (Europe centrale et orientale et Caucase, et Moyen-Orient et Afrique du Nord). Ces cours régionaux ont réuni des fonctionnaires chargés de la mise en œuvre de l'Accord OTC qui ont appris, entre autres choses, à utiliser les outils en ligne appropriés pour assurer la transparence au niveau interne et au niveau régional. Les activités mondiales ont porté sur les procédures de licences d'importation et les notifications relatives à l'agriculture.

L'offre de formation concernant la transparence et les notifications a été complétée par deux cours d'apprentissage en ligne disponibles toute l'année en anglais, en espagnol et en français.

Le Manuel de coopération technique concernant les prescriptions en matière de notification élaboré par le Secrétariat est régulièrement mis à jour et sa dernière version a été révisée en juin 2022.

**Manuel de coopération technique concernant les prescriptions en matière de notification**

# Créer un réseau de champions de la transparence en Afrique

En 2022, le Secrétariat a décidé d'adopter une approche novatrice, fondée sur l'engagement personnel des participants, pour tenter de réduire plus nettement le volume actuel de notifications non présentées et pour améliorer la mise en œuvre des dispositions relatives à la transparence, y compris s'agissant des notifications.

Cette même année, le Secrétariat a lancé deux cours thématiques pilotes pour aider les Membres à remplir leurs obligations de transparence dans le domaine des normes relatives à la santé et à la sécurité et des règlements techniques: les cours des champions de la transparence dans les domaines SPS et OTC. Il s'agit d'un projet complet de renforcement des capacités qui est piloté par le Secrétariat, et qui donne aux agents des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux l'occasion d'acquérir des connaissances et des compétences pratiques afin de mettre en œuvre le cadre de transparence de l'OMC et d'en tirer parti. Ce programme vise à obtenir des résultats concrets et durables dans la mise en œuvre effective du cadre de transparence de l'OMC.

Les deux cours étaient novateurs à plusieurs égards: les participants préparaient des plans d'action conçus pour améliorer le respect des obligations de notification. Les formateurs proposaient un encadrement continu à distance, à la suite de quoi une séance de formation était organisée sept à huit mois plus tard, à titre de suivi.

> « Le moment le plus passionnant a été celui où nous avons eu la possibilité d'échanger des données d'expérience avec des experts internationaux, régionaux et locaux de la transparence dans le domaine SPS, et de créer un réseau de contacts et de partenaires.

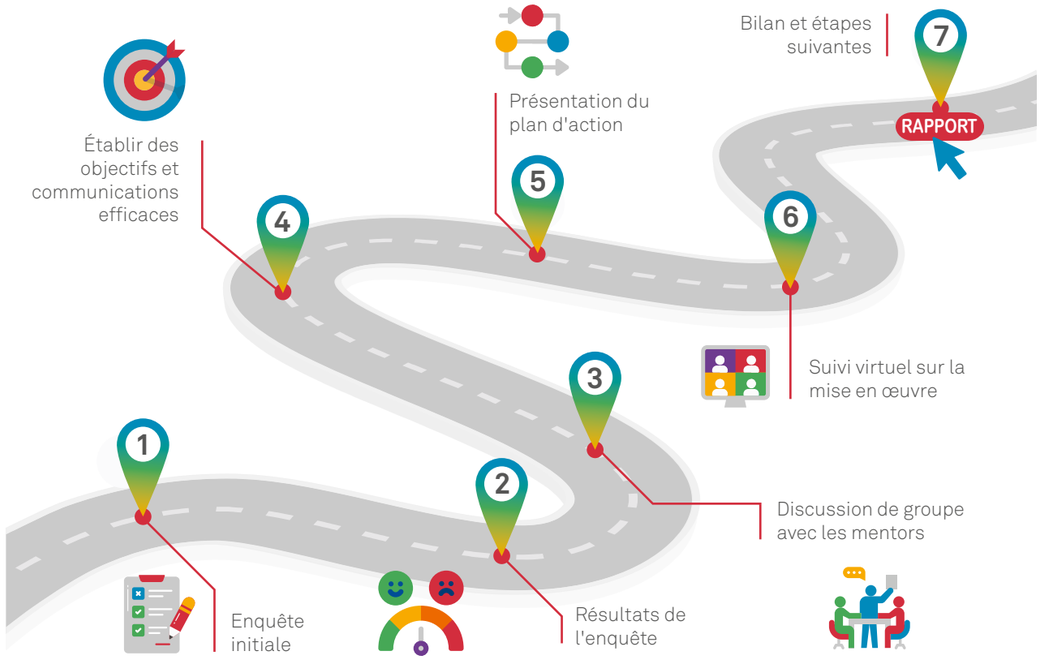


***Phyllis Githaiga,***
*Inspectrice en chef, Bureau du commerce et des normes du Service d'inspection phytosanitaire du Kenya*





**Infographie 4. Approche des cours des champions de la transparence**




Les cours ont commencé par un atelier d'une semaine organisé à Genève dans le but d'aider les fonctionnaires à comprendre ce qu'il convenait de notifier et le degré de détail associé, et d'offrir aux participants l'occasion de mieux mettre en œuvre le cadre de transparence de l'OMC et d'en tirer parti. L'atelier a facilité l'examen des principales difficultés ainsi que des idées visant à améliorer le cadre de transparence dans les pays participants. Avec le soutien de spécialistes et de mentors expérimentés, les participants ont élaboré des plans d'action à mettre en œuvre dans leur pays. Seuls ceux qui ont présenté des rapports d'avancement seront invités à l'activité de suivi, qui aura lieu dans la région africaine pour les OTC, et à Genève pour le domaine SPS. Au cours de cette activité, les participants feront le point sur les mesures concrètes mises en œuvre grâce au cours et discuteront de la voie à suivre. Pour la dernière étape, il s'agira pour les participants de devenir des champions de la transparence dans leur pays et d'être considérés comme des mentors dans de futurs cours de ce type.

Des résultats positifs ont déjà été obtenus, comme l'augmentation du nombre de notifications et d'abonnés à ePing en provenance de Membres participants, et l'organisation d'ateliers d'information par des participants en vue de sensibiliser les principales parties prenantes. Des résultats plus durables seront probablement observés plus tard, en 2023, lorsque les participants appliqueront leurs plans d'action.

RÉSULTAT CLÉ 1

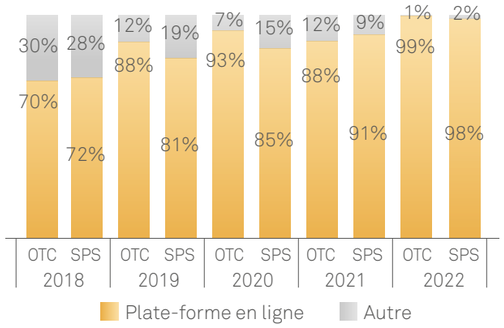
# Optimiser les plates-formes en ligne

Les Membres utilisent de plus en plus les plates-formes en ligne pour présenter leurs notifications. Grâce aux plates-formes spécialisées, les notifications parviennent en temps opportun à tous les Membres, qui peuvent réagir, apporter des précisions et mieux diffuser les renseignements parmi les parties prenantes. Il existe trois grandes catégories: les plates-formes de présentation, les répertoires de notifications, et les alertes sur inscription et forums de discussion. Les plates-formes les plus récentes, comme la plate-forme ePing SPS et OTC, intègrent ces trois éléments en un seul (voir l'encadré ci-après).

Ces dernières années, les formations relevant de l'AT ont progressivement intégré des modules sur l'utilisation de ces plates-formes en ligne, dont les résultats sont positifs. Par exemple, la part des notifications SPS et OTC transmises par l'intermédiaire du système de présentation ad hoc n'a cessé de progresser au cours des cinq dernières années, culminant à 98% et 99%, respectivement, en 2022.

De la même manière, la part des Membres ayant présenté des notifications, des réponses aux listes de questions et des rapports par l'intermédiaire du système de présentation e-TRIPS est passée de 74% en 2021 à 86% en 2022, tandis que la part des notifications transmises au moyen de ce système a grimpé d'un niveau déjà élevé en 2021 (88%) à 95% en 2022. Cette même année, le nombre de vues enregistrées chaque jour sur les pages du portail e-TRIPS s'est élevé à plus de 2 000, soit plus du double du niveau de 2021. Lors d'une réunion du Conseil des ADPIC le 6 juillet 2022, Moldova a officiellement remercié le Secrétariat pour son aide dans la préparation et la présentation de ses notifications.

**Figure 11. Notifications SPS et OTC par mode de présentation (2018-2022)**




**En bref, les principaux systèmes en ligne de l'OMC pour la transparence:**

***Liste des systèmes en ligne de l'OMC:*** *présente tous les systèmes en ligne de l'OMC (bases de données/sites Web) qui sont actuellement en production.*

***Système de gestion de l'information sur l'agriculture (AG-IMS):*** *donne accès aux documents et dossiers concernant l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, et permet aux Membres de présenter des notifications sur l'agriculture.*

***Portail e-TRIPS:*** *offre un point d'accès intégré aux renseignements sur les possibilités d'accès aux marchés dans les Parties à l'AMP au titre de l'AMP de 2012, et à des renseignements connexes.*

***Plate-forme ePing SPS et OTC:*** *facilite le suivi des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et des obstacles techniques au commerce (OTC). Elle permet aux utilisateurs de consulter les notifications, les préoccupations commerciales et les renseignements relatifs aux autorités responsables des notifications/points d'information, ainsi que d'en savoir plus sur des notifications et de s'inscrire pour recevoir des alertes liées à certains produits et/ou marchés.*

***Module Notifications:*** *le module Notifications de Documents en ligne permet de rechercher les notifications en fonction du Membre notifiant et des prescriptions juridiques de l'OMC à partir de la base de données du Répertoire central des notifications.*



WT/COMTD/W/272

CHAPITRE 1 – RENFORCER LA TRANSPARENCE

RÉSULTAT CLÉ 1

# Nouvel outil de transparence: plate-forme ePing, SPS et OTC

Une nouvelle version plus complète de l'outil de transparence en ligne, qui intègre des contenus et des fonctionnalités de cinq outils SPS et OTC distincts préexistants, a été lancée officiellement en juillet 2022. Cette plate-forme a été conçue comme un point d'entrée unique pour que les utilisateurs transmettent et suivent des renseignements sur les prescriptions relatives aux produits, et pour améliorer la coordination entre les organismes gouvernementaux et le secteur privé. Elle offre une version améliorée des outils de transparence relatifs aux mesures SPS et aux OTC qui existaient avant, et permet ainsi aux Membres de notifier efficacement les modifications des réglementations dans ces domaines, d'échanger des observations ou de se coordonner sur des questions SPS ou OTC qui les intéressent.

À la fin de l'année 2022, environ 19 500 utilisateurs d'ePing, représentant 189 Membres et observateurs, étaient enregistrés; parmi eux, on dénombrait 3 890 nouvelles inscriptions, soit une augmentation de 20% par rapport à décembre 2021. Certains utilisateurs se sont inscrits après l'organisation d'une activité d'AT dans leur pays ou région, ce qui confirme l'efficacité de ces activités pour ce qui est de faire connaître la Plate-forme ePing SPS et OTC, et d'enclencher le processus d'enregistrement et d'abonnement des utilisateurs pour la réception des alertes par courriel. Au total, 76% des utilisateurs reçoivent des alertes quotidiennes ou hebdomadaires par courriel concernant des notifications SPS et/ou OTC. Certaines fonctionnalités supplémentaires, comme les forums de discussion nationaux et internationaux ainsi que la discussion en ligne pour les utilisateurs ayant des droits d'administrateur, présentent aussi un intérêt pour de nombreux Membres.




*Le Directeur général adjoint de l'OMC **Jean-Marie Paugam**, **Dorothy Tembo** (Directrice exécutive adjointe de l'ITC) et les Présidents des Comités SPS et OTC, lors du lancement d'ePing, le 13 juillet 2022.*

> “La formation concernant la plate-forme ePing reste d'une importance capitale pour le travail que nous faisons tous les jours. Ce portail permet d'accéder en temps voulu aux notifications et à la présentation des observations. Il a allégé la charge de la communication entre les points d'information nationaux et ses parties prenantes, ainsi que d'un point d'information à un autre.



***Dineo Hexana,***
*économiste, Bureau de normalisation sud-africain*

# RENFORCER LA PARTICIPATION

## Les bénéficiaires de l'AT restent actifs au sein des Comités

En élargissant et en consolidant les connaissances des Membres sur les Accords de l'OMC, les activités d'AT visent à accroître la participation effective des bénéficiaires au système commercial multilatéral. Les travaux des organes de l'OMC étant fondés sur les documents communiqués par les Membres, la capacité des pays en développement et des PMA Membres à présenter des documents (propositions, déclarations, questions et réponses, rapports, etc.) est un indicateur indirect de leur aptitude à contribuer activement aux délibérations. Les notifications étant traitées dans une autre partie du rapport, elles ne sont pas prises en compte dans cette analyse.

En 2022, le nombre de documents «de fond» présentés par les pays en développement et PMA Membres a baissé d'un quart par rapport à l'année précédente, tombant au niveau le plus bas enregistré au cours des six dernières années. Le nombre total de documents de fond présentés était inférieur à la moyenne de la période 2017-2019, utilisée comme référence dans le Plan d'AT (588 contre 611). S'agissant de la répartition des communications, 87% provenaient de pays en développement Membres et 13% de PMA Membres.

Outre la présentation de documents de fond, l'implication des bénéficiaires de l'AT dans les travaux des organes de l'OMC dépend de la capacité de leurs délégués à participer effectivement aux procédures. Leur capacité à recourir aux mécanismes comme les préoccupations commerciales spécifiques (PCS) au sein des comités compétents est un bon exemple de participation effective. Les PCS permettent aux Membres de désamorcer des tensions commerciales au moyen du dialogue et de la coopération. Comme le montre la figure 13, la capacité des Membres en développement à soulever de nouvelles PCS devant le Comité OTC a été relativement stable au cours des dernières années.

D'eux-mêmes ou en coordination avec des Membres développés, ils ont soulevé la majorité des nouvelles PCS relatives aux OTC enregistrées au cours de la dernière décennie (77% en 2022). Le même constat peut être dressé au sujet des nouvelles PCS soulevées devant le Comité SPS (voir la figure 14), dont la majorité provenait également de Membres en développement au cours des 15 dernières années. Les activités d'AT sur les normes (OTC et SPS), comme le cours sur les éléments clefs pour participer au Comité SPS présenté dans l'encadré ci-après, mettent l'accent sur le renforcement des capacités des pays en développement à participer effectivement aux comités pertinents.

**Figure 12. Nombre de documents «de fond» présentés par les bénéficiaires, par niveau de développement (2018-2022)**

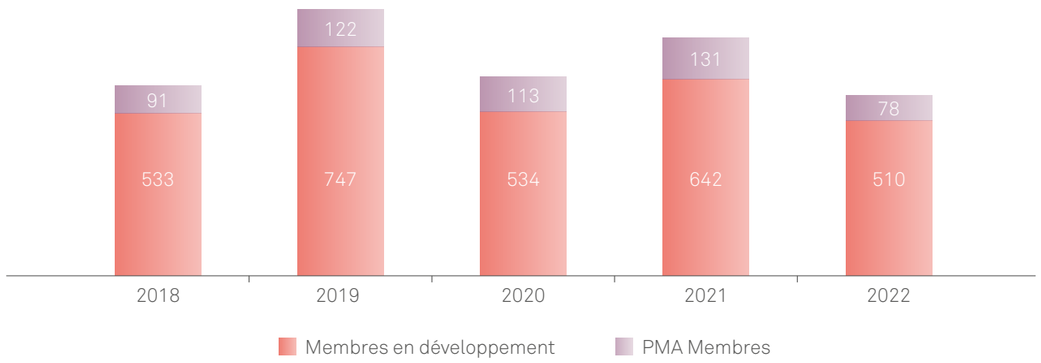







**Figure 13. Nouvelles PCS soulevées dans le cadre du Comité OTC par niveau de développement (1995-2022)**

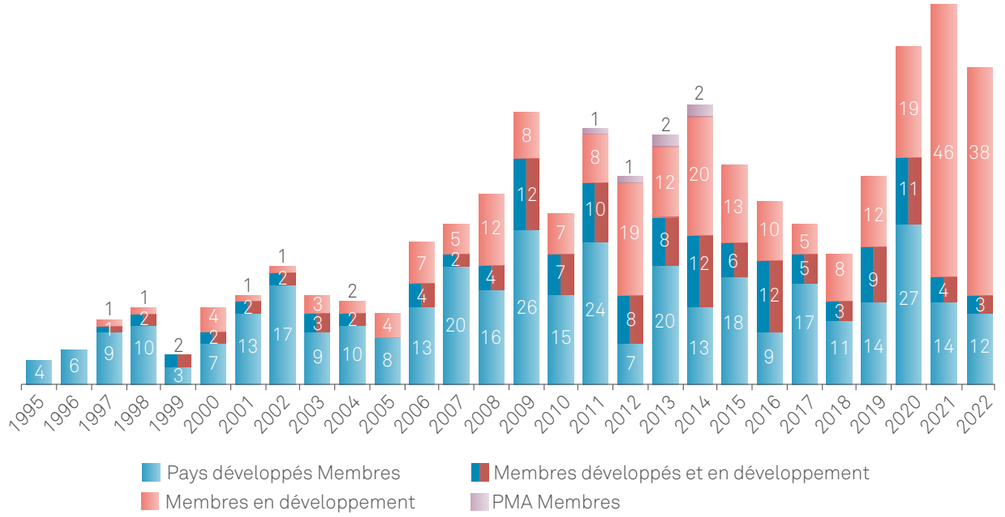
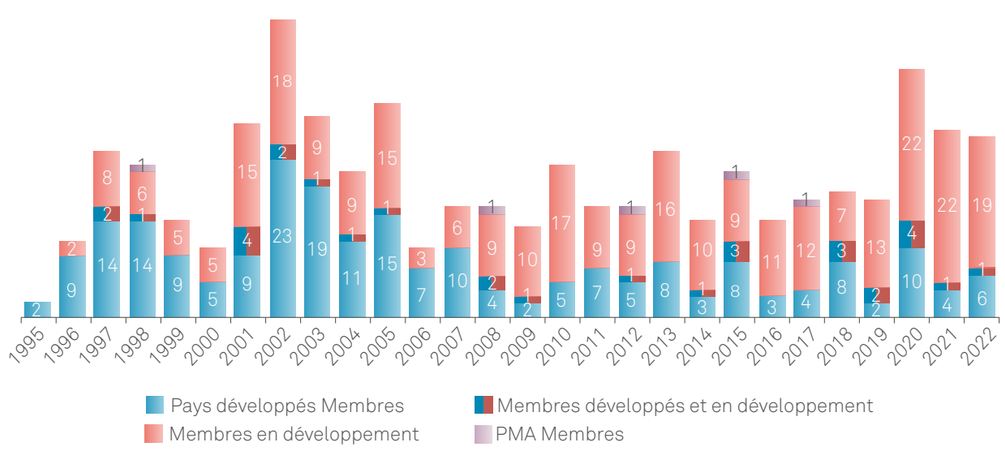



**Figure 14. Nouvelles PCS soulevées dans le cadre du Comité SPS par niveau de développement (1995-2022)**




> Ce cours a été très utile et instructif. J'en ai appris davantage sur le processus du Comité SPS, le rôle des différents acteurs de ce Comité et la façon de trouver des documents pertinents (documents pour les réunions et renseignements disponibles sur ePing).



***Moujanni Abdelkarim,***
*Chef de la Division des questions SPS et de l'accès aux marchés, Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, Maroc*

RÉSULTAT CLÉ 1

# Renforcer la participation effective au sein du Comité SPS

La première édition du Cours sur les éléments clefs pour participer au Comité SPS s'est déroulée en français du 15 au 24 novembre 2022. Ce cours a été dispensé sur Zoom. Il a été conçu comme une activité pratique visant à favoriser la participation au sein du Comité SPS. L'objectif était d'aider les participants à mieux comprendre l'Accord SPS pour améliorer la participation des Membres au sein du Comité et de créer un réseau solide d'experts SPS.

Les participants étaient des fonctionnaires gouvernementaux de 11 pays d'Afrique centrale, du Nord et de l'Ouest, responsables de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux et de la préservation des végétaux. Dans le cadre de discussions de type entretien, de petits groupes et d'exposés animés par d'autres participants, d'études de cas et de conversations individuelles informelles avec les formateurs, d'anciens présidents du Comité SPS et des délégués en poste, les participants ont acquis des connaissances sur le fonctionnement du Comité SPS et les avantages qu'il peut apporter aux pays en développement. Les dispositions de l'Accord SPS et les questions pratiques de mise en œuvre leur ont aussi été rappelées dans le cadre d'un examen des discussions actuelles du Comité SPS; par ailleurs, les groupes thématiques du Comité qui ont été établis à la suite de la Déclaration ministérielle relative aux questions SPS, et leur pertinence pour les pays en développement, leur ont à nouveau été présentés.

Les participants ont suivi la réunion de novembre du Comité SPS en mode virtuel, réfléchi à des questions clés et rempli un questionnaire précours, comme point de départ du cours.

# Le point de vue du Président du Comité SPS

Sans la participation des pays en développement Membres, le Comité SPS ne peut pas jouer de rôle à l'OMC ni contribuer au commerce mondial.

En juin 2022, tous les Membres sont convenus d'une Déclaration relative aux questions SPS. Elle vise principalement à améliorer la mise en œuvre de l'Accord SPS et à accroître la participation des pays en développement et PMA Membres, ainsi que le soutien visant à répondre à leurs besoins spécifiques en matière d'élaboration et d'application des mesures SPS. Pour ce faire, la contribution de chaque Membre est nécessaire et, plus particulièrement, tous les participants à ce cours de formation doivent faire preuve de motivation en vue de renforcer la participation de leurs pays aux discussions à venir.

Du fait de leurs ressources relativement limitées, les Membres en développement participent moins au Comité SPS que les Membres développés. Ce comité a cependant besoin qu'ils participent davantage aux réunions. Cette activité permet d'améliorer la compréhension de l'Accord SPS, et les participants peuvent rapporter leurs connaissances dans leur pays et renforcer leur implication dans les réunions futures du Comité SPS.

J'ai participé à une session d'entretien et les participants n'ont pas hésité à me poser de nombreuses questions concernant, par exemple, le rôle de président, le processus de sélection des présidents des Comités de l'OMC et la façon de gérer les préoccupations commerciales spécifiques en suspens. Je pense que le fait de partager de mon expérience a aidé les participants à mieux comprendre les travaux du Comité SPS. Non seulement je leur ai permis de mieux appréhender le rôle de président, mais j'ai moi-même pu en apprendre davantage sur leurs attentes envers le Comité, ce qui m'a été utile pour présider les réunions suivantes.

J'espère sincèrement que tous les participants pourront saisir cette occasion pour mieux comprendre l'Accord SPS et participer davantage aux réunions du Comité SPS dans l'avenir. Je les encourage également à faire part de leur expérience, éventuellement au titre du point de l'ordre du jour sur «l'assistance technique» lors des réunions ordinaires, ou à soulever des questions et à partager leurs données d'expérience lors de nos prochaines séances thématiques. Nous avons réellement besoin de leur contribution pour faire avancer ce Comité.



***Tang-Kai Wang,***
*Taipei chinois,*
*Président du Comité SPS*





RÉSULTAT CLÉ 1

# FORMATION EN COURS D'EMPLOI

## Renforcer les capacités commerciales des stagiaires à l'OMC

Les programmes de stages relevant de l'AT de l'OMC permettent à des fonctionnaires de rang intermédiaire et à de jeunes professionnels chargés des questions commerciales d'apprendre par la pratique en travaillant soit au sein du Secrétariat, soit avec leur mission à Genève.

Les stages sont un type d'assistance technique très particulier: ils sont plus longs (10 mois en moyenne, tandis que certains ateliers ne durent que quelques jours) et ont un coût bien plus élevé que la moyenne. Le Programme de stage de coordonnateur régional (PSCR) et le Programme des jeunes professionnels (PJP) disposent de ressources prévisibles, car ils sont entièrement financés par des contributions volontaires non affectées relevant de l'AT de l'OMC. Pour les autres programmes, les ressources dépendent des contributions apportées par les bailleurs de fonds associés (la Chine pour le Programme de stages sur l'accession, la France et l'Irlande pour le FIMIP et les Pays-Bas pour le PFPB) et sont donc susceptibles de varier d'une année à l'autre.

En 2022, au total, 51 stagiaires ont participé à ces programmes. Dans un esprit d'inclusion et en vue de renforcer les capacités des Membres qui en ont le plus besoin, près de la moitié des participants sélectionnés venaient de PMA. Dans l'ensemble, le nombre total de participants est stable depuis 2018, lorsque le PJP a commencé à embaucher une douzaine de stagiaires par an.

Les résultats des stagiaires et des jeunes professionnels sont évalués en fin de parcours, au moyen d'appréciations détaillées de leurs supérieurs hiérarchiques. Sur les 51 participants à ces programmes en 2022, plus d'un tiers (35%) ont largement dépassé les résultats requis. La quasi-totalité des autres a pleinement satisfait aux normes de comportement professionnel, et un seul stagiaire a reçu une évaluation insatisfaisante. Un réseau destiné aux stagiaires, baptisé WINNER, a été lancé en 2022. Cette plate-forme offre aux anciens stagiaires la possibilité d'échanger, de partager des informations, d'apprendre et de réseauter avec des experts et avec les autres stagiaires.

**Programmes de stages**

### Programme de stages sur l'accession (PSA)

En 2022, trois jeunes professionnels originaires du Brésil, du Ghana et du Viet Nam ont effectué le Programme de stages sur l'accession.

Les stagiaires ont été accueillis au Secrétariat et ils ont apporté un soutien au processus d'accession de pays comme les Comores, l'Iraq, le Liban, l'Ouzbékistan, le Soudan ou le Timor-Leste. Ils ont également participé à des activités menées par le Secrétariat en matière d'assistance technique, de communication, de recherche et de transparence dans le domaine des accessions. Ils ont aussi travaillé sur la mise en œuvre du programme «Le commerce au service de la paix», qui vise à aider les pays fragiles et touchés par des conflits à parvenir à la stabilité et à la prospérité en accédant à l'OMC.

**QUI:** jeunes diplômés

**D'OÙ:** pays en développement et PMA Membres

**QUOI:** travail au sein de la Division des accessions du Secrétariat de l'OMC

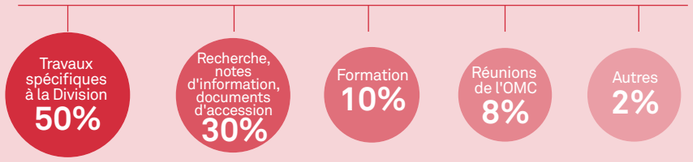
**COMBIEN DE TEMPS:** 10 mois en moyenne

> “Le fait de travailler spécifiquement sur les accessions m'a donné un aperçu complet des règles de l'OMC et m'a permis de mieux comprendre les réalités politiques en jeu dans les négociations bilatérales entre les gouvernements accédants et les Membres de l'OMC. Mes tâches quotidiennes étaient stimulantes, dynamiques et innovantes, et il a été très enrichissant de travailler sous la supervision de la Division: j'ai reçu des consignes rigoureuses tout en ayant assez d'autonomie pour me concentrer sur mes domaines d'intérêt et proposer de nouvelles idées pour des travaux de recherche, des événements, etc.

***Amanda Sayuri Miashiro,***
*stagiaire du PSA, Brésil*




**Répartition du temps des stagiaires**



## Programme de formation des Pays-Bas (PFPB)

En 2022, 12 fonctionnaires de niveau débutant à intermédiaire, originaires de Membres et d'observateurs en développement et de PMA, ont eu l'occasion d'améliorer leurs compétences dans le domaine du commerce au moyen d'une expérience professionnelle pratique à l'OMC. Ces stagiaires ont soutenu le travail quotidien des Divisions de l'OMC, mené des travaux de recherche et participé aux comités de l'Organisation. La possibilité leur a été donnée de suivre activement les préparatifs de la CM12, qui se sont caractérisés par d'intenses discussions sur divers aspects du programme de travail de l'OMC.

> “Au Secrétariat de l'OMC, j'ai pu acquérir des compétences précieuses, en facilitant des travaux ordinaires mais aussi des négociations dans un cadre multilatéral. Les diverses réunions avec les représentants des Membres et les discussions avec les collègues plus expérimentés et les autres stagiaires ont élargi ma perception du système commercial multilatéral. Ma capacité d'obtenir des résultats pour le programme commercial de mon pays en a été grandement renforcée.



***Alice Tumbo,***
*stagiaire du PFPB, Kenya*

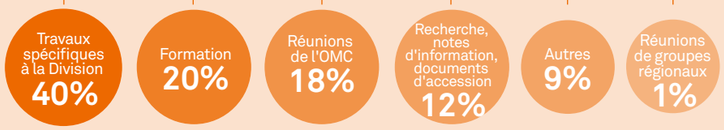
**QUI:** fonctionnaires gouvernementaux

**D'OÙ:** pays en développement et PMA Membres et petites économies vulnérables

**QUOI:** apprendre en emploi au Secrétariat de l'OMC

**COMBIEN DE TEMPS:** 9,5 mois en moyenne

**Répartition du temps des stagiaires**








## Programme franco-irlandais de stages pour les missions (FIMIP)

Dix-neuf fonctionnaires de niveau intermédiaire en poste dans les capitales et travaillant sur les questions commerciales ont participé au FIMIP et rejoint la délégation de leur pays d'origine à l'OMC. Ces stagiaires ont apporté un précieux soutien à leur Mission, en renforçant leur capacité à participer à des réunions des organes de l'OMC et à des groupements régionaux, et à réaliser les tâches associées, en particulier avant, pendant et après la CM12. Ils ont été amenés à approfondir leurs connaissances sur les Accords de l'OMC et ils ont pu se tenir informés des processus de négociation engagés concernant leur pays, des questions examinées et des procédures de travail de différents organes de l'Organisation.

> “Cette expérience de stage a été très enrichissante et m'a permis d'approfondir mes connaissances sur diverses questions qui concernent le commerce mondial et ont une incidence sur les économies des Membres, en particulier les pays en développement comme l'Eswatini.



***Khetsiwe Khumbuzile Makhanya,***
*stagiaire du FIMPI, Eswatini*

**QUI:** fonctionnaires de niveau intermédiaire en poste dans les capitales

**D'OÙ:** pays en développement et PMA Membres

**QUOI:** travail au sein des missions permanentes de leur pays à l'OMC

**COMBIEN DE TEMPS:** 9,5 mois en moyenne

**Répartition du temps des stagiaires**



## Programme de stages de coordonnateur régional (PSCR)

Ce programme, organisé à la demande de Membres coordonnant un groupe régional ou un groupe de pays au sein de l'OMC, a accueilli quatre fonctionnaires chargés des questions commerciales en poste dans les capitales en 2022. Tout en renforçant leurs propres capacités, ces stagiaires, originaires du Cameroun (Groupe africain), des Îles Salomon, de la Jamaïque (Groupe ACP) et du Vanuatu (Forum des îles du Pacifique), ont aidé leur Mission à participer aux activités courantes de l'OMC et à faire face à la charge de travail supplémentaire découlant de leurs responsabilités en tant que coordonnateurs de groupe.

> “Grâce à ce programme, j'ai appris à mieux utiliser les sources d'information et les plates-formes de l'OMC, ce qui m'a aidé à préparer des discours et des réunions à l'avance. Dans le cadre du PSCR, j'ai eu le privilège de représenter mon pays lors de discussions importantes, par exemple pendant les retraites sur la pêche et l'agriculture. C'était une expérience incroyable qui m'a donné du courage et de la confiance en moi.



***Jonah Taravaki,***
*stagiaire PSCR, Vanuatu*

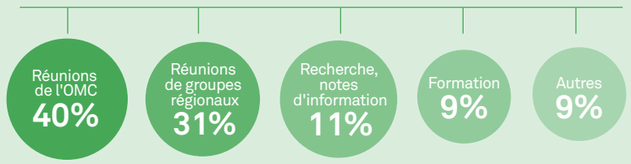
**QUI:** fonctionnaires de niveau intermédiaire en poste dans les capitales

**D'OÙ:** Membres coordonnant un groupe régional ou un groupe de Membres et d'observateurs à l'OMC

**QUOI:** travail dans la mission permanente du coordonnateur de groupe

**COMBIEN DE TEMPS:** durée du mandat du coordonnateur, 1 an maximum

### Répartition du temps des stagiaires








## Programme des jeunes professionnels (PJP)

Douze jeunes professionnels de diverses origines ont pris part au programme. Ils ont passé 11 mois dans différentes Divisions du Secrétariat, sous la supervision de hauts fonctionnaires de l'OMC. Leurs tâches quotidiennes étaient très diverses et consistaient par exemple à participer à l'élaboration de documents de travail du Secrétariat sur les travaux ordinaires de l'OMC; à contribuer à assurer le secrétariat des organes de l'OMC et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends; à préparer et à coprésenter des exposés pour l'assistance technique; et à contribuer aux préparatifs relatifs aux questions faisant l'objet de négociations pour la CM12. La Barbade, le Ghana, le Kenya, la Trinité-et-Tobago, l'Ukraine, le Viet Nam et la Zambie ont été représentés pour la première fois dans le Programme des jeunes professionnels.

> “Les connaissances pratiques que j'ai acquises en tant que jeune professionnelle à l'OMC sont inestimables. Cette année m'a permis de m'immerger dans les négociations relatives aux subventions à la pêche et de participer à des événements clés de l'OMC, comme la douzième Conférence ministérielle, le huitième Examen global de l'Aide pour le commerce et le Forum public. Je suis extrêmement reconnaissante de l'occasion unique qui m'a été offerte de travailler dans un environnement propice, aux côtés de professionnels exceptionnels.



***Assem Shakirtova,***
*stagiaire du PJP, Kazakhstan*

**QUI:** jeunes professionnels qualifiés

**D'OÙ:** priorité aux PMA et aux pays en développement n'ayant pas ou peu de représentation professionnelle au sein du Secrétariat de l'OMC

**QUOI:** travail dans une Division du Secrétariat

**COMBIEN DE TEMPS:** 1 an maximum

### Domaines de travail des jeunes professionnels en 2022

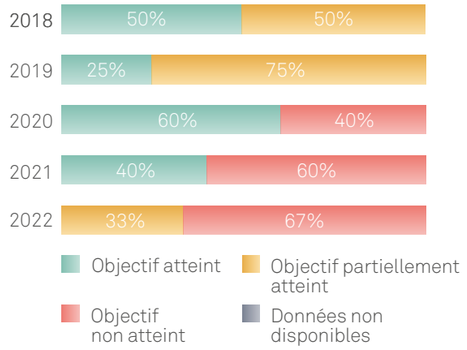


# SOUTIEN AUX ACCESSIONS

## RÉSULTAT CLÉ 2



**Les gouvernements accédants participent aux négociations**




## Progrès réalisés dans les processus d'accession à l'OMC

L'AT continue de jouer un rôle essentiel pour étayer la progression des négociations sur l'accession, en particulier pour les PMA. En 2022, plusieurs gouvernements accédants ont poursuivi leurs travaux en vue de devenir Membres de l'OMC. Cependant, le nombre de gouvernements dont le processus d'accession a enregistré des progrès a été moins élevé qu'en 2021 (- 4%) et le nombre de processus inactifs a augmenté (+38%) (voir l'infographie 5). Les résultats de l'AT au titre du résultat clé n° 2 ont ainsi baissé, car le postulat principal («Les accessions sont actives») utilisé pour définir les objectifs de l'AT ne s'est pas entièrement concrétisé en 2022.

Un nouveau Groupe de coordination sur l'AT liée à l'accession a été créé en 2022, lors de l'Examen global de l'Aide pour le commerce réalisé en juillet, dans le but d'améliorer la coordination entre les fournisseurs d'AT ainsi que de rendre plus efficaces l'AT liée à l'accession et le renforcement des capacités en faveur des gouvernements accédants. En 2022, les groupes de travail de l'accession ont tenu cinq réunions (quatre formelles et une informelle).

Une centaine de représentants d'observateurs auprès de l'OMC ont pris part aux activités d'AT liée à l'accession, dont beaucoup ont eu lieu en mode virtuel, même si un nombre croissant étaient hybrides, associant des composantes en présentiel et en ligne et des séances virtuelles. Les observateurs ont suivi les cours d'apprentissage en ligne dans la même proportion que les Membres (55%), comme en 2021. Les cours de la catégorie générale (couvrant plusieurs sujets) ont attiré la plupart des participants, devant les cours sur les normes, les ADPIC et l'accès aux marchés pour le commerce de marchandises.

Parmi les activités d'AT mondiales et régionales, on peut citer la dixième table ronde de la Chine sur l'accession des PMA et la célébration du dixième anniversaire du Programme de la Chine en janvier. Le deuxième Dialogue régional de haut niveau pour les accessions de la région arabe a été organisé en février en collaboration avec le Fonds monétaire arabe et la Banque islamique de développement.

Plusieurs PMA ont accompli des progrès en vue de leur accession. Le Groupe de travail de l'accession du Timor-Leste a tenu ses troisième et quatrième réunions formelles, et le Groupe de travail de l'accession des Comores a tenu sa septième réunion. Des éléments de projet de rapport et un projet de rapport du Groupe de travail de l'accession du Timor-Leste ont été élaborés, ainsi que des projets de rapport révisés du Groupe de travail de l'accession des Comores. En outre, les Présidents des Groupes de travail de l'accession des Comores et du Timor-Leste ont publié des rapports d'activité sur ces deux accessions à la douzième Conférence ministérielle. Des ateliers nationaux d'AT sur l'accession ont été organisés aux Comores, au Soudan et au Timor-Leste pour appuyer ces processus.







**Figure 15. Nombre de documents d'accession clés présentés (2019-2022)**

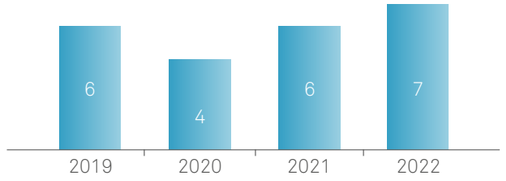



**Figure 16. Réunions sur l'accession par type (2019-2022)**

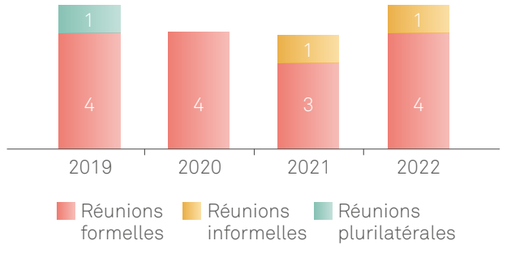
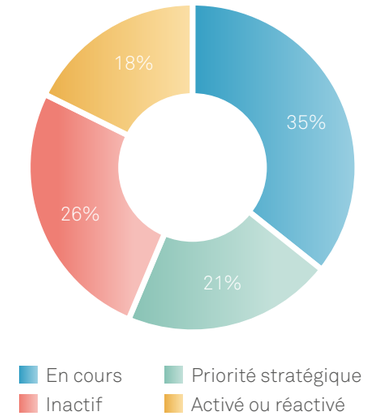



**Figure 17. Participation des observateurs à l'AT par état d'avancement des processus d'accession en 2022**




Des ateliers nationaux ont également été menés pour l'Azerbaïdjan, Curaçao, l'Iraq et le Turkménistan en vue d'aborder des sujets spécifiques comme les questions de procédure relatives aux accessions, les documents relatifs à l'accession, l'accès aux marchés pour les marchandises, le commerce des services, les entreprises commerciales d'État, etc.

Parmi les autres documents d'accession clés établis ou révisés en 2022 figurent un aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la Guinée équatoriale; une version révisée de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de l'Iraq; et une version révisée des résumés factuels des points soulevés pour le Groupe de travail de l'Ouzbékistan.

Les Comores et le Timor-Leste se sont rapprochés de la ligne d'arrivée, mais des progrès notables ont également été enregistrés dans les processus d'accession de pays autres que les PMA. La cinquième réunion du Groupe de travail de l'Ouzbékistan a été tenue sur la base d'un nouvel ensemble de contributions actualisées dans le cadre des négociations, et des progrès techniques ont aussi été accomplis pour ce qui est des accessions de l'Azerbaïdjan et de l'Iraq. Au total, sept documents d'accession ont été publiés en 2022, un chiffre en hausse par rapport à l'année précédente.

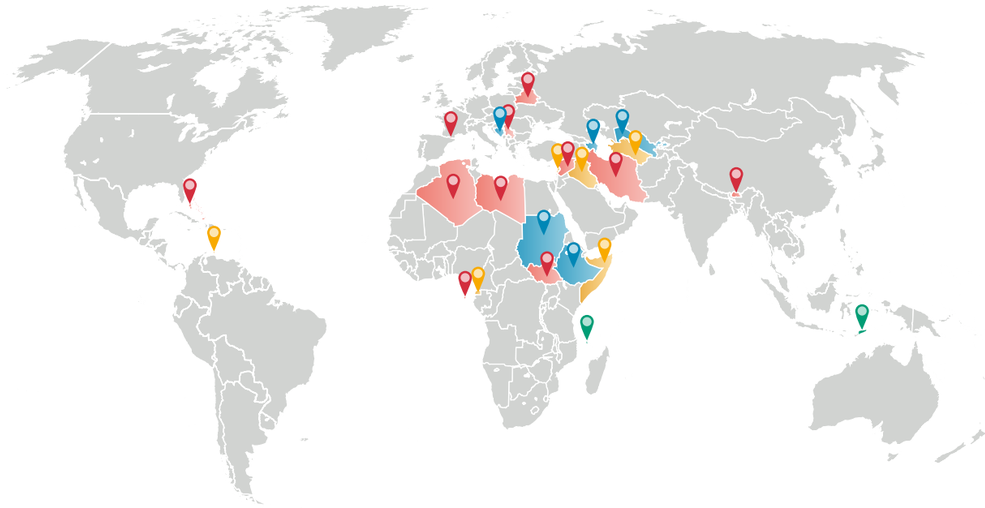
**Accessions à l'OMC**

## Une baisse de la participation des observateurs

L'année 2022 a connu une baisse de la participation des observateurs (voir l'infographie 5), le nombre de processus d'accession inactifs ayant augmenté de près de 40%. Cependant, les Comores et le Timor-Leste se sont rapprochés de la ligne d'arrivée, et des progrès techniques ont aussi été accomplis dans le processus d'accession de l'Azerbaïdjan et de l'Iraq. L'accession de la Bosnie-Herzégovine ne constitue plus une «priorité stratégique», même si elle reste en cours; elle a été remplacée par celle du Timor-Leste.

Dans le même temps, les Bahamas, la Serbie et le Soudan du Sud sont devenus moins actifs dans leur processus d'accessions. Ils ont désormais rejoint l'Algérie, l'Andorre, le Bhoutan, l'Iran, la Libye, Sao Tomé-et-Principe et la Syrie dans la catégorie des observateurs «inactifs».

**Infographie 5. Carte mondiale des observateurs par état d'avancement du processus d'accession à l'OMC**



**Observateurs en priorité stratégique**
Comores
Timor-Leste

**Observateurs dont le travail est en cours**
Azerbaïdjan
Bosnie-Herzégovine
Éthiopie
Ouzbékistan
Soudan

**Observateurs dont le processus d'accession est activé ou réactivé**
Iraq
Liban
Curaçao
Guinée équatoriale
Somalie
Turkménistan

**Observateurs inactifs**
Algérie
Andorre
Bahamas
Bélarus
Bhoutan
Iran
Libye
Sao Tomé et Principe
Serbie
Soudan du Sud
Syrie

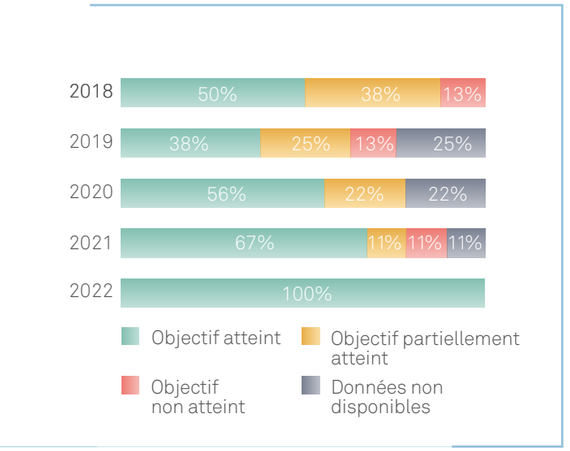




# ÉLARGIR LA PARTICIPATION

**RÉSULTAT CLÉ 3**

**Les établissements universitaires et autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC**






## Promouvoir la recherche sur le commerce dans les milieux universitaires

Les milieux universitaires jouent un rôle essentiel dans la production de connaissances et de données sur le commerce, et dans la formation de spécialistes et de fonctionnaires. De ce fait, la collaboration avec les universités locales, les établissements universitaires et les chercheurs constitue un moyen efficace de développer les connaissances sur les questions relatives au commerce et à l'OMC dans les pays en développement Membres et observateurs.

L'élargissement du Programme de chaires de l'OMC (PCO) a stimulé les capacités de son réseau et a permis de couvrir de façon plus large et plus approfondie les Membres et les régions en développement. Avec un total de 35 groupes de spécialistes dans le monde, le Réseau des chaires a atteint la masse critique nécessaire pour les partenariats régionaux entre chaires, conduisant ainsi le Secrétariat à structurer le réseau en groupes géographiques. Sa visibilité au niveau mondial est devenue plus importante et plus équilibrée. En juillet 2022, la conférence annuelle du PCO a réuni ce groupe élargi, ce qui a permis de consolider les sphères régionales du Réseau.

Le lancement de la phase III du PCO en 2022, marqué par une augmentation du nombre de publications produites au titre de chacun des trois piliers du programme (voir figures 19 à 21), a remporté un vif succès.

> “Une évaluation externe indépendante du Programme de chaires a recommandé une meilleure représentation – à la fois géographique et des PMA – et une intégration plus poussée avec d'autres activités de renforcement des capacités et de recherche de l'OMC. Je me félicite que ces améliorations aient été dûment prises en compte dans la troisième phase du PCO. Le programme compte maintenant un total de six chaires dans des PMA et il a nettement renforcé sa présence dans des régions auparavant sous-représentées en Afrique, en Asie et en Amérique latine.



***Usha Chandnee Dwarka-Canabady,***
*Ambassadrice de Maurice, Présidente du Comité du commerce et du développement*

**Figure 18. Publications dans le cadre de la phase III du PCO de l'OMC (2021-2022)**

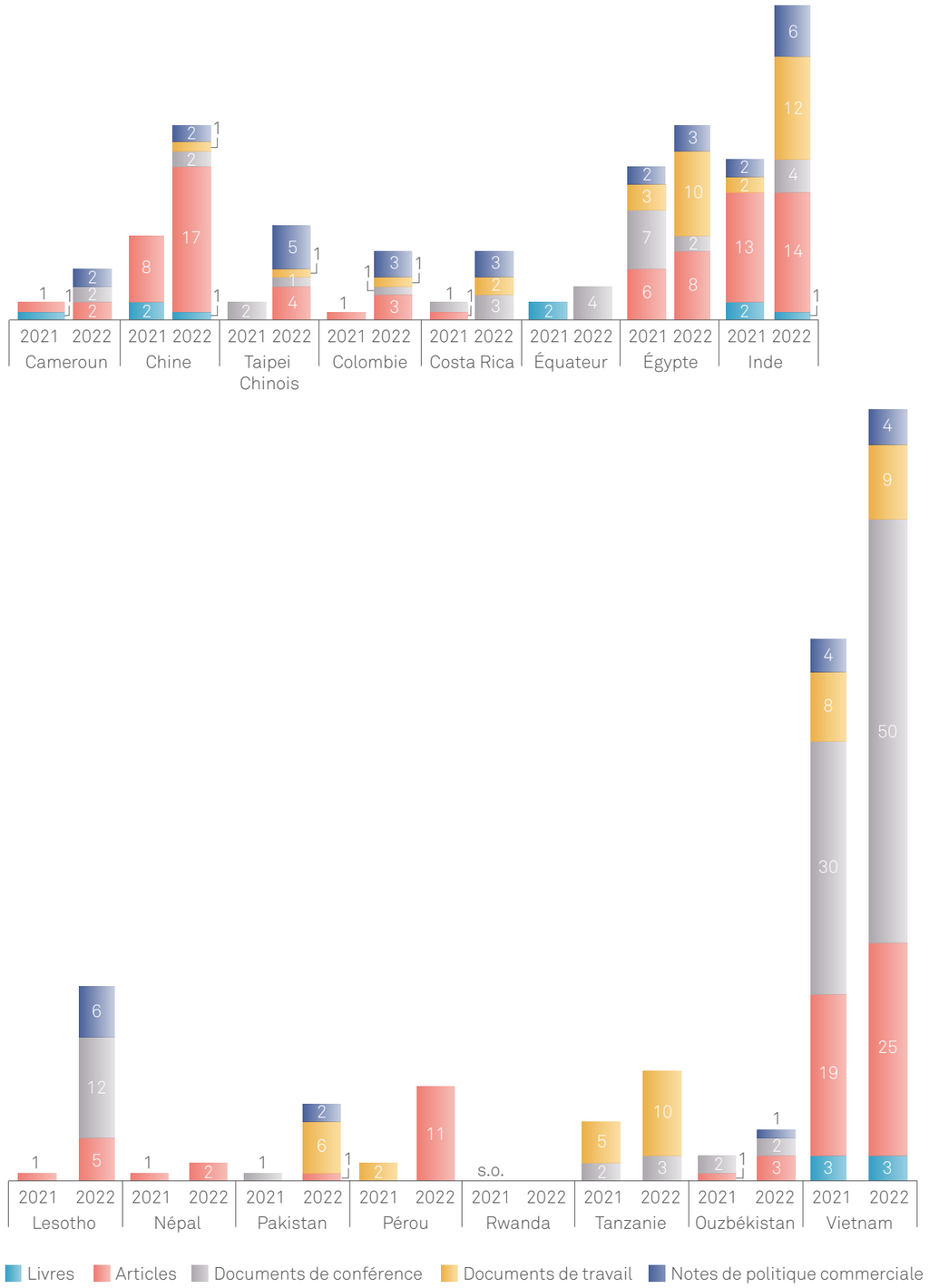







**Figure 19. Nombre d'étudiants des chaires de la phase III du PCO ayant achevé des cours liés à l'OMC (2020-2022)**

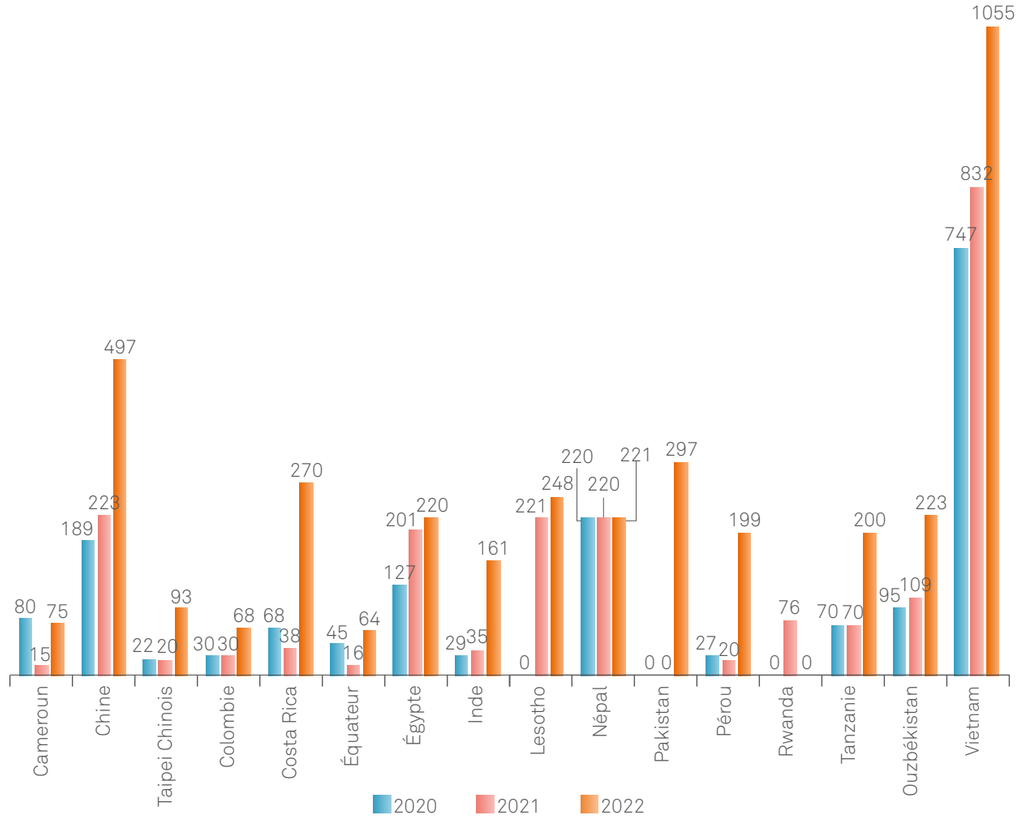
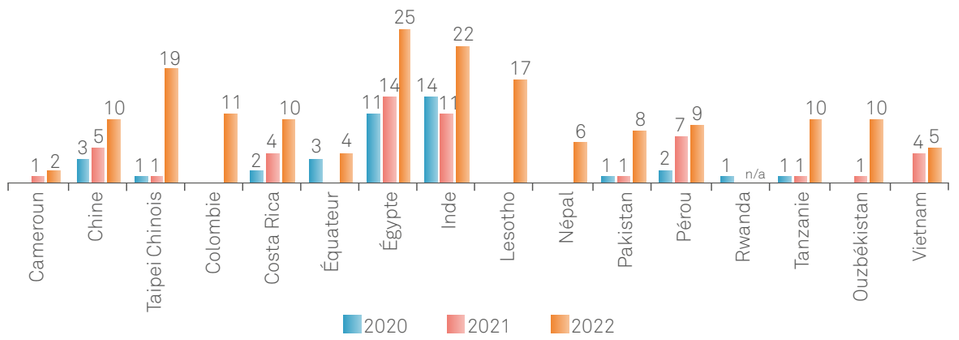
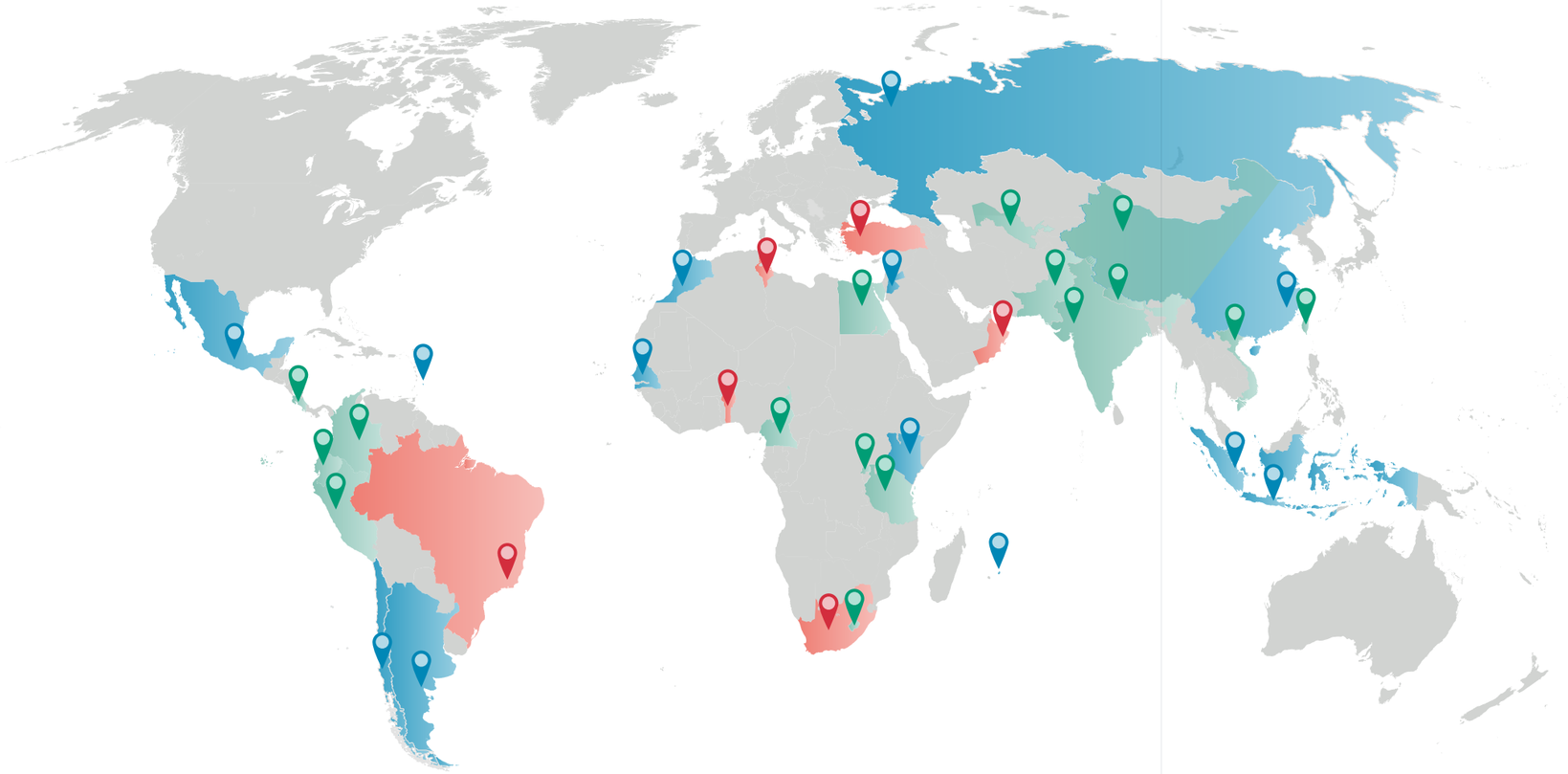



**Figure 20. Activités de sensibilisation des chaires de l'OMC (2020-2022)**



**Infographie 6. Carte mondiale des chaires de l'OMC**



## Chaires de la phase I (2010-2014)

Faculté latino-américaine de sciences sociales (ARGENTINE), Université des Indes occidentales (BARBADE), Université de commerce international et d'économie de Shanghai (CHINE), Université du Chili (CHILI), Université d'État de Saint Pétersbourg (FÉDÉRATION DE RUSSIE), Université Gadjah Mada (UGM) (INDONÉSIE), Université de Jordanie (JORDANIE), Université de Nairobi (KENYA), Université Mohammed V-Souissi (MAROC), Université de Maurice (MAURICE), Institut technologique autonome de Mexico (MEXIQUE), Université Cheikh Anta Diop (SÉNÉGAL), Université nationale de Singapour (SINGAPOUR)

## Chaires de la phase II (2014-2019)

Université North-West (AFRIQUE DU SUD), Université d'Abomey-Calavi (BÉNIN), Fondation Getulio Vargas, Faculté d'économie de São Paulo (BRÉSIL), Université Sultan Qaboos (OMAN), Université de Tunis, Tunis Business School (TUNISIE), Université Bilgi d'Istanbul (TURQUIE)

## Chaires de la phase III

Université de Yaoundé II (CAMEROUN), Université de commerce international et d'économie (CHINE), Université des Andes (COLOMBIE), Université nationale (COSTA RICA), Université du Caire (ÉGYPTE), Université andine Simon Bolivar (ÉQUATEUR), Institut indien du commerce extérieur (INDE), Université nationale du Lesotho (LESOTHO), Faculté de gestion de Katmandou (NÉPAL), Université d'économie mondiale et de diplomatie d'Ouzbékistan (OUZBÉKISTAN), Faculté des sciences économiques de Lahore (PAKISTAN), Université catholique pontificale du Pérou (PÉROU), Université du Rwanda (RWANDA), Université nationale de Taiwan (TAIPEI CHINOIS), Centre africain de formation en politique commerciale (TANZANIE), Université de commerce extérieur (VIET NAM)

### Réseau de chaires de l'OMC en Amérique latine et aux Caraïbes

Dans le cadre de collaborations en matière de recherche, de sensibilisation et d'élaboration de programmes d'études, le Réseau du PCO en Amérique latine et aux Caraïbes a œuvré au renforcement des capacités dans la région. Les travaux de recherche des chaires sur les obstacles techniques au commerce, le règlement des différends en Amérique centrale et le commerce numérique ont été présentés aux parties prenantes lors d'un colloque conjoint organisé par la chaire de l'OMC en Équateur. Des universitaires, des fonctionnaires et des spécialistes du commerce de divers Membres d'Amérique latine étaient invités à cet événement qui a permis d'examiner de nombreux sujets comme les accords commerciaux régionaux, le système de règlement des différends de l'OMC, le commerce des produits agricoles, la sécurité alimentaire, le commerce électronique et le commerce des services.

### Réseau de chaires de l'OMC en Afrique

Sous l'égide de Maurice, le Réseau du PCO en Afrique a organisé une conférence virtuelle sur les difficultés et les possibilités que présentent le commerce et l'investissement internationaux pour la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cette conférence était axée sur les liens et les complémentarités entre la ZLECAf et l'OMC, et sur le rôle de la ZLECAf dans l'appui à la mise en œuvre de l'«ensemble de résultats de Genève» adopté à la douzième Conférence ministérielle.

Lors d'une conférence organisée par la chaire établie au Lesotho, également consacrée à la ZLECAf, des parties prenantes des secteurs public et privé de la Namibie, de l'Afrique du Sud, du Nigéria, du Rwanda et du Zimbabwe ont présenté leurs travaux de recherche et élargi la collaboration entre les chaires d'Afrique australe et les Membres et observateurs extérieurs au Réseau du PCO.

Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP-27) tenue à Sharm El-Sheikh (Égypte), la chaire de l'OMC à l'Université du Caire a organisé une séance avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur les types d'échanges commerciaux favorisés par les réglementations environnementales, les chaînes de valeur mondiales et la réhabilitation de l'environnement, et sur les dispositions consacrées à l'environnement dans les accords commerciaux et leur effet sur les résultats des entreprises égyptiennes. Cette séance s'est achevée par la présentation de projets spécifiques et d'études de cas par l'Agence française de développement.

### Réseau de chaires de l'OMC en Asie

La chaire de l'OMC en Inde a organisé une conférence sur la sécurité alimentaire et le droit international, à laquelle la chaire de l'OMC au Népal a pris part; l'accent a été mis sur la façon dont la méthodologie pouvait jouer un rôle efficace dans la compréhension de l'évolution récente du droit économique international et sur la façon dont les travaux de recherche devraient tenir compte des modifications des règles et des structures de gouvernance. Au Népal, un atelier a également été organisé à ce sujet, réunissant des parties prenantes de plusieurs ministères, la Commission nationale de la planification du Népal, des acteurs du secteur privé et des représentants du Centre du commerce international (ITC), de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'OMC, ainsi que des responsables politiques.

RÉSULTAT CLÉ 3

# Renforcer les capacités des PMA dans le cadre du PCO

La chaire de l'OMC au Lesotho a organisé des activités de sensibilisation auprès des étudiants afin de renforcer les capacités et de favoriser des changements positifs dans les PMA. Des étudiants des départements de sciences de la santé, de lettres, de droit, de sciences sociales et de sciences et technologies de l'Université nationale du Lesotho ont participé à un concours de débats interdisciplinaire portant sur le rôle de l'OMC et l'objectif de croissance agricole tirée par les exportations que s'est fixé le pays. Dans le cadre de cette activité, les étudiants ont été invités à débattre de deux propositions: 1) le retrait du Lesotho de l'Organisation mondiale du commerce; et 2) la poursuite par le Lesotho de l'objectif d'une croissance agricole tirée par les exportations. Cette activité interactive a stimulé l'intérêt des étudiants pour les questions liées au commerce international et à la politique commerciale du pays.

> “ En tant qu'étudiante en sciences, je ne m'étais jamais interrogée sur les organisations dont fait partie notre pays ni sur les avantages qu'elles procurent. Ce concours de débats m'a énormément appris sur l'économie et la croissance de notre pays!



***Mashai Pelei,***
*du Département de sciences et technologies de l'Université nationale du Lesotho, a été désignée meilleure oratrice lors du concours de débats d'étudiants organisé par la chaire de l'OMC au Lesotho*

> “ En participant à ce débat, j'ai eu l'impression de faire quelque chose de bien pour ce pays; je me suis senti vivant, et cela m'a donné envie d'en apprendre plus et de faire connaître aux autres l'importance de l'OMC pour le Lesotho.



***Bokang Lepota,***
*Département de sciences et technologies de l'Université nationale du Lesotho, et membre de l'équipe gagnante du concours de débats d'étudiants organisé par la chaire de l'OMC au Lesoth*





RÉSULTAT CLÉ 3

# Programme de soutien aux études de doctorat

La reprise de ce programme en présentiel en 2022 a permis aux participants de tirer pleinement parti de ses avantages, ce qui n'était pas possible dans l'environnement de travail virtuel mis en place pendant les deux années précédentes. Cinq étudiants, originaires du Bénin (1), du Lesotho (1), du Burkina Faso (1) et du Togo (2) ont participé au programme de 2022. Trois ont terminé leur thèse de doctorat et les autres achèveront la leur en 2023.

Ancienne stagiaire, Mag Jitsutthiphakorn (Thaïlande) a reçu un prix pour la thèse qu'elle a écrite avec le soutien du programme et sous la supervision de fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC. Les travaux de Mag ont été reconnus dans le cadre du Programme de bourses conjoint de la Banque asiatique de développement et du Japon, dans la catégorie «Droits et politiques publiques»; ils ont aussi été salués comme la meilleure thèse produite, tous domaines confondus. Le prix récompense chaque domaine d'études au titre du programme.

La thèse de Mag, qui porte sur les avantages découlant du commerce dans les économies de l'ASEAN et sur la question de savoir si la productivité des entreprises s'est améliorée après leur entrée sur le marché des exportations, a également été publiée sous la forme de chapitre dans un livre et dans deux revues différentes.

Le Programme de soutien aux études de doctorat aide des étudiants de pays en développement à mener des travaux de recherches avancés aux derniers stades de leur thèse, à l'OMC, en les orientant et en les conseillant en collaboration étroite avec leur directeur de thèse.

**Programme de chaires de l'OMC**

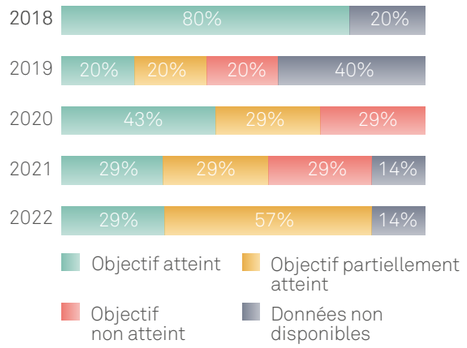


***Mag Jitsutthiphakorn,***
*ancienne stagiaire du Programme de soutien aux études de doctorat de l'OMC*

# ÉLARGIR LE PUBLIC VISÉ

**RÉSULTAT CLÉ 4**

**Les acteurs non gouvernementaux sont sensibilisés aux questions de l'OMC**




## Activités de sensibilisation auprès des parties prenantes non gouvernementales et des législateurs

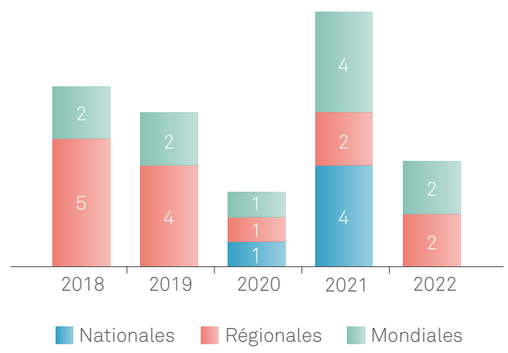
En plus de diffuser des connaissances sur des questions liées au commerce auprès des fonctionnaires gouvernementaux, les activités d'AT de l'OMC visent à établir un dialogue avec un public plus large, comme les milieux d'affaires, les ONG, les journalistes, les parlementaires et le grand public, afin de les sensibiliser à cette question et de promouvoir la coopération.

Les activités d'AT en présentiel destinées à des acteurs distincts du public traditionnel de l'OMC ont repris en 2022, mais elles n'ont pas encore atteint leur niveau d'avant la pandémie. Quatre activités de sensibilisation ont été organisées en présentiel – deux régionales et deux mondiales (voir la figure 21). En 2022, les activités de sensibilisation ont mis l'accent sur des sujets comme les difficultés pesant sur le système commercial multilatéral, la compréhension de l'OMC et les travaux législatifs nécessaires à la mise en œuvre des résultats de la douzième Conférence ministérielle (CM12) de l'OMC, qui s'est tenue en juin 2022.

Des législateurs de la région euroméditerranéenne ont organisé leur premier Forum parlementaire économique à Marrakech, en décembre, en s'appuyant sur la coopération entre l'OMC et l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM). Lors de ce forum, des fonctionnaires de l'OMC ont présenté des renseignements sur les résultats de la CM12 et sur les conditions nécessaires pour que l'Accord sur les subventions à la pêche prenne effet. Des données précises ont été fournies aux parlementaires concernant l'ensemble de résultats de Genève, y compris la réponse à la pandémie, l'Accord sur les subventions à la pêche et les discussions des Membres au sujet de la réforme de l'OMC. Le Président de l'APM a salué les résultats obtenus à la CM12 et il a «appelé les États membres de l'Assemblée à ratifier rapidement les accords conclus à la douzième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce».

Sur la base d'une initiative conjointe de l'Union interparlementaire (UIP) et du Parlement européen, un atelier a été organisé par l'UIP et l'OMC en novembre

**Figure 21. Activités d'AT de sensibilisation (2018-2022)**







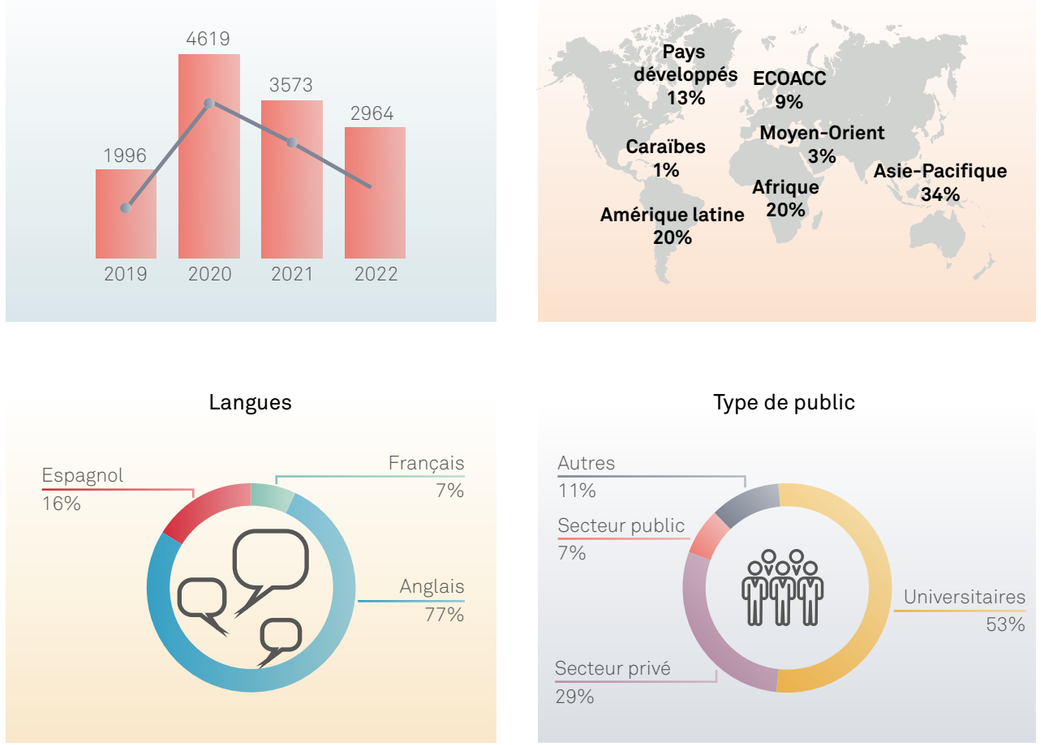

pour réunir des parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes à Buenos Aires afin de discuter des travaux législatifs nécessaires à la mise en œuvre des résultats de la CM12 au Congrès national argentin.

En partenariat avec la fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES), l'OMC a organisé à son siège, à la fin du mois de novembre, un atelier régional destiné aux journalistes de différents pays africains. L'Organisation propose des ateliers aux journalistes pour les aider à mieux comprendre son fonctionnement et le système commercial fondé sur des règles, et pour les informer des faits nouveaux la concernant, comme les résultats de la CM12.

## Demandes de matériels de formation dans le cadre de l'AT

L'un des objectifs de l'apprentissage en ligne est de toucher des acteurs distincts du public traditionnel de l'OMC qui peuvent utiliser le matériel de formation correspondant pour étudier par eux-mêmes. Les demandes de matériels de formation émanant de ces participants sont tombées de 3 573 en 2021 à 2 964 en 2022. Tout comme l'année précédente, les milieux universitaires ont formulé le plus grand nombre de demandes, devant les représentants du secteur privé, les fonctionnaires gouvernementaux et les membres d'ONG. De même, le plus grand nombre de demandes portait sur les matériels en langue anglaise (77,2%) et, s'agissant des régions d'origine, la plupart des auto-apprenants venaient de la région Asie-Pacifique, suivie de l'Amérique latine et de l'Afrique.

**Infographie 7. Demandes de matériels de formation**



RÉSULTAT CLÉ 4

## Diversifier les canaux de promotion

Les réseaux sociaux ont permis à l'AT de l'OMC de toucher des personnes et des publics qui étaient inaccessibles auparavant, car ils peuvent accroître la visibilité des résultats et avoir plus d'impact. Le Secrétariat continue de les utiliser pour mettre en lumière les activités d'AT auprès des publics potentiels dans le monde entier. Les comptes de l'AT sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn, Twitter et YouTube) sont restés actifs tout au long de l'année 2022 pour promouvoir les cours futurs et faire connaître l'impact des résultats. Le nombre d'abonnés a augmenté sur les cinq réseaux sociaux concernés.

Le site Web de l'OMC a également enregistré une augmentation du nombre d'utilisateurs au cours de l'année. Le nombre de vues sur les pages de l'AT et des nouvelles était une fois de plus largement supérieur à la moyenne de 2018-2021.

> « En tant que journaliste, j'estime que cette formation m'a offert la possibilité exceptionnelle de découvrir l'OMC de près, de rencontrer les représentants de plusieurs pays et de mieux appréhender leurs préoccupations et leurs points de vue. C'était également une excellente occasion de profiter de la présence de spécialistes de différents domaines pour mieux comprendre les défis actuels du commerce international.



***Ahlam Nazih,***
*journaliste à L'Économiste, Maroc*

**Cliquez ici pour suivre les médias sociaux de l'OMC sur l'AT**

**Infographie 8. Pages les plus consultées sur le site web de l'OMC**



# Chapitre 2
# Donner la priorité à l'inclusion



- **Pour la toute première fois, davantage de femmes que d'hommes ont participé aux activités d'AT de l'OMC**
- **En 2022, la participation des PMA aux activités d'AT a été plus faible qu'en 2021**
- **Un nombre croissant d'activités d'AT ont été menées dans d'autres langues que l'anglais ou avec interprétation**

# UNE ASSISTANCE TECHNIQUE INCLUSIVE

> La non-discrimination est la pierre angulaire d'une assistance technique efficace
>
> Bridget Chilala, Directrice de l'Institut de formation et de coopération technique de l'OMC

La non-discrimination dans le commerce est l'un des principes fondamentaux autour desquels le système commercial multilatéral a été créé et continue de fonctionner depuis plus de 75 ans. Face à la grande diversité des situations nationales dans le monde et aux écarts considérables de développement, l'absence de discrimination consiste à accorder un traitement plus favorable aux plus petits, aux plus vulnérables ou aux moins favorisés afin qu'ils bénéficient de l'égalité des chances. Cette volonté de contribuer à rétablir l'équilibre est au cœur des activités d'AT de l'OMC.

Concrètement, l'OMC cherche à remédier à toute situation perçue comme désavantageuse pour des raisons liées au genre, au niveau de développement économique, à la proximité géographique, aux barrières linguistiques, etc.

L'inclusion est une priorité de l'AT de l'OMC; il s'agit de faire en sorte que les fonctionnaires de toutes les régions, en particulier des PMA, améliorent leurs compétences en matière de négociation et développent leurs connaissances sur divers aspects des travaux de l'Organisation. Des activités d'AT sont également prévues pour les milieux d'affaires, les organisations non gouvernementales, les journalistes, les législateurs, les autres organisations internationales et le grand public afin de renforcer la coopération et d'améliorer les connaissances sur le commerce international.

Ainsi, le Secrétariat favorise la participation active de tous les bénéficiaires à l'élaboration des résultats de l'OMC. Il intègre des aspects liés au développement dans la définition de son plan de renforcement des capacités et d'assistance technique pour tous les bénéficiaires de l'AT.

L'égalité des genres est essentielle à la réalisation des objectifs mondiaux. Le Secrétariat de l'OMC s'est engagé à la promouvoir dans tous ses travaux; par conséquent, les activités d'AT de l'Organisation s'efforcent d'intégrer une perspective tenant compte de l'égalité des genres dans les matériels de formation et les discussions liées au commerce. La participation accrue des femmes à l'AT permettra d'axer davantage les formations sur les besoins spécifiques des femmes et d'approfondir la compréhension des questions liées au commerce et à l'égalité des genres, ce qui peut servir à promouvoir des changements de politique en vue d'encourager une plus large participation des femmes au commerce et à la croissance économique. Pour la première fois, davantage de femmes que d'hommes ont participé aux activités d'AT de l'OMC en 2022. C'est une étape très symbolique pour l'Organisation.

> L'OMC cherche à remédier à toute situation perçue comme désavantageuse pour des raisons liées au genre, au niveau de développement économique, à la proximité géographique, aux barrières linguistiques.

De nouveaux cours et de nouvelles formations axés sur le commerce et l'égalité des genres ont été élaborés pour permettre aux fonctionnaires de faire face aux difficultés liées au commerce rencontrées par les femmes, et de formuler et mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes relatifs à l'égalité des genres pour tirer parti des possibilités offertes par les marchés régionaux et internationaux.

L'augmentation de la participation des femmes au marché du travail pourrait accroître la productivité des Membres et des observateurs, ce qui favoriserait la diversification économique, l'innovation et la réduction de la pauvreté. Il est également essentiel de mobiliser les hommes sur les questions liées au genre afin de les doter de compétences d'analyse dans ce domaine, pour qu'ils les appliquent ensuite aux questions commerciales.

Les pays en développement et les PMA Membres contribuent activement aux travaux menés dans le contexte du système commercial multilatéral. Les PMA sont une priorité pour l'assistance technique, qui est essentielle pour les aider à comprendre les changements qui touchent le système commercial international et à évaluer s'ils doivent modifier leurs politiques commerciales. L'OMC continuera à rendre l'AT accessible à ces pays pour qu'ils puissent contribuer à ses travaux et aux négociations commerciales menées dans le cadre de l'Organisation.



En ce qui concerne la diversité géographique, nous couvrons une plus vaste zone – les bénéficiaires sont ainsi issus d'économies diverses et sous-représentées. À titre d'exemple, la Barbade, le Ghana, le Kenya, Trinité-et-Tobago, l'Ukraine, le Viet Nam et la Zambie ont été représentés pour la première fois dans le Programme des jeunes professionnels. Leurs participants ont passé une année à l'OMC pour améliorer leurs connaissances sur le commerce international et contribuer aux activités de l'Organisation.

Dans le cadre de ses activités d'AT, l'OMC propose des cours dans l'une de ses trois langues de travail, parfois avec un service d'interprétation. Bien que l'anglais soit prédominant, comme dans la plupart des domaines aujourd'hui, tous les nouveaux cours d'apprentissage en ligne sont traduits en français ou en espagnol afin de promouvoir la diversité linguistique. Les activités multilingues permettent aux participants qui ne travailleraient pas ensemble dans d'autres circonstances d'interagir et de partager des données d'expérience. L'AT associe également des experts régionaux ou locaux en tant que facilitateurs, pour favoriser l'appropriation par les participants et offrir des formations mieux adaptées au contexte local.

L'OMC est toujours soucieuse d'utiliser des initiatives de renforcement des capacités commerciales pour donner à tous les acteurs les moyens de s'exprimer dans ses négociations, ses discussions et ses processus d'élaboration des politiques afin de créer des économies inclusives, durables et prospères.

# INCLURE LES PMA

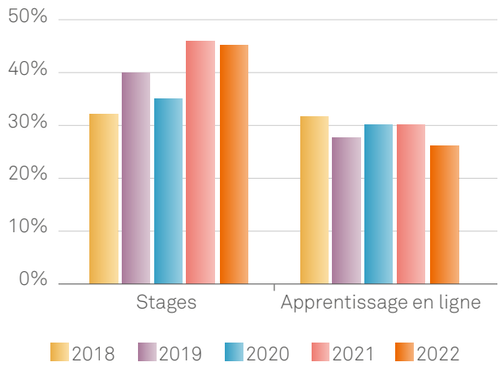
## Stimuler le changement dans les pays les moins avancés

L'une des grandes priorités de l'AT de l'OMC est de promouvoir la participation des PMA au système commercial multilatéral. On compte 46 PMA dans le monde, dont 35 sont Membres de l'OMC et 8 ont le statut d'observateur. Les PMA détiennent les clés nécessaires pour libérer le plein potentiel du commerce pour la croissance et le développement de leur économie.

La participation des PMA aux activités d'AT a diminué en 2022 par rapport à 2021. Les ressortissants de ces pays représentaient 22% du total et venaient de 42 pays Membres de l'OMC ou observateurs, principalement d'Afrique. Cette part a augmenté pour les stagiaires et les jeunes professionnels, puisque près de la moitié d'entre eux (45%) étaient des ressortissants des PMA. La part des ressortissants de ces pays pour l'apprentissage en ligne a légèrement diminué en 2022 pour s'établir à 26% (30 % en 2021). En termes d'achèvement des cours, seuls 49 % des participants des PMA ont terminé les cours auxquels ils s'étaient inscrits, ce qui cadre avec les résultats des apprenants en ligne originaires de pays autres que des PMA.

Le nombre de documents présentés par les PMA aux Comités de l'OMC, autre indicateur utile de leur participation au système, a diminué en 2022 (voir la page 36). L'augmentation de la contribution des PMA est toujours portée par l'Afrique et l'Asie-Pacifique, où se situent la plupart des PMA Membres et observateurs.

**Figure 22. Part des participants originaires de PMA (2018-2022)**




**Le commerce et le développement**

> Les PMA sont confrontés à des défis de taille – qu'il s'agisse d'accéder aux marchés, de produire des marchandises, de relier les petites entreprises aux grandes plates-formes, de tirer parti des possibilités offertes par le commerce numérique et d'autres tendances émergentes. Il est important qu'ils continuent à faire entendre leur voix pour garantir la mise en œuvre des décisions prises en leur faveur par le passé. Il est tout aussi important de veiller à ce que les flexibilités de politique répondent aux besoins réels des PMA et les aident à favoriser un développement fondé sur le commerce.



***Kirsti Kauppi,***
*Ambassadrice de Finlande, Présidente du Sous-Comité des PMA*





## Renforcer la participation des PMA au commerce mondial

Les pays les moins avancés comptent plus d'un milliard d'habitants mais totalisent collectivement moins de 1% des exportations mondiales. Leur intégration dans le commerce mondial est un objectif clé de la communauté internationale. L'OMC a facilité leur inclusion dans le système commercial multilatéral par le biais de son assistance technique.

Pour étudier l'évolution des priorités commerciales des PMA, le Secrétariat de l'OMC a organisé en décembre un séminaire de trois jours dispensé en anglais et en français à l'intention des fonctionnaires de PMA en poste dans les capitales. Trente-cinq fonctionnaires gouvernementaux de 24 PMA ont participé à cet événement tenu à Genève. En collaboration avec les ambassadeurs et les experts du Groupe des PMA de l'OMC à Genève, les participants ont échangé des vues sur les priorités commerciales actuelles du Groupe dans le domaine de l'accès aux marchés et dans les négociations plus larges menées dans le cadre de l'OMC.

Les fonctionnaires en poste dans les capitales ont manifesté leur volonté d'assurer la pleine mise en œuvre des décisions concernant spécifiquement les PMA, d'améliorer l'efficacité du traitement spécial et différencié et d'avoir largement recours aux comités permanents de l'OMC et aux outils numériques existants, tels que l'e-Ping. Ils se sont également montrés désireux d'explorer les possibilités offertes par le commerce numérique et d'intensifier les efforts d'intégration régionale, comme la Zone de libre-échange continentale africaine.

> C'était la première fois que j'assistais en présentiel à l'un de ces séminaires de l'OMC et ce fut pour moi une expérience d'apprentissage pratique très enrichissante pour la gestion de ma carrière et le renforcement de mes capacités en tant que fonctionnaire chargée des questions commerciales en poste dans la capitale. Les séances ont donné lieu à des interactions entre les participants et les intervenants/facilitateurs.



***Janice Ashwin,***
*Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur (MFAET), Îles Salomon*

> Ce séminaire a été très instructif et interactif, c'était l'un des plus intenses auxquels j'ai participé. J'ai de la chance d'avoir pu y prendre part, car la plupart des séances comportaient des éléments en rapport avec mon travail.



***Musu Kebba Ceesay,***
*Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi, Gambie*

# PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DES FEMMES

## Accroître la participation des femmes au commerce mondial

Le renforcement du rôle et de la participation des femmes dans le commerce mondial fait partie des objectifs de l'AT de l'OMC. Pour la première fois, davantage de femmes (51%) que d'hommes ont participé aux activités d'AT. Il s'agit d'une étape importante dans la prise de conscience de l'incidence que le commerce peut avoir sur l'autonomisation économique des femmes. Symboliquement, il s'agit d'une réalisation spectaculaire, en particulier après les années de COVID-19, durant lesquelles les femmes ont été affectées de manière disproportionnée par les restrictions sanitaires et le télétravail.

Dans les activités d'apprentissage en ligne, les femmes ont représenté 54% de l'ensemble des participants en 2022, soit une augmentation de 21% par rapport à l'année précédente. En outre, elles ont représenté 55% de l'ensemble des participants ayant réussi les cours avec mention (notes supérieures à 90%). Le Secrétariat reste déterminé à garantir la parité hommes-femmes dans ses activités et à maintenir ses efforts en vue d'intégrer une perspective de genre dans les activités d'AT. Il s'efforcera en particulier d'améliorer la participation des femmes dans les régions où elle a baissé ou stagné.

L'assistance technique de l'OMC en matière de commerce et d'égalité des genres vise à aider les Membres dans leurs travaux sur cette question, afin de mieux faire comprendre l'incidence que le commerce peut avoir sur l'autonomisation économique des femmes et d'expliquer en quoi le commerce et les règles commerciales ne sont pas neutres du point de vue du genre. En 2022, 53 fonctionnaires de 37 Membres ont assisté à 2 cours sur le commerce et l'égalité des genres. Environ 83% d'entre eux étaient des femmes et 16%, des hommes. Il est essentiel de mobiliser les hommes sur les questions liées au genre afin de les doter de compétences d'analyse dans ce domaine, pour qu'ils les appliquent ensuite aux questions commerciales.

L'enquête d'évaluation menée à l'issue des cours a révélé que les connaissances et les compétences des fonctionnaires en matière de mise en œuvre de politiques commerciales intégrant la dimension de genre s'étaient améliorées. Les participants se sentaient mieux à même de promouvoir des programmes commerciaux tenant davantage compte des questions de genre et ils ont déclaré qu'ils encourageraient les activités visant à améliorer les conditions de vie des femmes. En outre, ils mettront à profit ce qu'ils ont appris pour renforcer les initiatives nationales de recherche et de formation, et ils savent désormais mieux comment défendre les droits des femmes.

L'Amérique latine (où les apprenantes comptent pour 56% du total) et les Caraïbes (55%) sont restées les régions à plus forte participation féminine. L'Afrique, l'Asie-Pacifique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine ont connu une augmentation de la participation des femmes, tandis que les pays de l'ECOACC et les Caraïbes ont enregistré une baisse par rapport à 2021.

**AT en matière de commerce et d'égalité des genres**

**Infographie 9. Participation des femmes à l'AT**

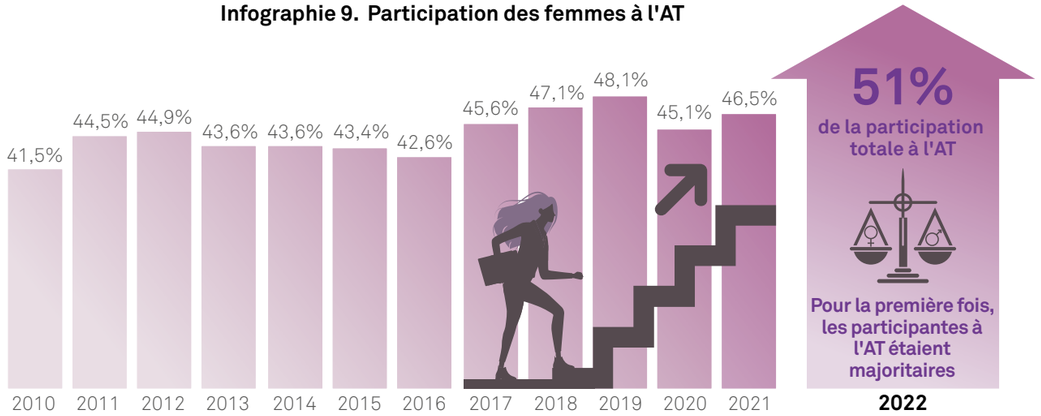
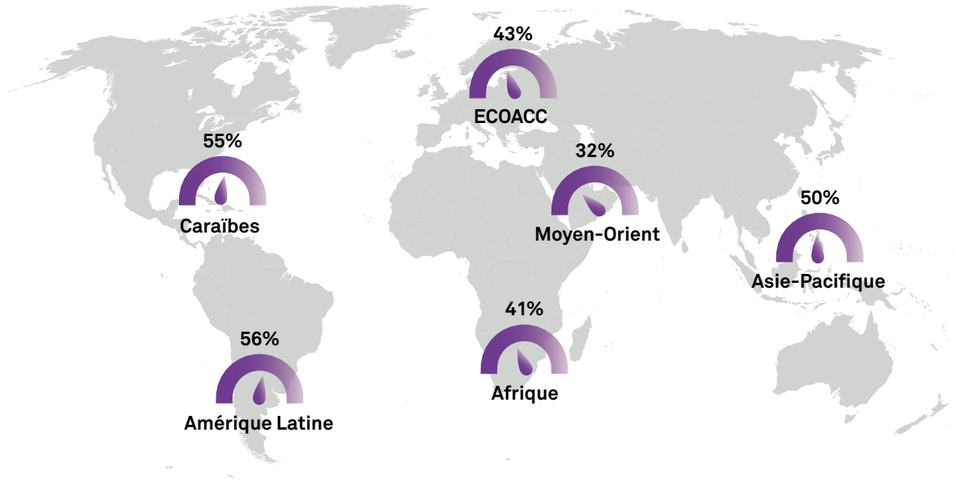







**Figure 23. Participation des femmes par région en 2022**




> Le cours m'a permis de faire face aux difficultés liées au commerce rencontrées par les femmes en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes relatifs à l'égalité des genres pour tirer parti des possibilités offertes par les marchés régionaux (CEDEAO) et continentaux (ZLECAf) en Afrique.



***Kemo SM Janka,***
*économiste principal spécialiste du commerce, Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi, Gambie*

# Promouvoir la participation des femmes aux activités d'AT



***Nicole Mensa,***
*assistante spéciale et conseillère pour les questions de genre auprès de la Directrice générale de l'OMC*

> « Le commerce a largement contribué à sortir plus de 1 milliard de personnes de la pauvreté depuis les années 1990. Des recherches ont montré que les pays qui participent davantage aux échanges, y compris les pays en développement, connaissent parallèlement une nette baisse de l'extrême pauvreté.

Le monde est actuellement confronté à de multiples défis: il doit se remettre de la pandémie, faire face à une guerre en Ukraine, gérer une crise de la dette et affronter des catastrophes climatiques. La croissance et la progression du commerce sont en recul, et il est de plus en plus question de fragmentation et de découplage. Dans ce contexte, il est crucial de se souvenir le rôle que le commerce a joué par le passé et celui qu'il peut jouer maintenant dans la reprise pour la rendre plus inclusive.

Le commerce a contribué à faire progresser la quantité et la qualité des emplois dans les pays en développement, à stimuler la croissance économique et à accroître la productivité. Cependant, malgré ces avantages, de nombreux pays pauvres, et de nombreuses personnes pauvres dans des pays ou des territoires riches, y compris des femmes, ont été laissés pour compte. L'inclusion est cruciale pour corriger ces disparités et faire en sorte que le commerce bénéficie à tous.

L'OMC a mené des travaux de recherche qui ont montré que la fragmentation de l'économie mondiale nuirait au PIB mondial; les estimations ont ainsi fait état d'un recul de 5% à long terme. En revanche, les femmes qui font du commerce gagnent plus de 2,8 fois plus d'argent que les autres; la hausse des revenus améliore le budget des ménages et, à terme, contribue à la croissance économique. Selon les estimations du McKinsey Global Institute, si les femmes participaient à l'économie dans les mêmes proportions que les hommes, le PIB mondial annuel gagnerait 28 000 milliards, soit 26%.

Il reste un long chemin à parcourir pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes – le Forum économique mondial prévoit d'ailleurs qu'il faudrait 132 ans pour atteindre l'équité au niveau mondial. L'assistance technique inclusive constitue un moyen de donner de l'autonomie aux femmes et d'intégrer les pays laissés pour compte dans le marché mondial. L'AT de l'OMC a fait des progrès significatifs dans ce domaine en incluant davantage de femmes dans ses programmes. Ceux-ci montrent en outre comment élaborer des politiques commerciales tenant compte des questions liées au genre et qui favorisent l'inclusion et la durabilité.

L'assistance technique inclusive aide les femmes et amène dans le marché mondial les pays ou territoires qui sont souvent laissés de côté. La croissance économique inclusive créé de nouveaux marchés, accroît la consommation et ouvre de nouvelles possibilités d'investissement. Par conséquent, il est impératif, sur le plan économique, d'accueillir les communautés marginalisées pour donner la priorité à l'inclusion dans le commerce.





# TOUCHER TOUTES LES RÉGIONS

## Permettre à tous de participer dans de bonnes conditions

Outre l'objectif spécifique consistant à soutenir les PMA, les efforts déployés dans le cadre de l'AT de l'OMC pour plus d'inclusion visent également à accroître la diversité géographique des bénéficiaires. En 2022, des activités d'AT ont été organisées à l'échelle nationale et régionale dans plus de 40 Membres et observateurs de différentes régions. Elles portaient sur divers sujets (des services à l'agriculture, en passant par les normes et le commerce électronique) et leur contenu a été constamment adapté au contexte régional ou national, ce qui a permis d'apporter un soutien précieux aux participants locaux.

La levée des restrictions sanitaires a facilité la reprise des activités en présentiel au siège de l'OMC et dans les Membres et observateurs bénéficiaires. C'est l'Afrique qui a accueilli le plus grand nombre d'activités de formation nationales et régionales, suivie par l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine.

Les jeunes professionnels et les stagiaires (voir pages 43) provenaient de 46 pays bénéficiaires, ce qui a élargi la portée géographique des possibilités de formation et accru la diversité des programmes et des travaux du Secrétariat et des missions à Genève. À titre d'exemple, la Barbade, le Ghana, le Kenya, Trinité-et-Tobago, l'Ukraine, le Viet Nam et la Zambie ont été représentés pour la première fois dans le Programme des jeunes professionnels. L'Afrique a de nouveau été la région la plus représentée, suivie par l'Asie-Pacifique.

S'agissant de la diversité géographique, l'Afrique est restée la région comptant le plus grand nombre de participants aux activités d'AT en 2022, suivie par l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine. La participation a augmenté dans toutes les régions, à l'exception de l'Europe centrale et orientale et du Caucase, où elle a légèrement diminué par rapport à l'année précédente. C'est au Moyen-Orient que l'augmentation de la participation a été la plus forte.

Le nombre d'apprenants en ligne a augmenté dans toutes les régions, à l'exception de l'Europe centrale et orientale et du Caucase, et de l'Amérique latine. Lorsque le taux d'inscription aux cours d'apprentissage en ligne était faible dans une région donnée, des activités de promotion ciblées étaient menées par le biais des réseaux sociaux sur l'AT afin d'encourager les fonctionnaires à s'inscrire et d'améliorer l'équilibre géographique.

> « L'événement régional de haut niveau pour le Pacifique sur les subventions à la pêche organisé par l'OMC a été très instructif et enrichissant, tant pour moi que pour les représentants du Pacifique dans leurs travaux visant à promouvoir les intérêts de la région dans les négociations concernant l'Accord sur les subventions à la pêche.



***Rose Lesley Kautoke,***
*Conseil principal de la Couronne, Bureau du Procureur général, Tonga*

**Infographie 10. Activités nationales et régionales par pays «hôte»**

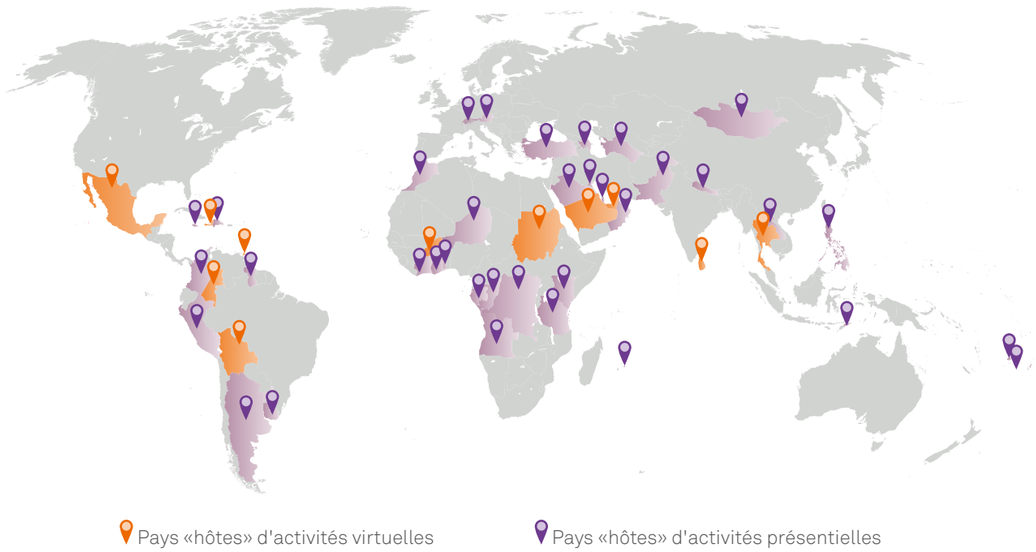
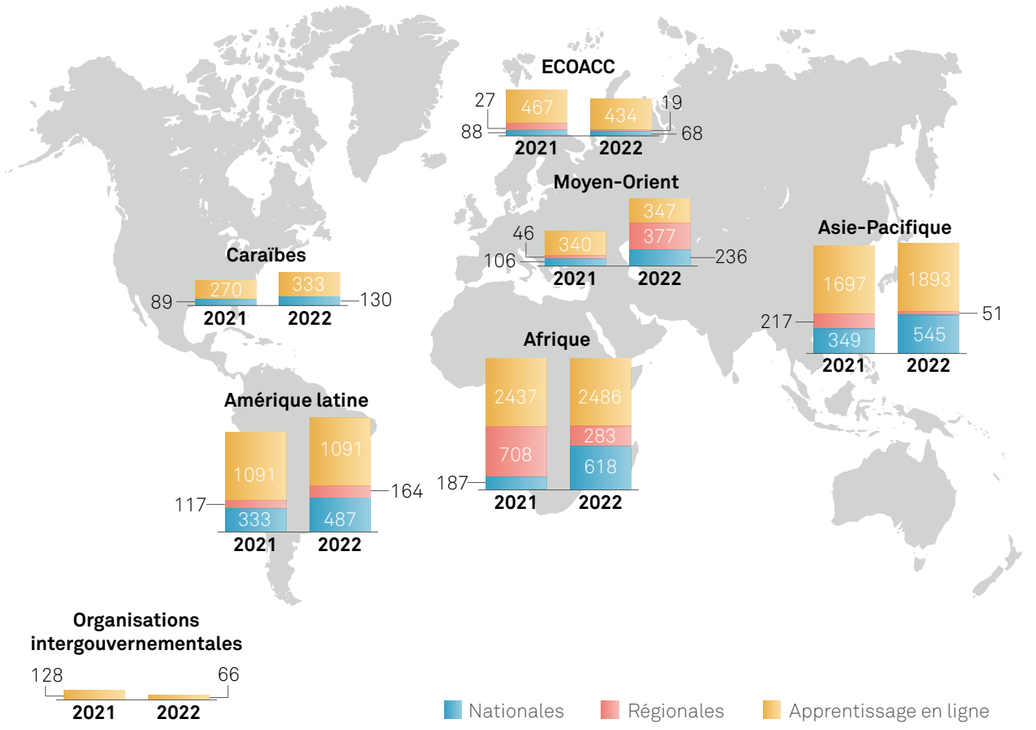



**Figure 24. Nombre de participants par région et par type de formation (2021-2022)**








# INCLURE PAR LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE

## Soutenir le multilinguisme pour une meilleure diffusion

Le Secrétariat mène des activités d'AT dans les trois langues de travail de l'OMC: l'anglais, le français et l'espagnol; il est essentiel de proposer les mêmes cours dans les trois langues de travail de l'Organisation pour promouvoir l'inclusion et maintenir le niveau d'interactivité le plus élevé possible. De nouveaux cours ont été lancés dans d'autres langues que l'anglais, par exemple le cours sur les éléments clefs pour participer au Comité SPS, en français.

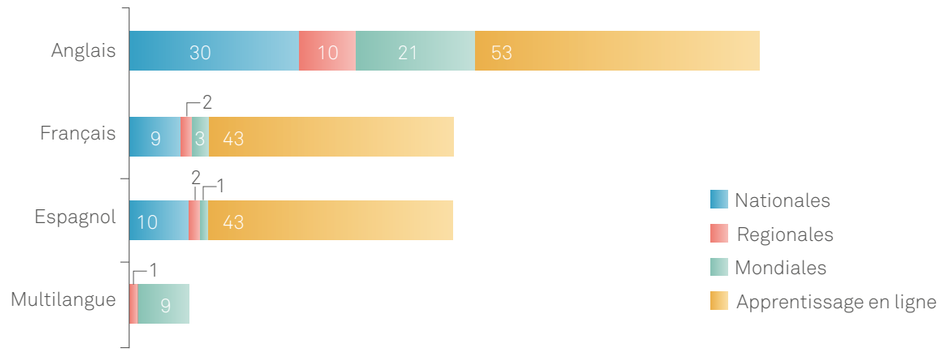
L'interprétation dans d'autres langues reste très importante, car elle améliore directement et immédiatement l'efficacité de l'activité pour les bénéficiaires dans lesquels l'anglais ou toute autre langue de travail de l'OMC n'est pas couramment parlée, et elle permet de toucher un public plus large. Plusieurs séances en direct ont été organisées avec une interprétation simultanée, ce qui a permis d'accroître la diversité linguistique des activités d'AT de l'OMC.

Le Séminaire en ligne sur la politique de la concurrence, le commerce et le développement a été organisé dans les trois langues officielles de l'OMC et il s'est déroulé principalement sous la forme de séances préenregistrées en anglais et doublées en français et en espagnol. L'interprétation simultanée depuis l'anglais, le français et l'espagnol a été assurée pendant les séances en direct du séminaire. Le Séminaire sur les priorités des PMA dans le commerce mondial a été organisé en anglais et en français, ce qui a permis à des fonctionnaires de 24 PMA de discuter avec des ambassadeurs, des délégués et des experts du commerce des résultats de la CM12 et des moyens de renforcer la participation des PMA au système commercial multilatéral. Une évaluation du séminaire a montré qu'il avait permis de toucher de nombreux PMA à moindre coût.

S'agissant de l'apprentissage en ligne – unilingue par nature –, le nombre d'activités d'appui (séances de questions-réponses en direct) en français et en espagnol a augmenté de plus d'un tiers en 2022. Plus de 86% des séances en direct étaient multilingues. Sur les huit cours lancés en 2022, quatre étaient en anglais, deux en français et deux en espagnol.

L'anglais reste la langue choisie par la plupart des participants (66 %), qu'il s'agisse des activités d'AT organisées en mode virtuel, en ligne ou en présentiel. Plus de 15% des participants ont utilisé le français, 12% ont suivi les activités en espagnol et 7% ont pris part à des formations multilingues avec interprétation simultanée.

**Figure 25. Nombre d'activités d'AT par type et par langue en 2022**





# Chapitre 3
## Évolution du programme de cours et de la participation



- L'OMC a modernisé sa plate-forme d'apprentissage en ligne en mettant en place une solution à source ouverte plus conviviale qui améliore l'expérience d'apprentissage des utilisateurs
- Le Secrétariat a lancé un nouveau programme de formation des formateurs pour renforcer les compétences pédagogiques des fonctionnaires qui conçoivent et fournissent une AT
- La fourniture d'une assistance technique sous forme virtuelle, une solution provisoire employée pendant la pandémie, ne pouvait pas véritablement remplacer des formes plus traditionnelles d'AT. Elle n'a fait qu'atténuer les pleins effets de la crise
- Les activités d'AT supposant un accompagnement ou l'élaboration d'un plan d'action ont repris en 2022, sans atteindre le niveau moyen qu'elles avaient avant la pandémie

# CHIFFRES SUR LA PARTICIPATION

## Accroître la participation aux activités d'AT

Au cours de la troisième année de la pandémie, il a été difficile de maintenir des niveaux satisfaisants de participation aux activités d'AT. La levée progressive des mesures sanitaires partout dans le monde a permis la reprise des activités en présentiel au deuxième semestre. Globalement, le nombre de participants a augmenté de 7% par rapport à l'année précédente pour atteindre 12 184 apprenants.

En 2022, le nombre d'apprenants assistant à des cours d'apprentissage en ligne a légèrement progressé (+3%). La participation aux cours en présentiel a été multipliée par 23 (de 126 à 2 941) par rapport à 2021, tandis que la participation aux activités virtuelles a, logiquement, diminué de moitié – ce qui s'explique probablement par une lassitude numérique chronique qui s'était installée depuis 2021.

Comme les années précédentes, ce sont les cours de portée générale (c'est-à-dire couvrant plusieurs sujets) qui ont enregistré la plus grande participation (35%). Ils ont été suivis par les cours sur les normes (13%) et les ADPIC (12%). Les sujets relatifs à la COVID-19, comme les brevets et les vaccins, peuvent expliquer le fort intérêt suscité par le secteur des droits de propriété intellectuelle. Les activités mondiales, en particulier dans leur mode virtuel, ont été davantage suivies que les activités nationales et régionales.

**Tableau de bord sur les participants aux activités d'AT**

**Figure 26. Participation par type de formation en 2022**

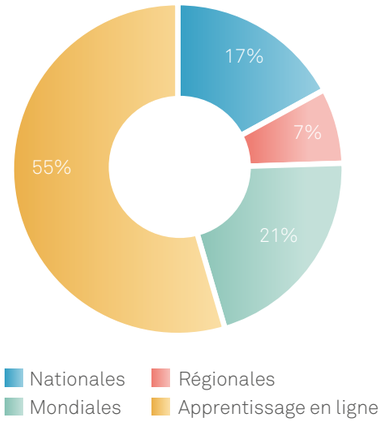



**Figure 27. Participants par mode de prestation en 2022**

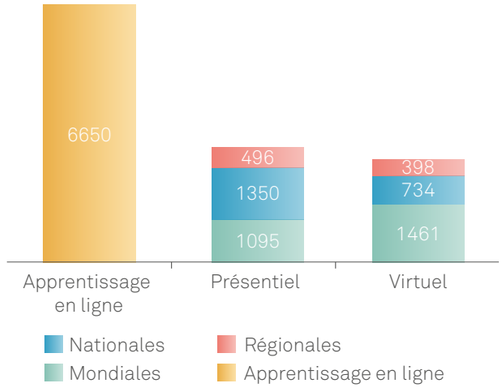
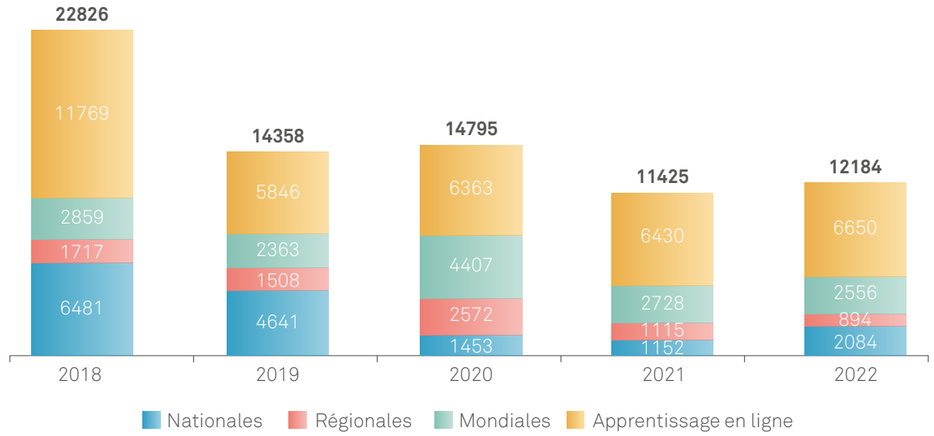







**Figure 28. Participants par année et type de formation (2018-2022)**




**Infographie 11. La participation en chiffres**

**La participation en chiffres**

Plus de **12 100** participants aux activités d'AT

**+7%** de participation générale

**55%** de participation aux cours en ligne

**24%** en présentiel
**21%** aux cours virtuels

**22%** des participants provenaient de **PMA**

**Sujets avec la plus forte participation**

**35%** Renforcement général des capacités

**13%** Normes (SPS et OTC)

**12%** ADPIC

# RÉPONDRE À LA DEMANDE

## Suivre les besoins et les priorités des bénéficiaires en matière d'AT

Il est essentiel de déterminer les besoins et les priorités des bénéficiaires avec exactitude pour que l'AT de l'OMC reste pertinente et efficace. Les échanges réguliers avec les bénéficiaires, les demandes d'activités nationales, les questionnaires, les examens des politiques commerciales et les études diagnostiques effectuées par d'autres organisations aident le Secrétariat à identifier les lacunes institutionnelles aussi précisément que possible. Toutefois, aucune évaluation technique systématique n'a été réalisée en 2022, car cette analyse a lieu une année sur deux en vue de l'élaboration du Plan biennal d'AT suivant.

Sauf lorsqu'il s'agit d'élaborer un nouveau plan d'AT, la plupart des consultations menées avec les Membres et les observateurs au sujet de leurs besoins et de leurs priorités sont informelles et ne font pas systématiquement l'objet de rapports. C'est le cas lorsqu'il s'agit d'analyser les demandes d'activités nationales et d'y répondre. Ces demandes donnent toujours lieu à plusieurs échanges bilatéraux entre le Secrétariat et les autorités du pays demandeur en vue d'indiquer plus précisément leurs besoins réels, afin de concevoir l'activité d'assistance technique la plus adaptée.

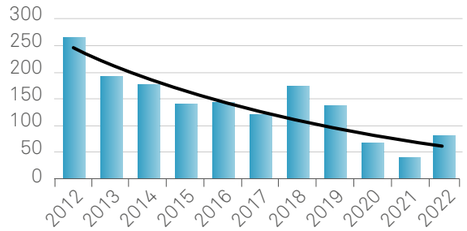
Depuis 2020, les bénéficiaires ont eu des priorités autres que le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine commercial ou ils ont attendu la reprise des activités en présentiel pour reformuler leurs demandes. Le nombre de demandes d'activités nationales a augmenté en 2022 (voir la figure 29) par rapport à 2021, même s'il est resté inférieur à la moyenne enregistrée pendant les cinq ans qui ont précédé la pandémie. Ce chiffre est très probablement lié à la reprise des activités d'AT en présentiel pendant la deuxième moitié de 2022. Il est trop tôt pour savoir si ce changement récent sera durable.

Les activités de suivi des EPC offrent au Secrétariat une occasion unique de recenser les besoins d'AT et peuvent se révéler très efficaces pour que les Membres mobilisent un soutien aux fins de la mise en œuvre de réformes après l'examen. Après une suspension des activités de suivi des EPC les deux années précédentes, une seule activité a été organisée au Guyana en 2022. Elle a permis une plus large diffusion des conclusions de l'EPC de ce pays auprès de différentes parties prenantes internes, tout en mettant au jour des voies spécifiques pour les activités d'AT qui aideraient le Guyana à réaliser ses objectifs de politique commerciale.

Le Secrétariat a mené une enquête thématique pour préparer trois activités avancées destinées aux spécialistes, sur la propriété intellectuelle et le transfert de technologie, les mesures SPS et les mesures OTC. Les réponses ont aidé à évaluer la compréhension de ces questions par les bénéficiaires et à adapter le programme pour combler les lacunes perçues et mieux répondre aux objectifs.

Dans le cadre des trois évaluations nationales réalisées en 2022 (voir le chapitre 4), les besoins d'AT ont été examinés avec les parties prenantes nationales et consignés dans des rapports largement diffusés auprès des fonctionnaires du Secrétariat qui participent à la fourniture de l'AT, principalement par l'intermédiaire de l'Équipe spéciale chargée de la coordination de l'assistance technique.

**Figure 29. Demandes d'activités nationales (2012-2022)**







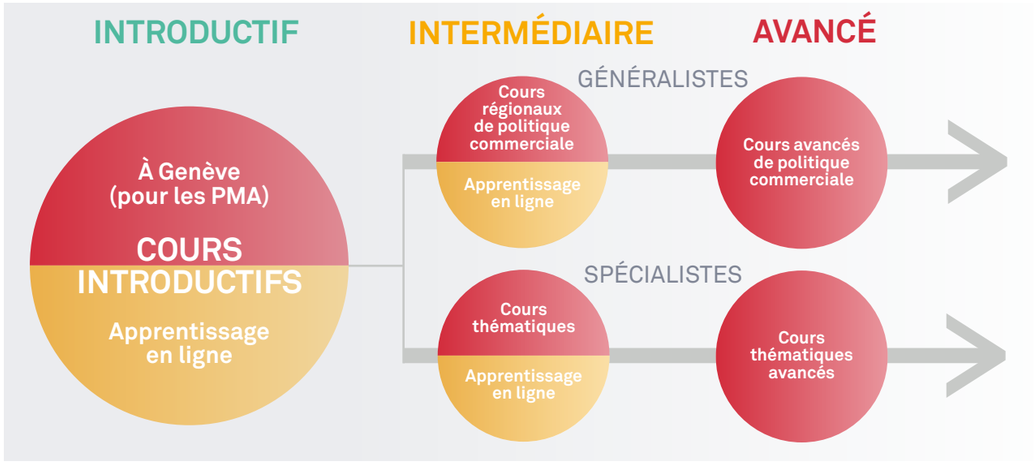

**Infographie 12. Principales priorités des bénéficiaires en matière d'AT pour 2022-2023**



# L'APPRENTISSAGE PROGRESSIF EN ACTION

## Procéder étape par étape

**Infographie 13. Stratégie d'apprentissage progressif de l'OMC pour l'AT**




Depuis 2013, l'AT de l'OMC s'articule autour de trois niveaux qui permettent aux participants d'améliorer progressivement leur compréhension des questions commerciales. Grâce à cette approche, les apprenants inscrits aux cours de niveau supérieur maîtrisent déjà les éléments nécessaires pour suivre les conférences et les formations.

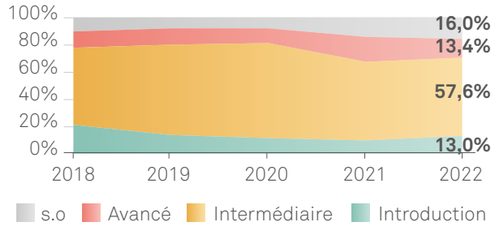
Le **niveau d'introduction** offre à tous une initiation concernant le rôle, la structure et le fonctionnement de l'OMC, ainsi que les fondements économiques et juridiques de l'Organisation. Le cours en ligne intitulé «Introduction à l'OMC» et d'autres programmes d'apprentissage en ligne constituent le pilier de ce premier niveau.

La part des débutants ayant bénéficié d'une introduction à l'OMC à ce niveau a diminué de près de moitié en 2019 et est restée relativement stable depuis (13% en 2022). Il y a encore de l'intérêt pour les cours d'introduction parmi les bénéficiaires, car l'achèvement du cours d'introduction est un prérequis pour s'inscrire à des activités de niveau supérieur et beaucoup de bénéficiaires font face à un taux élevé de rotation des effectifs. Le taux d'admission est plus élevé pour les cours d'introduction, pour lesquels il n'y a pas de prérequis.

En 2022, pour la première fois depuis plus de 10 ans, le Secrétariat a proposé 2 éditions du cours d'introduction à la politique commerciale pour les PMA, l'une en anglais et l'autre en français. La première a eu lieu sous forme virtuelle sur cinq semaines. Compte tenu de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie, le programme traditionnel de trois semaines en présentiel a repris, après avoir été suspendu pendant la période 2020-2021. Des activités nationales de présentation de l'OMC ont aussi été tenues en Haïti et au Mexique, en plus du cours d'introduction à la politique commerciale classique destiné aux membres de l'Association latino américaine d'intégration (ALADI).

Après avoir achevé le niveau d'introduction, les participants peuvent approfondir leurs connaissances d'un domaine particulier ou choisir une présentation plus horizontale du contenu qui concerne la politique commerciale.

**Figure 30. Évolution de la répartition des participants par niveau de la stratégie d'apprentissage progressif (2018-2022)**








Le nombre d'apprenants au **niveau intermédiaire** a augmenté par rapport à l'année précédente, mais il est resté en dessous de la moyenne des cinq dernières années. La majorité des apprenants sont toujours inscrits à ce niveau.

Au **niveau avancé**, les participants peuvent utiliser les produits de formation de l'OMC pour renforcer leurs capacités d'analyse et leur autonomie concernant des questions de politique commerciale. La participation aux cours avancés a reculé par rapport à 2021, même si elle est restée supérieure à la moyenne des années ayant précédé la pandémie. Cette réduction est liée aux modalités de mise en œuvre des activités: les cours virtuels dispensés en 2021 pouvaient accueillir davantage de participants que les activités en présentiel de 2022.

En 2022, le nombre de participants aux activités de niveau avancé a diminué par rapport à 2021. Toutefois, la tendance demeure la même que ces 10 dernières années, comme le montre la figure 31.

Les activités de renforcement des capacités de niveau avancé sont essentielles pour permettre aux fonctionnaires d'acquérir les connaissances de pointe et les compétences nécessaires qui, à terme, leur permettront de contribuer à la mise en œuvre des Accords de l'OMC et de réaliser pleinement les droits et obligations des Membres. Ces cours ont été les plus touchés par la pandémie, car l'environnement virtuel limite les outils pédagogiques (études de cas, projets de groupes, etc.) utilisés dans ce cadre et l'interaction entre les participants et avec les formateurs. Ainsi, la reprise des cours en présentiel de niveau avancé pour généralistes (cours avancés de politique commerciale) et pour les spécialistes, comme le cours avancé sur le commerce des services, est une bonne nouvelle pour les bénéficiaires de l'AT de l'OMC.

Étant donné qu'il est difficile de suivre la progression des participants d'un niveau à l'autre, une intégration complète de cette stratégie n'est pas toujours possible.

En plus d'adapter les cours au niveau de connaissance des participants, l'OMC propose deux voies d'apprentissage différenciées. La voie des «généralistes» s'adresse aux fonctionnaires qui ont besoin d'une connaissance générale de l'OMC pour s'acquitter de leurs tâches (par exemple les délégués en poste dans les missions à Genève). Les cours pour «spécialistes» s'adressent aux fonctionnaires qui ont besoin d'une connaissance approfondie d'un domaine spécifique, comme les obstacles techniques au commerce ou les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Le nombre d'activités destinées aux spécialistes a augmenté en 2022 mais n'est pas encore revenu au niveau d'avant la pandémie (114, contre une moyenne de 149 pendant l'exercice biennal 2018/19). Comme le montre la figure 32, les participants qui choisissent la voie de la spécialisation continuent de représenter une majorité croissante dans les niveaux intermédiaire et avancé (71%).

**Figure 31. Participants aux activités de niveau avancé (2012-2022)**

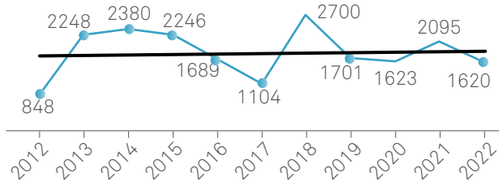
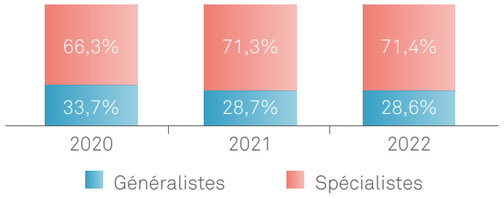



**Figure 32. Choix de parcours (2020-2022)**
Pourcentage de participants au total




> J'aimerais continuer à étudier les questions relatives à l'OMC après avoir achevé ce cours d'introduction à la politique commerciale. J'ai acquis les connaissances adéquates et la confiance nécessaire pour aller plus loin et suivre les cours de niveau intermédiaire et avancé.



***Ibrahim Tanda Bonkano,***
*Directeur de la promotion du commerce, des services et du commerce électronique, Niger*

> Fort du savoir-faire et de l'expérience que j'ai retirés du cours avancé de politique commerciale, à mon retour au Ministère je pourrai promouvoir le système commercial multilatéral et améliorer davantage la mise en œuvre des Accords de l'OMC dans l'ensemble des ministères et départements sectoriels en Malaisie. En outre, les compétences que j'ai acquises pendant le cours peuvent être diffusées auprès de mes subordonnés et collègues en Malaisie pour renforcer plus avant leur compréhension du système commercial multilatéral.



***Peter Hee Keong Cheah,***
*Directeur adjoint principal, Malaisie*

## Reprise des cours de formation de niveau avancé

Étant donné qu'il a été difficile d'organiser des cours avancés pendant la pandémie, l'offre de formation proposée aux spécialistes a été interrompue. Les activités avancées d'AT, comme le cours avancé sur le commerce des services, ont repris en 2022.

Le nombre de candidatures a été plus de 4 fois supérieur au nombre de places disponibles. Les participants venaient de toutes les régions et participaient directement – à un niveau technique, pratique ou politique – aux négociations concernant le commerce des services à l'OMC ou dans des accords régionaux.

Le cours, organisé en septembre, était articulé autour de trois thèmes principaux: les dispositions juridiques clés et les principales tendances des services dans les ACR, les méthodes servant à mesurer les échanges de services et les outils d'analyse des politiques commerciales, et les nouvelles questions d'actualité dans le domaine des services, comme les services environnementaux, le commerce électronique ou la facilitation de l'investissement.



***Jan Redmond Dela Vega,***
*spécialiste principal du développement commercial, Office des relations commerciales internationales, Philippines*

> En réunissant des négociateurs chargés des services à l'OMC, des spécialistes techniques du commerce international et des fonctionnaires gouvernementaux de divers Membres de l'OMC et observateurs, le cours nous a permis d'approfondir notre compréhension et notre analyse des tendances et difficultés actuelles en matière de commerce des services, notamment en ce qui concerne la réglementation intérieure et les services environnementaux, et de l'importance croissante du commerce électronique, entre autres questions. Cela sera utile lorsque nous participerons aux négociations commerciales en cours et lorsque, de retour dans nos pays, nous discuterons avec les parties prenantes et le secteur privé des avantages de la participation au commerce des services.



WT/COMTD/W/272

CHAPITRE 3 – L'APPRENTISSAGE PROGRESSIF EN ACTION

## Comprendre les principales dispositions de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS)

J'ai postulé au cours avancé de l'OMC sur le commerce des services pour mieux comprendre comment la Trinité-et-Tobago pouvait utiliser et améliorer les dispositions relatives au commerce des services existant dans les cadres et accords multilatéraux et régionaux afin d'atteindre ses objectifs nationaux en matière de commerce et de développement. J'espérais comprendre plus concrètement la façon dont les outils commerciaux peuvent renforcer les capacités de négociation des États Membres et produire des avantages tangibles pour le secteur des services national.

Le côté le plus complexe de mon travail consiste à prendre des décisions de politique commerciale sans disposer de données détaillées sur le commerce des services. Sur les plans national et régional, un accent particulier a été placé sur l'amélioration de la production de statistiques du commerce des services, car il est nécessaire de renforcer notre capacité de prendre des décisions stratégiques plus efficaces.

La Trinité-et-Tobago envisage la possibilité de négocier des chapitres relatifs aux services dans les accords commerciaux existants; pour cela, elle doit mieux comprendre comment la réglementation intérieure influe sur l'accès aux marchés des fournisseurs de services. Le commerce joue un rôle déterminant dans l'économie trinidadienne et il est indispensable pour atteindre nos objectifs tels qu'ils sont énoncés dans la vision de notre gouvernement à l'horizon 2030.

Cette activité m'a permis de mieux comprendre comment la réglementation intérieure pouvait améliorer ou renforcer les engagements que nous avons inscrits dans notre Liste concernant les services à l'égard de nos partenaires commerciaux clés, de sorte qu'ils soient mieux alignés avec nos objectifs de développement nationaux pour le secteur des services. J'ai appris qu'il n'existait parfois pas de réponse tranchée et que les outils nécessaires pour soutenir le commerce et la croissance du secteur des services évoluaient en même temps que le secteur lui-même. L'activité a été révélatrice, fondatrice et d'une très grande utilité.

Le commerce des services est essentiel pour la Trinité-et-Tobago, dont il est le plus grand secteur économique, comptant pour environ 72% de son PIB et employant plus de 85% de sa main-d'œuvre en 2020. Le secteur des services continue d'occuper une place importante dans l'effort de diversification de la Trinité-et-Tobago, car le pays ne cesse d'augmenter ses exportations de produits non énergétiques et de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'industrie du pétrole et du gaz.

Je souhaite approfondir ma compréhension de la réglementation intérieure et des accords de reconnaissance mutuelle. Par ailleurs, il était intéressant d'en apprendre davantage à propos des outils commerciaux, en particulier les outils de statistiques commerciales dont disposent les Membres, et de comprendre comment nous, en tant que technocrates, pouvions utiliser les renseignements pour renforcer nos offres de commerce des services dans les négociations.

J'ai été ravie de rencontrer mes homologues de différentes régions du monde, de prendre connaissance de leurs expériences et d'en tirer des enseignements. Il était surprenant d'apprendre dans quels domaines nous avions des points communs et de mesurer nos différences, ce qui a débouché sur un dialogue et des échanges enrichissants.



***Lisa Mariel Douglas-Paul,***
*analyste du commerce, Ministère du commerce et de l'industrie, Trinité-et-Tobago*

# UN CONTENU ADAPTÉ ET APPROPRIÉ

## Des efforts constants pour proposer un contenu pertinent

En 2022, des activités d'AT virtuelles ont été organisées toute l'année. En revanche, les activités en présentiel n'ont pas pu reprendre avant l'assouplissement progressif des restrictions liées à la COVID-19, au printemps, et elles ont eu lieu principalement au deuxième semestre de cette même année. Tous modes de prestations confondus, le Secrétariat s'est efforcé d'améliorer le contenu des activités et de le rendre plus pertinent, utile et accessible pour les participants.

Tous les ans, des activités spécifiques sont mises au point sur les questions les plus pressantes concernant le commerce. Plusieurs cours de formation et activités d'AT rassemblant plus de 1 000 participants de toutes les régions ont été axés sur les liens entre le commerce et la crise sanitaire, et sur le rôle des règles commerciales pour apporter une réponse efficace à la pandémie. Par exemple, l'atelier sur la R&D, la fabrication et la distribution de vaccins contre la COVID-19 a mis l'accent sur la façon de s'approvisionner en intrants à l'échelle mondiale et de rationaliser le processus réglementaire et la distribution, et sur les considérations nécessaires à garder à l'esprit pour préparer des campagnes de vaccination réussies.

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'OMC ont publié conjointement l'édition spéciale 2020 de la revue WIPO-WTO Colloquium (volume 11). Cette revue universitaire évaluée par des pairs aide à définir la base pour le renforcement des capacités sur de nouveaux sujets liés à la propriété intellectuelle qui présentent un intérêt particulier pour les Membres et observateurs en développement. L'édition spéciale contient 15 documents de recherche portant sur 3 sujets thématiques: les problèmes liés à la propriété intellectuelle en lien avec la crise sanitaire mondiale, la propriété intellectuelle et les nouvelles technologies, et la propriété intellectuelle et le développement dans le cadre des Objectifs de développement durable.

D'autres activités organisées en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'OMPI ont exploré divers domaines de politique, les innovations et l'accès aux technologies de la santé. En réponse aux demandes de renforcement des capacités sur mesure, l'atelier annuel de l'OMC sur le commerce et la santé publique a mis l'accent sur la préparation et la réponse aux pandémies. L'objectif était d'aider les hauts fonctionnaires en charge des ministères de la santé, de la propriété intellectuelle et du commerce des Membres et observateurs en développement à lutter efficacement contre la pandémie et à être mieux préparés aux futures crises sanitaires.

Comme prévu au cours d'une année de Conférence ministérielle, plusieurs séminaires nationaux et régionaux concernant l'avancée des négociations ont été organisés avant la CM12, en vue de préparer la Conférence, d'aider les délégations à saisir les principaux aspects des négociations et de comprendre les priorités des différents Membres, et après la CM12 pour présenter ses principaux résultats et favoriser leur mise en œuvre.

En outre, le Secrétariat a mis au point une série de modules pour former son personnel responsable de l'application des programmes d'AT et de renforcement des capacités. Ces modules visaient à entretenir et à renforcer les compétences des formateurs en matière de formation à l'AT.

**Édition spéciale conjointe OMPI-OMC du volume 11 de la revue Colloquium**

> “L'atelier a été instructif et exhaustif, car il avait une approche globale de la prise en charge de la santé, du commerce et de la propriété intellectuelle. Les organisateurs sont parvenus à traiter les problèmes de santé publique sous tous leurs aspects. Les organisations sœurs et tous les partenaires concernés, tels que l'OMPI, étaient présents, ce qui nous a permis de bénéficier d'une variété de compétences. Par ailleurs, en tant que juriste de formation, j'ai beaucoup appris sur des domaines que je ne connais pas forcément bien, comme le secteur de la santé et les produits pharmaceutiques.



***Denisse Pérez Fierro,***
*responsable des affaires internationales, Office de la propriété industrielle, Chili*





## Renforcer les compétences pédagogiques des formateurs

La formation consiste à donner aux bénéficiaires les connaissances, les compétences et l'état d'esprit dont ils ont besoin à des fins d'évolution personnelle et professionnelle. Par conséquent, les formateurs de l'OMC devraient être dotées de solides compétences de formation en plus des connaissances techniques sur le sujet en question. Ces compétences sont essentielles non seulement dans le cadre du transfert de connaissances mais aussi pour ce qui est de créer un environnement favorable à la réflexion analytique.

En 2016, l'ATLC de l'OMC a fait l'objet d'une évaluation externe, dont il est ressorti que l'Organisation ne disposait pas d'un système efficace pour à la fois la formation et l'évaluation des formateurs experts thématiques, ce qui soulignait le fait que les experts thématiques ne sont pas tous nécessairement aptes à enseigner leur sujet de spécialité, en particulier à des groupes très variés, mais qu'une formation appropriée peut souvent aider en ce sens.

Le Secrétariat a donc lancé en 2022 une campagne ciblant le personnel de l'OMC en charge des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités. Contrairement aux programmes analogues antérieurs, qui comprenaient des modules spécifiques non liés le programme pour 2022 comprenait un module de base sur les types de formations pour adultes et la conception et la fourniture des formations, ainsi que des modules spécialisés qui, dans le futur, pourront être modifiés en fonction des nouveaux besoins du personnel. En 2022, les modules thématiques ont porté sur: i) la prise de parole en public avec un acteur; ii) la conception et l'utilisation d'études de cas; iii) l'animation de groupes de discussion virtuels; iv) l'utilisation de plates formes virtuelles; et v) l'évaluation des activités de formation.

Grâce à cette approche modulaire, il a été possible de mieux adapter le programme aux besoins de chaque formateur, ce qui s'est traduit par une participation bien supérieure à celle des années précédentes.

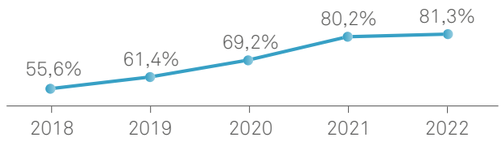
**Infographie 14. Formation des formateurs**

- Mode d'apprentissage pour adultes
- Parler en public avec un intervenant
- Concevoir et utiliser des études de cas
- Animer des panels virtuels
- Utilisation de plates-formes virtuelles, p. ex. ZOOM
- Évaluer les activités d'apprentissage et d'AT

En ce qui concerne l'apprentissage en ligne, l'accent a continué d'être mis sur le renforcement de l'interactivité du contenu des cours en ligne. Huit des nouveaux cours lancés en 2022 étaient au format SCORM et comprenaient des composantes de formation interactives, ce qui a porté la part de cours interactifs en ligne à 81%. Le format SCORM est un ensemble de normes et de spécifications concernant la pédagogie numérique qui vise à faciliter l'utilisation et le partage des contenus. Tous les cours continueront d'être remaniés de sorte à être plus interactifs.

> “Comme j'ai suivi plus de 50 cours d'apprentissage en ligne de l'OMC, je connais le portefeuille de formations proposées par l'Organisation en anglais. Les cours ont été un atout de taille dans ma vie professionnelle et j'ai en outre vraiment aimé les suivre. L'apprentissage numérique est l'avenir. Je remercie l'équipe chargée de l'apprentissage en ligne de l'OMC pour ses formidables cours.

**Figure 33. Cours d'apprentissage en ligne au format SCORM (2018-2022)**






***Joel Eshun,***
*fonctionnaire chargé des questions commerciales, Ministère du commerce et de l'industrie, Ghana*

# En route vers un nouveau portail d'apprentissage en ligne




## Qu'est-ce que le programme d'apprentissage en ligne de l'OMC?

Depuis 2010, l'OMC propose des cours en ligne pour compléter ses activités en présentiel et toucher un public plus large. Ces 10 dernières années, elle a régulièrement adapté ses cours ligne pour progresser au rythme de la technologie moderne et elle est progressivement passée au format interactif SCORM, qui favorise de meilleurs résultats et une meilleure rétention des connaissances. En outre, elle a mis au point des cours plus accessible et rapides, y compris de courte durée et des micromodules. Depuis 2010, la moitié des participants aux activités d'AT de l'OMC ont suivi des cours en ligne, ce qui a permis d'atteindre des populations du monde entier. Les cours en ligne ont été particulièrement profitables pendant la pandémie de COVID 19, car ils ont permis de continuer à fournir une AT malgré des restrictions.

Ce programme en ligne propose un vaste catalogue de cours sur les différents Accords de l'OMC et questions liées au commerce. La validation d'un cours en ligne est souvent obligatoire pour accéder à des activités d'AT de l'OMC en présentiel plus avancées. Les cours d'apprentissage en ligne s'adressent en priorité aux spécialistes du commerce, mais toute personne souhaitant en apprendre davantage sur l'OMC et le système commercial multilatéral peut y assister.

## Pourquoi un programme d'apprentissage en ligne de l'OMC?

Le programme d'apprentissage en ligne est un outil essentiel pour répondre aux besoins des bénéficiaires. Il est accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, sur tout type d'appareil, sans qu'il soit nécessaire de se déplacer. C'est une solution d'AT commode et économique pour les personnes qui souhaitent renforcer leurs compétences et leurs connaissances de l'OMC et des questions liées au commerce. L'usage de plus en plus répandu des nouveaux outils d'apprentissage en ligne, comme les solutions multimédias interactives et les méthodes hybrides associant l'apprentissage asynchrone et synchrone, par exemple les séminaires Web en direct et les forums de discussion donnent aux utilisateurs une expérience d'apprentissage numérique plus personnelle et interactive. En plus d'être économique, le programme d'apprentissage en ligne couvre un grand nombre de sujets. En 2022, il a compté pour 55% de la participation totale aux activités d'AT et, contrairement aux activités traditionnelles, qui sont généralement réservées aux fonctionnaires des pays en développement Membres et observateurs, il est accessible au grand public avec certaines limitations, comme le fait de ne pas avoir accès aux examens et aux certificats du cours.

### Le portail e-Learning en un coup d'œil








## La transition vers un nouveau portail d'apprentissage en ligne

La popularité croissante de l'apprentissage en ligne à l'échelle mondiale, l'expansion rapide des technologies et des solutions d'apprentissage numériques ainsi que des considérations liées au budget, aux déplacements et à l'environnement sont autant de facteurs qui ont orienté la décision, prise en 2022, de remanier le programme d'apprentissage en ligne de l'OMC pour lui donner un nouveau visage. La solution d'hébergement retenue pour ce nouveau programme en ligne est un système de gestion de l'apprentissage à source ouverte, compte tenu des nombreux avantages qu'il présente par rapport à l'ancien système de gestion de l'apprentissage propriétaire. La nouvelle plate forme est très adaptable et flexible et elle comporte nombre de fonctionnalités, ce qui rend l'expérience d'apprentissage collaborative, interactive et amusante. Son interface conviviale est facile à utiliser et à explorer et elle s'intègre facilement à d'autres systèmes. En outre, le système de gestion de l'apprentissage permet de gérer les contenus et contient des outils d'analyse complets, des fonctionnalités hybrides et des cours de formation fondés sur les compétences, ce qui en fait une solution tout-en-un pour la formation et le perfectionnement en ligne. Par ailleurs, il favorise l'apprentissage mobile en permettant aux utilisateurs d'accéder à la formation où qu'ils se trouvent et à tout moment, avec tout type d'appareil et d'application mobile hors ligne.

L'élaboration, la migration et la mise en service de la nouvelle plate forme en ligne ont été une entreprise colossale, nécessitant un travail d'équipe considérable qui a exigé la coopération de plusieurs divisions du Secrétariat. Le fruit de cette collaboration est une plate forme d'apprentissage offrant d'immenses possibilités d'élargissement et de développement. Ce portail renforce l'action menée par l'OMC pour toucher un plus vaste public, en plus d'être un programme d'apprentissage en ligne du XXIe siècle à même de répondre aux besoins de formation actuels et futurs de ses utilisateurs.

### Nouvelles fonctionnalités

- Navigation intuitive et expérience d'apprentissage améliorée
- Accès au catalogue des cours depuis la page publique
- Application mobile
- Des badges numériques pour récompenser les participants
- Notifications automatiques pour les événements de formation
- Activités et outils d'apprentissage collaboratifs
- Certificats adaptés aux différents programmes et niveaux
- Tableaux de bord personnalisés

> « J'applaudis l'initiative qu'a menée l'OMC pour créer cet outil d'apprentissage. Il m'a permis de renforcer mes compétences, d'autant plus que je travaille dans le domaine du commerce international, ce qui nécessite en effet de bien connaître les accords multilatéraux.



***Micheal Neema,***
*analyste de politique, Ministère de l'industrialisation et du commerce, Namibie*




**Plus d'informations sur le programme e-Learning**

## Évolution des cours d'AT par l'apprentissage hybride

En 2022, le Secrétariat a envisagé la possibilité de dispenser des cours dans un format hybride, c'est-à-dire en associant des modules d'apprentissage à distance (sous forme de séances synchrones et/ou asynchrones) avec des modules d'apprentissage en présentiel dans le cadre de la même activité. Quatre activités nationales ont été mises en œuvre selon ces modalités: elles couvraient l'Accord OTC et les enquêtes en matière de mesures correctives commerciales. Après avoir assisté à une formation virtuelle – comportant quatre sessions synchrones de deux heures chacune –, les participants se sont retrouvés de nouveau deux mois plus tard pour une séance de formation en présentiel de trois à quatre jours afin d'approfondir les connaissances acquises pendant les séances virtuelles et de voir concrètement comment les utiliser dans la pratique.

Il est ressorti de l'évaluation sur place de l'une de ces activités que les composantes virtuelles et en présentiel étaient complémentaires sur le fond. En effet, la partie en présentiel était plus approfondie, portait sur des questions plus complexes et permettait aux participants de mettre en application les aspects théoriques ou généralistes appris dans la partie virtuelle, l'accent étant placé sur des cas réels. Les participants ont estimé que ce format leur avait permis d'utiliser efficacement leur temps.

Les programmes des Champions de la transparence dans les domaines SPS et OTC et l'atelier sur les notifications relatives à l'agriculture ont utilisé en alternance ces deux méthodes de formation pendant sept à neuf mois.

**Infographie 15. Types d'activités par mode de prestation**

| | |
|---|---|
| **COURS EN LIGNE (E-LEARNING)** | Disponibles en libre-service sur Internet, 24 heures/24 et 7 jours/7; consistent essentiellement en un processus d'auto-apprentissage au rythme du participant, avec des interactions limitées avec les autres participants et les formateurs; il s'agit généralement d'un produit prédéfini. |
| **ACTIVITÉS EN PRÉSENTIEL** | Expériences d'apprentissage ponctuelles (avec des dates fixes, des invitations, etc.). Elles sont généralement conçues spécialement pour un groupe restreint de participants et consistent en une combinaison d'auto-apprentissage, de séances en direct, de travail de groupe, etc. Les participants et les formateurs se réunissent en personne, ce qui rend l'interaction directe plus facile et plus fréquente. Tous les participants progressent plus ou moins au même rythme à partir du même contenu. |
| **ACTIVITÉS VIRTUELLES** | Reproduction des activités en présentiel sur Internet en raison des restrictions en matière de voyages liées à la pandémie. L'interaction régulière entre les participants et avec les formateurs constitue un élément fondamental pour adapter les activités aux besoins des participants; les webinaires et autres séances en ligne remplacent les réunions en présentiel. |
| **ACTIVITÉS HYBRIDES** | Un mélange d'éléments extraits d'une des trois catégories précédentes, en proportions variables. |
| **FORMATION EN COURS D'EMPLOI** | Les programmes de stages et le Programme des jeunes professionnels permettent aux fonctionnaires de niveau intermédiaire et aux jeunes professionnels d'apprendre par la pratique tandis qu'ils travaillent au sein du Secrétariat ou des représentations de leur pays auprès de l'OMC. Les stages – un type très particulier d'AT – durent en moyenne 10 mois. |



WT/COMTD/W/272

CHAPITRE 3 – UN CONTENU ADAPTÉ ET APPROPRIÉ

> « Les séances virtuelles ont été très utiles et ont aidé à créer des points communs entre des participants dont les responsabilités et les profils différaient. Toutefois, les modules en présentiel étaient plus enrichissants et les échanges plus fluides et fructueux. À mon avis, ce format hybride était plus avantageux qu'une seule activité, en ligne ou en présentiel.



***Soledad Britos De León,***
*Directrice adjointe, Ministère des relations étrangères, Direction des organismes économiques internationaux, Uruguay*

## Faire progresser les notifications relatives à l'agriculture

Compte tenu de la complexité des prescriptions en matière de notification dans le domaine de l'agriculture et du fait que le domaine de l'agriculture est celui dans lequel la part de notifications en suspens est la plus importante, un atelier avancé sur les notifications est proposé tous les ans au siège de l'OMC depuis 2009. Les Membres ayant de nombreuses notifications en suspens, les PMA et les Membres ayant accédé récemment sont choisis en priorité.

Pour la première fois, l'édition 2021 de l'atelier a eu lieu en 2 temps: une première étape virtuelle s'est déroulée octobre 2021 et une étape en présentiel a été organisée en septembre 2022. L'étape virtuelle était axée sur les prescriptions en matière de transparence dans le domaine des subventions à l'agriculture. L'étape en présentiel a approfondi l'étude de toutes les prescriptions en matière de notification. Les participants ont interagi avec les experts du Secrétariat pour discuter de leurs questions spécifiques liées aux notifications. En outre, pendant la phase II de l'atelier, une attention particulière a été accordée aux délibérations du Comité de l'agriculture et à son processus d'examen. Cela a permis aux participants d'assister à la cent-deuxième réunion du Comité de l'agriculture. Étant donné les retours très positifs reçus de la part des participants au sujet de l'organisation en deux temps de l'atelier, le Secrétariat envisage de renouveler l'expérience dans ce format pour de futurs ateliers sur les notifications.

L'atelier aide les Membres bénéficiaires à combler leurs lacunes en matière de connaissances pour leur permettre d'établir des notifications relatives à l'agriculture conformément aux règles et aux modèles de notification convenus et, ainsi, de respecter leurs obligations de notification. Pour ce qui est du soutien interne, les Membres notifiants doivent aussi investir dans des systèmes internes de collecte des données, car de nombreux organismes et ministères interviennent régulièrement dans les domaines concernés; l'atelier sur les notifications fournit aux Membres bénéficiaires une plate-forme importante pour partager leurs expériences à cet égard.

> « Grâce à cette activité, je me sentirai plus à l'aise quand je participerai à de futures réunions du Comité de l'agriculture, j'aurai plus d'assurance et je connaîtrai mieux la procédure habituellement suivie dans les réunions.



***Julissa Arelis Ruiz Guillen,***
*responsable du Service des négociations commerciales, Ministère de l'agriculture, République dominicaine*

# LES PARTENARIATS DE L'OMC EN ACTION

## Faire progresser les partenariats pour élargir la portée de l'AT

Les partenariats jouent un rôle essentiel pour ce qui est de promouvoir les avantages de l'AT de l'OMC et de rendre l'organisation des activités plus efficace en apportant des connaissances et des compétences supplémentaires. L'OMC entretient et étend un vaste réseau de partenariats et de collaborations avec d'autres institutions concernées. En 2022, elle a noué des partenariats avec 85 institutions pour dispenser 82 activités d'AT qui ont profité à plus de 6 650 bénéficiaires.

Les contributions des partenaires aux efforts menés par l'OMC sont réparties en quatre catégories: le fond (contenu présenté); les coûts (répartition du budget); la logistique (arrangements opérationnels); et la sensibilisation auprès des publics non traditionnels de l'Organisation. Après les réductions imposées par la pandémie, 2022 a été marquée par un accroissement des contributions des partenaires en faveur des initiatives d'AT de l'OMC, comme indiqué dans la figure 35.

Parmi les institutions avec lesquelles l'OMC a conclu un partenariat en 2022, on peut citer l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, la fondation Friedrich Ebert, l'Union interparlementaire, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et bien d'autres.

**Figure 34. Nombre de partenaires et d'activités conjointes (2018-2022)**

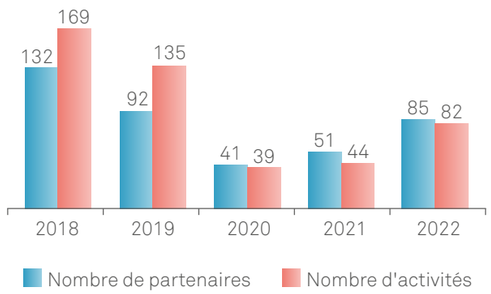
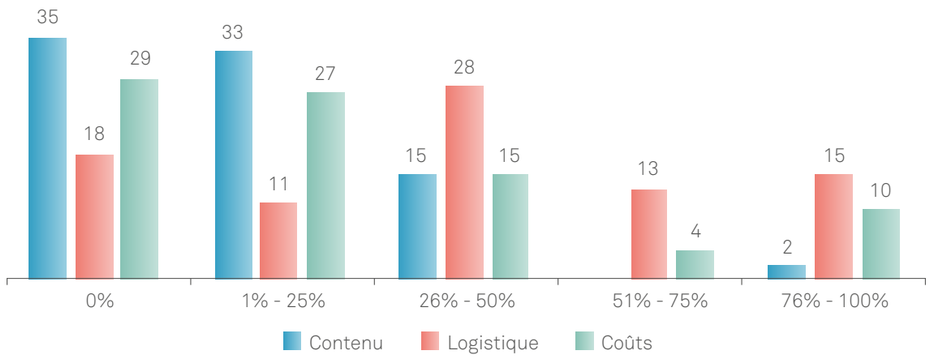



**Figure 35. Contributions des partenaires aux formations par type de contribution en 2022**








## Un partenariat pour surmonter les conséquences de la pandémie de COVID-19

Du fait du renforcement de la coopération trilatérale, les directeurs généraux de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et de l'OMC ont mis en service une plate-forme d'assistance technique trilatérale sur la COVID-19 le 11 avril 2022.

L'objectif est d'aider les Membres et les candidats à l'accession à l'OMC à répondre à leurs besoins en matière de renforcement des capacités pour faire face à la pandémie de COVID-19. La plate-forme est un guichet unique qui met à disposition l'ensemble des connaissances spécialisées de l'OMS, de l'OMPI et de l'OMC sur les liens entre la santé publique, la propriété intellectuelle et les questions commerciales. Les 3 organisations mettent en place une série d'ateliers techniques sur ce sujet, dont deux ont déjà eu lieu en 2022.

**Plateforme d'assistance technique OMS-OMPI-OMC sur la COVID-19**

## Tirer parti des synergies avec les partenaires

Voilà 10 ans que la collaboration entre le Centre d'études économiques et financières/Fonds monétaire international-Moyen-Orient (CEF-FMI) et l'OMC a vu le jour. Au total, 18 activités ont été organisées conjointement, soit une moyenne de 2 par an. Le partenariat fournit des programmes de formation dans les domaines de l'économie et des finances aux 22 pays membres de la Ligue arabe. Environ 500 fonctionnaires et autres parties prenantes de la société civile ont participé à ces activités depuis 2012.

> Le CEF-FMI est un partenaire important et précieux du Secrétariat de l'OMC. En tant que membre participant au Conseil du CEF-FMI, le Secrétariat est présent pour les pays arabes membres et observateurs et il a mis son assistance technique à leur disposition. Il garantit la cohérence de l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

***Samer Seif El Yazal,***
*chef du Bureau du Moyen-Orient, OMC*

> Le partenariat que nous avons noué avec l'OMC nous donne la possibilité exceptionnelle d'entrer en contact avec un vaste réseau d'experts de renommée internationale dans le domaine du droit commercial, ce qui a alimenté notre fonction de pôle de connaissances dans des cours axés sur la politique économique conçus pour aider les pays de la Ligue arabe à renforcer leurs capacités humaines, institutionnelles et techniques.

***Paulo Drummond,*** *Directeur du Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient*


CASTORE
LAKAPI SAMOA

# Chapitre 4
# Évolution de la gestion et des ressources de l'AT



- **En 2022, le niveau de contributions volontaires en faveur de l'assistance technique de l'OMC a été le plus faible depuis plus de 20 ans, plusieurs donateurs ayant préféré attendre que les dépenses d'AT repartent à la hausse**
- **Le développement du système en ligne de gestion de l'AT (TAMS) a été arrêté en 2022 en raison de difficultés techniques**
- **En 2022, les principaux postes de dépenses d'AT ont été les mêmes qu'en 2021 (stages, dépenses de personnel et Programme de chaires de l'OMC), mais de nouvelles dynamiques étaient à l'œuvre: la reprise des activités en présentiel et l'inflation**

# CADRE POUR LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

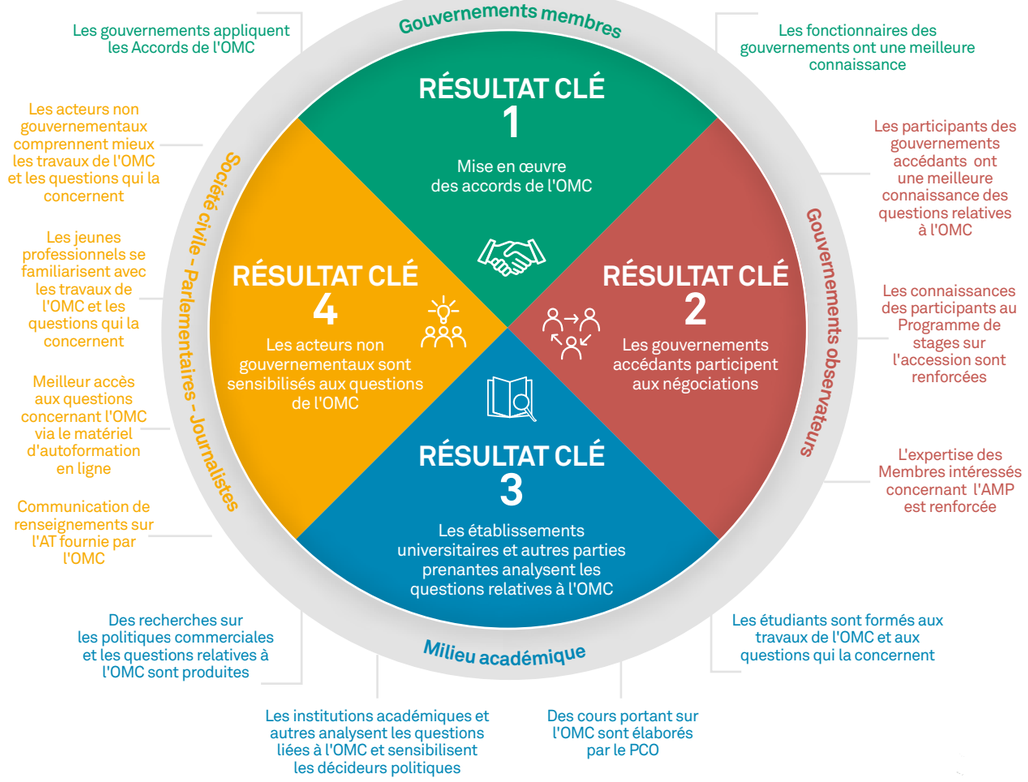
Depuis l'adoption de la gestion axée sur les résultats (GAR), les plans d'AT présentent les trois niveaux de résultats et les liens de causalité au moyen d'une matrice appelée «cadre logique». Cette matrice contient une présentation détaillée des indicateurs de performance, situations initiales, objectifs, données factuelles et présupposés qui guident la conception et la mise en œuvre du Plan d'AT et qui contribuent à mesurer les résultats (voir l'annexe 1).

Le cadre logique sert de base au suivi et à l'évaluation des progrès accomplis en vue de la réalisation des résultats escomptés. Il constitue l'épine dorsale de la présentation aux Membres de rapports annuels, sur la base desquels la performance de l'AT est analysée et les réalisations sont identifiées. Le suivi est assuré par les responsables de programmes, les organisateurs et les formateurs, qui se focalisent sur les résultats intermédiaires immédiats des activités, puis par la Section du suivi et de l'évaluation du Secrétariat, conformément au plan de suivi et d'évaluation de l'AT.

**Plan de suivi et d'évaluation 2022-2023**

**Plan biennal d'assistance technique et de formation 2022-2023**

**Infographie 16. Cadre logique pour mesurer l'impact de l'AT**








# MESURER LES RÉSULTATS: UN NOUVEAU DÉPART

Les rapports de retour de mission (RRM), le rapport annuel sur l'AT et les évaluations des activités d'AT restent les principales sources d'information sur le degré d'acquisition de compétences par les participants. Avec la reprise des cours en présentiel, les évaluations sur place et les évaluations d'impact de l'AT fournie par l'OMC aux Membres ont également recommencé.

Conformément au plan de suivi et d'évaluation de l'AT, le Secrétariat a effectué 12 évaluations des activités d'AT en 2022: des évaluations sur place de 4 activités avancées et thématiques organisées à Genève, 1 activité mondiale dans la région Asie-Pacifique, 1 activité régionale au Moyen-Orient et 2 activités nationales (Laos et Uruguay); 3 évaluations par pays des effets et de l'impact de l'AT fournie au Koweït, à Singapour et à l'Uruguay; et 1 évaluation a posteriori de l'impact de l'AT de l'OMC pendant la période 1995-2021 (voir l'encadré ci-après).

Ces évaluations ont permis d'identifier plusieurs bonnes pratiques et recommandations à des fins d'amélioration, qui ont été diffusées au sein du Secrétariat. Les retours d'information issus des évaluations par pays ont également confirmé la pertinence de l'AT fournie et ont identifié certains besoins spécifiques en matière d'AT.

## Un système de gestion de l'AT au point mort

Le système de gestion de l'AT de l'OMC, ou TAMS, est l'épine dorsale des activités d'AT du Secrétariat et l'outil en ligne qui permet de les suivre et de les évaluer efficacement et, par conséquent, d'appliquer la GAR. Grâce au TAMS, l'accessibilité en ligne des données d'AT a amélioré la transparence et la reddition de comptes, tout en rendant la gestion plus efficace. Par exemple, les rapports de retour de mission des formateurs, pierre angulaire de l'évaluation de l'AT, peuvent être entièrement gérés au moyen du TAMS, ce qui a permis de rationaliser la mise en œuvre des recommandations visant à améliorer la formation.

Depuis sa mise en place à la fin de 2018, le TAMS évolue constamment pour intégrer de nouvelles fonctionnalités et améliorer l'accessibilité et l'expérience des utilisateurs. Par exemple, les bénéficiaires peuvent maintenant envoyer leurs demandes d'AT directement par le biais du TAMS. L'objectif ultime était d'offrir un portail d'AT unique par lequel les bénéficiaires pourraient déposer leurs demandes d'AT et leurs représentants pourraient s'inscrire pour participer aux activités d'AT organisées par l'OMC. En 2022, le développement du TAMS s'est arrêté, car le consultant recruté en 2021 s'est révélé incapable de mener les travaux à bien. Aucune nouvelle fonctionnalité ne pouvait être introduite et le système peinait à maintenir les fonctionnalités existantes. La création du portail unique d'AT a dû être suspendue.

Néanmoins, les tableaux de bord disponibles dans le TAMS ont été enrichis. Des graphiques prédéfinis par mode de fourniture, portée et sujet, qui illustrent la participation des PMA et des femmes ainsi que la participation aux stages, sont désormais disponibles pour la période 2016-2021 et des données dynamiques peuvent être consultées pour 2022 et pour l'année en cours. Les bénéficiaires peuvent aussi accéder à des données détaillées sur leurs propres participants aux activités d'AT depuis 2016 et sur leurs demandes nationales.




**Système de gestion de l'AT**

# Mesurer l'impact de l'AT de l'OMC

La mesure de l'impact de l'AT de l'OMC, qui constitue le niveau de résultat le plus élevé du cadre logique de gestion fondée sur les résultats, est complexe d'un point de vue conceptuel et méthodologique, car de nombreux facteurs externes influent sur les résultats. Une évaluation externe effectuée pour la dernière fois en 2016 n'a pu que mesurer les résultats des niveaux inférieurs et en déduire l'impact, sur la base d'un grand volume de données empiriques, c'est pourquoi les conclusions tirées n'étaient pas particulièrement probantes d'un point de vue méthodologique.

Pour la première fois, l'un des jeunes professionnels de l'OMC a entrepris de concevoir une approche fiable du point de vue de la méthode pour évaluer quantitativement l'impact de l'AT de l'OMC pour la période 1995-2021, et pour en mesurer objectivement les effets à long terme sur les bénéficiaires. Cette méthode servirait à orienter ensuite les efforts de conception et de mise en œuvre de l'AT de manière à renforcer ces effets. La méthode reposait sur la création d'une base de données analytique sur l'AT de l'OMC, qui fusionnait huit ensembles de données pour créer un ensemble de données pays-année des indicateurs de l'AT liée au commerce pouvant être utilisés pour suivre et relier la consommation et les dépenses d'AT, la participation aux organes de l'OMC, les résultats commerciaux et les résultats économiques intérieurs. L'évaluation recourait à des méthodes scientifiques mais intuitives, pour parvenir à une compréhension plus large de l'écosystème d'AT de l'OMC.

L'évaluation exécutait plus de 1 650 tests de différence de moyennes détaillés concernant les effets de l'AT de l'OMC et effectuait des analyses de tendance et de corrélation annexes sur la consommation d'AT, la participation aux organes de l'OMC et les résultats économiques et commerciaux. Ces tests étaient réalisés à trois niveaux: les effets de l'AT sur la participation des bénéficiaires aux organes de l'OMC, les effets de la participation aux organes de l'OMC sur les résultats commerciaux et les effets de l'AT sur les résultats commerciaux. À un niveau fondamental, les tests visaient à comprendre si les bénéficiaires qui consommaient davantage d'AT participaient également davantage aux organes de l'OMC, si cette participation accrue aux organes de l'OMC se traduisait par de meilleurs résultats commerciaux et si les bénéficiaires qui consommaient davantage d'AT avaient des résultats commerciaux plus élevés.

Les résultats des tests variaient selon le thème de l'AT, le mode de fourniture et le niveau de la stratégie d'apprentissage progressif consommés d'une part, et le type de participation aux organes de l'OMC d'autre part. Néanmoins, des tendances se sont dégagées, donnant à penser que la consommation d'activités de niveau avancé et la participation aux organes de l'OMC au moyen de notifications affectaient notablement la théorie du changement relative à l'AT de l'OMC. Parmi les tests contrôlés effectués sur les sept sujets d'AT les plus consommés, la participation des bénéficiaires au moyen de notifications montrait les résultats les plus notables s'agissant des effets de l'AT sur la participation aux organes de l'OMC. La participation aux organes de l'OMC au moyen de notifications avait les effets les plus notables sur les résultats commerciaux et les activités d'AT de niveau avancé avaient les effets les plus notables sur les résultats commerciaux par rapport à la consommation totale d'AT, à l'AT en présentiel et à l'apprentissage en ligne.

Il a été constaté que le commerce des bénéficiaires de l'AT n'était pas aussi résilient que le commerce des non-bénéficiaires et qu'il se heurtait à davantage de contraintes structurelles. Si certains bénéficiaires de l'AT ont vu leurs exportations et leurs importations augmenter depuis la création de l'OMC ou leur accession à l'Organisation, cela n'a pas été le cas pour d'autres. Certains bénéficiaires ont vu leurs résultats commerciaux se redresser après la crise financière de 2008-2009, mais pas d'autres. L'analyse des tendances a aussi montré des variations importantes de la consommation d'AT, des résultats économiques et de la participation aux organes de l'OMC parmi les bénéficiaires de l'AT.

Malgré la dimension politique de l'AT de l'OMC, l'analyse n'a montré qu'une faible relation entre l'AT de l'OMC et les indicateurs d'impact actuels du cadre logique de l'AT. Par conséquent, l'OMC devrait envisager d'adapter les indicateurs d'impact à ce que l'offre actuelle d'AT peut accomplir. L'AT sur des sujets tels que les mesures SPS, qui recourt à des approches pédagogiques innovantes fondées sur l'accompagnement, des plans d'action et un suivi au fil du temps, semble avoir de plus grands effets sur les résultats escomptés que l'AT fournie pour d'autres sujets. Ces meilleures pratiques devraient être reproduites pour les différents sujets et fonctions. À ce titre, il faudrait aussi accroître les capacités d'accueil des activités d'AT avancées. Les bénéficiaires de l'AT doivent présenter leurs notifications en suspens, ce qui semble améliorer leurs résultats commerciaux. Il faut que toutes les parties prenantes participent activement au système d'AT de l'OMC pour en accroître encore l'impact sur les bénéficiaires.





# DÉPENSES D'AT

## Les dépenses sont reparties à la hausse lorsque la pandémie a pris fin

Le Secrétariat a pu reprendre la mise en œuvre des activités d'AT en présentiel au second semestre de 2022, alors les restrictions liées à la COVID-19 qui avaient empêché leur tenue étaient progressivement éliminées dans le monde. Il a organisé 60 activités en présentiel au cours des 6 derniers mois de l'année, contre 3 pendant toute l'année 2021. Après une longue période de stabilité des prix, l'année a également été marquée par le retour de l'inflation, qui a touché les prix des billets d'avion et les tarifs des hôtels. Les dépenses liées à l'AT ont donc augmenté de 50% par rapport à l'année précédente, et le Secrétariat a de nouveau été en mesure d'utiliser la part du budget ordinaire consacrée à l'AT aux fins auxquelles elle est destinée.

S'agissant des dépenses, 2022 a été une année de transition entre la pandémie, pendant laquelle les dépenses d'AT ont été concentrées sur les dépenses de personnel et les programmes de stages de longue durée, et un retour à la situation antérieure, lorsque les frais de voyage représentaient la majorité des coûts d'AT. Comme le montre la figure 36, en 2022, les dépenses d'AT ne représentaient toujours que 60% de leur niveau moyen d'avant la pandémie. Un tiers du total environ a été consacré aux frais de voyage, un quart aux stages de longue durée, un dixième au Programme de chaires de l'OMC et le solde aux dépenses de personnel.

Dans le même temps, les contributions volontaires reçues au cours de l'année en faveur de l'AT sont de nouveau tombées à un niveau historiquement bas – soit 6,6 millions de CHF. Il s'agit de la troisième réduction consécutive de ce type. Les contributions volontaires non affectées (3,1 millions de CHF) étaient en baisse de 20% au cours de l'année. Plusieurs donateurs traditionnels ont commencé à affecter leurs contributions volontaires à des fins particulières, et seuls sept donateurs ont fait des contributions non affectées en 2022, ce qui marque deux nouvelles baisses record. Par conséquent, la part des contributions volontaires non affectées en faveur de l'AT a reculé à son niveau le plus bas en 2022; elle n'a représenté qu'un tiers des ressources d'AT totales pour la première fois depuis le début du siècle (contre une moyenne de 50% au cours de la décennie précédente). Le total des contributions volontaires affectées a augmenté pour la sixième année consécutive, atteignant 3,5 millions de CHF, et elle a représenté 44% des fonds d'AT disponibles au cours de l'année.

Dans l'ensemble, les dépenses d'AT sont restées bien en deçà des ressources d'AT totales disponibles pendant l'année, et le Secrétariat a pu répondre pleinement à la demande d'AT des bénéficiaires. Le solde non affecté disponible en fin d'exercice est resté stable, légèrement au-dessus du montant prévu pour l'année suivante (voir la figure 37), ce qui devrait garantir la pleine mise en œuvre du Plan d'AT en 2023 aux taux d'inflation actuels.

**Figure 36. Dépenses d'AT de l'OMC (2013-2022)**

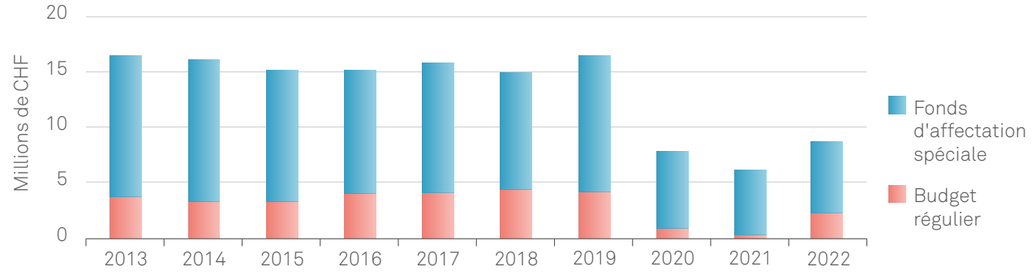


**Figure 37. Fonds non affectés (2013-2022)**

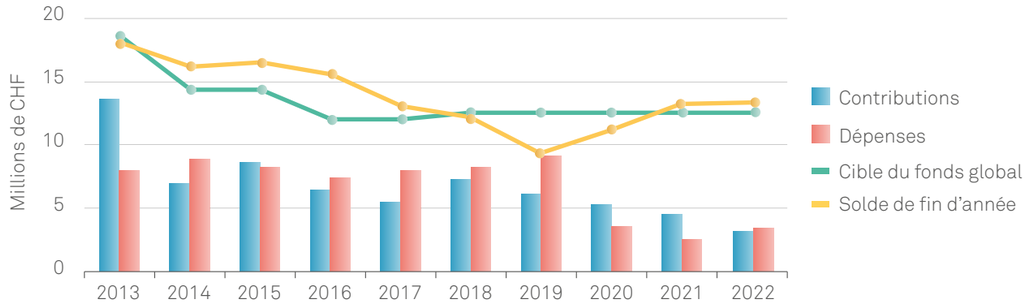



**Figure 38. Ressources d'assistance technique (2013-2022)**

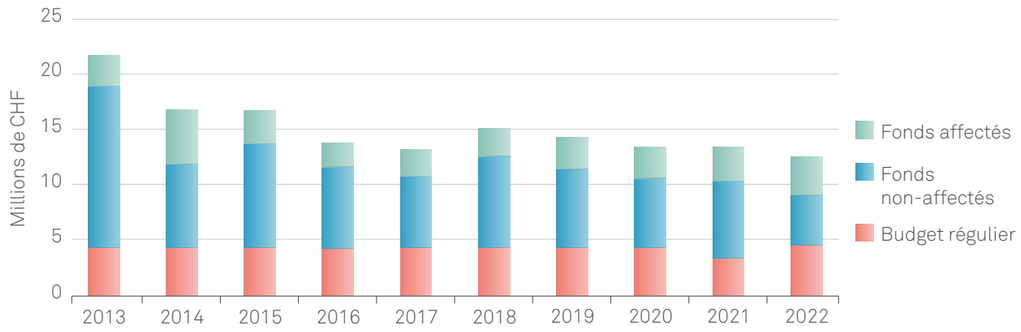
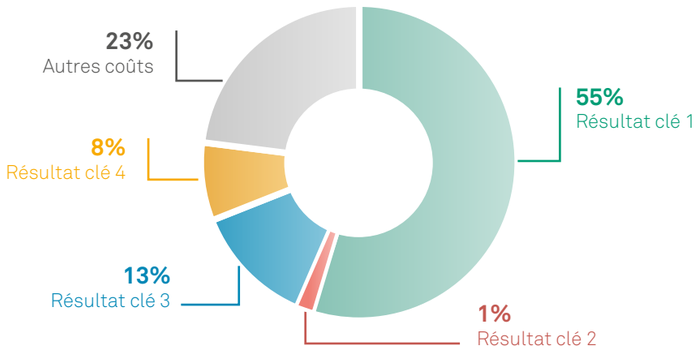



**Figure 39. Dépenses d'AT par résultat clé (2022)**





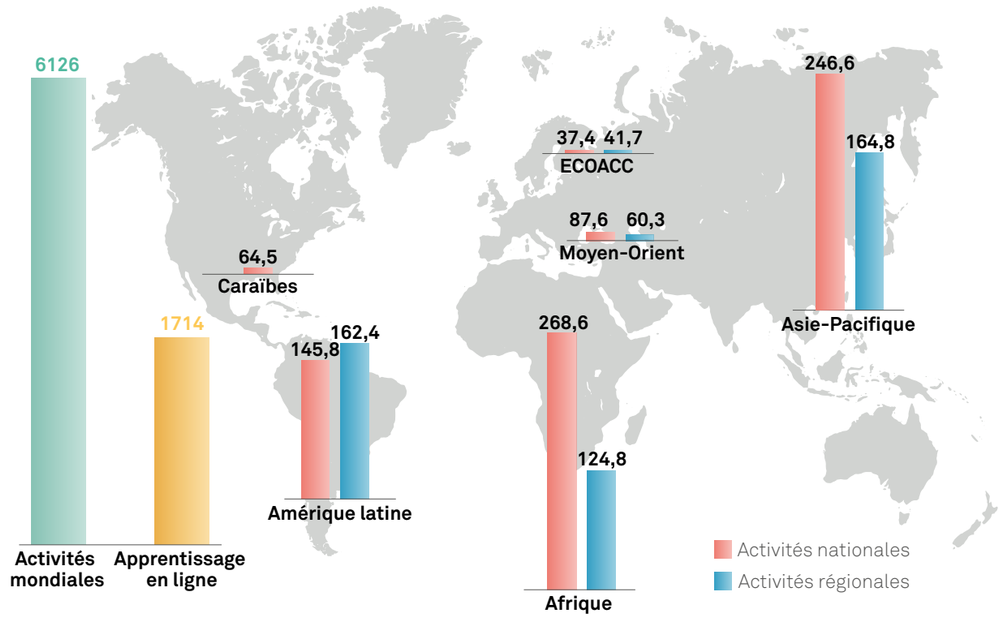



D'après l'analyse par résultat clé présentée dans la figure 39, le résultat clé 1 a représenté 55% des dépenses, la part la plus importante. Les stages de longue durée et les cours organisés à Genève ont représenté chacun 45% de ce total, et les activités nationales les 10% restants. La moitié des ressources initialement allouées à ce résultat clé dans le budget ordinaire ont été dépensées, conséquence de la reprise des activités d'AT organisées à Genève au cours de la deuxième partie de l'année. Pour les fonds d'affectation spéciale réservés à des fins particulières, ce taux était de 84% (soit moins qu'en 2021 car moins de stagiaires ont été admis), les stages de longue durée (Programme de stages franco-irlandais, Programme de stages des Pays-Bas et Programme de stages de coordonnateur régional) ayant été moins affectés par la pandémie car leur durée justifiait que les stagiaires se soumettent aux prescriptions liées aux voyages. Seulement 6% des ressources non affectées des fonds d'affectation spéciale pour ce résultat clé ont été utilisées, en raison du nombre limité d'activités d'AT régionales qui ont pu être organisées en présentiel en 2022 dans les Membres et observateurs bénéficiaires.

Le résultat clé 2 a représenté 1% des dépenses d'AT, ce qui correspond au Programme de la Chine pour les PMA et les accessions (Table ronde sur l'accession et Programme de stages sur l'accession). Au titre de ce résultat clé, ni le budget ordinaire ni les budgets non affectés n'ont été utilisés et seul un quart du budget affecté des fonds d'affectation spéciale a été dépensé. Le résultat clé 3 représentait 13% des dépenses d'AT, dont 86% sont allées au Programme de chaires de l'OMC financé par des contributions affectées. Le résultat clé 4 représentait 8% des dépenses d'AT, dont 89% sont allées au Programme des jeunes professionnels. À cet égard, le budget non affecté des fonds d'affectation spéciale, qui finance le programme, a été dépensé à hauteur de 45%. Les autres dépenses, telles que celles pour le personnel (postes L), la mise en œuvre de la GAR et l'élaboration des cours d'apprentissage en ligne, ont représenté 24% du budget de l'AT, les dépenses de personnel représentant une part de 96% de ces dépenses. Le budget ordinaire prévu pour cette catégorie a été sous-utilisé à hauteur de 81%, tandis que le budget non affecté des fonds d'affectation spéciale a été dépassé de 2%.

En résumé, le budget 2022 de l'AT a été sous-utilisé à hauteur de 61%. Le budget affecté des fonds d'affectation spéciale a été le plus utilisé (71%), tandis que le budget non affecté des fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire ont respectivement été utilisés à hauteur de 26% et 48% seulement. La figure 40 présente la répartition régionale des dépenses d'AT.

**Figure 40. Montant des dépenses par région (2022)**
(milliers de CHF)



# Annexes

## ANNEXE 1. PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2022

Les renseignements contenus dans les colonnes «Valeurs» et «Remarques» de la présente annexe résument l'analyse des résultats des activités d'AT effectuée par le Secrétariat sur la base du cadre logique adopté par les Membres dans le cadre du Plan d'AT 2020-2021. Les observations figurant dans le tableau ne présentent aucun contexte ni aucune explication concernant les circonstances ou raisons qui ont conduit au résultat mesuré. Par conséquent, elles devraient être lues conjointement avec l'analyse plus complète présentée dans le reste du rapport. Les codes suivants ont été utilisés dans le tableau:

- Objectif atteint: l'objectif figurant dans le cadre logique du Plan d'AT a été pleinement rempli ou a été dépassé.
- Objectif partiellement atteint: l'objectif figurant dans le cadre logique du Plan d'AT a été manqué de peu et d'importants progrès ont été réalisés en vue de sa réalisation.
- Objectif non atteint: l'objectif figurant dans le cadre logique du Plan d'AT a été manqué de beaucoup et les progrès accomplis en vue de sa réalisation ont été limités.
- Données non disponibles: les données dont dispose le Secrétariat sont incomplètes, voire inexistantes, ou ne sont pas suffisamment fiables ou solides pour pouvoir tirer des conclusions dans un sens ou dans l'autre.
- Sans objet (s.o.): les activités d'AT qui auraient dû être utilisées pour mesurer les résultats n'ont pas eu lieu et le Secrétariat ne dispose donc pas d'une base d'évaluation.







| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2022 | Remarques de 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Impact** | | | | | |
| Les pays en développement et les PMA Membres tirent profit de leur participation active à l'OMC | Part du commerce total des pays en développement Membres (importations et exportations) | Moyenne 2018-2020: 41,3% | > 40% | 43,1% en 2021 | Objectif atteint |
| Les pays en développement et les PMA Membres tirent profit de leur participation active à l'OMC | Part du commerce total des PMA Membres (importations et exportations) | Moyenne 2018-2020: 1,1% | > 1,00% | 1,15% en 2021 | Objectif atteint |

WT/COMTD/W/272

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2022

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2022 | Remarques de 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat clé 1** | | | | | |
| 1: Les fonctionnaires gouvernementaux appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations | Nombre de documents soumis par les pays en développement Membres bénéficiaires aux organes de l'OMC | Moyenne annuelle 2017 2019: 611 | Augmentation | 510 | Objectif non atteint |
| 1: Les fonctionnaires gouvernementaux appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations | Nombre de documents soumis par les PMA Membres bénéficiaires aux organes de l'OMC | Moyenne annuelle 2017 2019: 99 | Augmentation | 78 | Objectif non atteint |
| 1: Les fonctionnaires gouvernementaux appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations | Nombre de notifications en suspens des Membres bénéficiaires de l'AT | 26 par Membre bénéficiaire en moyenne en 2017-2019 | Diminution | 26,33 | Objectif non atteint |
| **Résultat intermédiaire 1** | | | | | |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de participants qui ont complété le niveau 1 de la SAP | Moyenne annuelle 2017-2019: 3 608 | Stabilité | Apprentissage en ligne: 593<br>Activités présentielles et virtuelles: 1 573<br>Total: 2 166 | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de participants qui ont complété le niveau 2 de la SAP | Moyenne annuelle 2017-2019: 11 746 | Stabilité | Apprentissage en ligne: 1 767<br>Activités présentielles et virtuelles: 6 991<br>Total: 8 758 | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de participants qui ont complété le niveau 3 de la SAP | Moyenne annuelle 2017-2019: 1 833 | Augmentation | Activités présentielles et virtuelles: 1 620 | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre d'activités nationales demandées | Moyenne 2017-2019: 145 | Augmentation | 80 | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de Membres et d'observateurs bénéficiaires participant aux cours dans le cadre de l'AT | Moyenne 2017-2019: 163 | Stabilité | 156 | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de PMA participant aux cours dans le cadre de l'AT | Moyenne 2017-2019: 43 | Stabilité | 42 | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Part du temps consacré aux méthodes de formation interactives dans chaque activité (exercices, études de cas, simulations, questions et réponses, participation aux réunions des Comités, etc.) | Moyenne 2017 2019:<br>- 42% de cours magistraux<br>- 58% de méthodes interactives | Augmentation à au moins 60% en moyenne de la part des méthodes de formation interactives | Cours magistraux: 36%<br>Méthodes interactives 64% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite aux CRPC de 8 semaines | Moyenne 2017-19: 96% | Stabilité | 96% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite aux CAPC de 8 semaines | Pas de référence | Stabilité | 98% | s.o. |

WT/COMTD/W/272

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2022

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2022 | Remarques de 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat intermédiaire 1** | | | | | |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite avec mention aux CRPC de 8 semaines | Moyenne 2017-2019: 37% | Stabilité | 13% | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite avec mention aux CAPC de 8 semaines | Pas de référence | Stabilité | 28% | s.o. |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant le contenu global et les résultats des CRPC en leur attribuant les 2 meilleures notes | Moyenne 2017-2019: 98% | Stabilité | 96% | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant le contenu global et les résultats des CAPC en leur attribuant les 2 meilleures notes | Moyenne 2017-2019: 93% | Stabilité | 96% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant le contenu global et les résultats des cours thématiques avancés en leur attribuant les 2 meilleures notes | Moyenne 2017-2019: 96% | Stabilité | 86% | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de participants ayant suivi les cours avancés sur les techniques de négociation commerciale | Moyenne 2017-2019: 238 | Stabilité | 70 | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de cours thématiques avancés s'appuyant sur le diagnostic préalable, le coaching, le leadership, les plans d'action ou les activités de suivi | 2019: 5 | Stabilité | 4 | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de stagiaires formés dans le cadre du PFPB | Moyenne 2017-2019: 14 | Stabilité | 12 | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de stagiaires formés dans le cadre du FIMIP | Moyenne 2017-2019: 17 | Augmentation | 19 | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nombre de stagiaires formés dans le cadre du PSCR | Moyenne 2017-2019: 6 | Stabilité | 5 | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Évaluation finale de chaque stagiaire FIMIP par son supérieur hiérarchique | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2017-2019 | Stabilité | 11 pleinement satisfaisant<br>8 pleinement satisfaisant | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Évaluation finale de chaque stagiaire PFPB par son supérieur hiérarchique | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2017-2020 | Stabilité | 3 pleinement satisfaisant<br>9 pleinement satisfaisant | Objectif atteint |

WT/COMTD/W/272

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2022

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2022 | Remarques de 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat intermédiaire 1** | | | | | |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Évaluation finale de chaque stagiaire PSCR par son supérieur hiérarchique | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2017-2021 | Stabilité | 2 pleinement satisfaisant<br>2 pleinement satisfaisant | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Nouveaux cours, cours révisés ou cours traduits en ligne publiés durant l'année | Moyenne 2017-2019: 10 | Stabilité | 8 | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de cours en ligne au format SCORM | 62% in 2019 | Augmentation à 100% à la fin de l'exercice biennal | 81% | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant la qualité du contenu des cours en ligne en lui attribuant les 2 meilleures notes | Moyenne 2017-2019: 94% | Stabilité | 93% | Objectif atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Pourcentage de participants jugeant la qualité du contenu des cours en ligne en lui attribuant les 2 meilleures notes | Moyenne 2017-2019: 94% | Stabilité | 87% | Objectif partilellement atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite des participants aux cours dans le cadre de l'apprentissage en ligne | Moyenne 2017-2019: 68% | Stabilité | 47% | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux d'abandon dans le cadre de l'apprentissage en ligne | Moyenne 2017-2019: 24% | Stabilité | 49% | Objectif non atteint |
| 1.1: Les fonctionnaires des gouvernements bénéficiaires ont une meilleure connaissance des Accords de l'OMC, de l'élaboration des politiques commerciales et de la conduite des négociations commerciales | Taux de réussite avec mention dans le cadre de l'apprentissage en ligne | Moyenne 2017-2019: 53% | Stabilité | 54% | Objectif atteint |
| 1.2: Instauration de partenariats efficaces | Proportion des activités bénéficiant de la participation d'un partenaire | Moyenne 2016-2018: 54% | Stabilité | 62% | Objectif atteint |
| 1.2: Instauration de partenariats efficaces | Part de la contribution des partenaires aux activités d'AT | Moyenne des contributions en 2017-2019: faible: 47% | Diminution de la part des contributions de faible niveau | 47% | Objectif partilellement atteint |
| 1.3: Identification périodique des besoins et priorités des Membres en matière d'AT | Nombre de réponses aux questionnaires sur l'AT | Moyenne 2017-2019: 76 | Stabilité | Pas de questionnaire sur l'AT envoyés en 2022 | s.o. |
| 1.3: Identification périodique des besoins et priorités des Membres en matière d'AT | Nombre de suivis des EPC | Moyenne 2017-2019: 8 | Stabilité | 1 | Objectif non atteint |
| 1.4: Consultation des données et bases de données de l'OMC par les Membres | Visites par connexion des Membres sur le site Web de l'OMC | 60 427 en 2019 | Augmentation | 133 600 | Objectif atteint |
| 1.4: Consultation des données et bases de données de l'OMC par les Membres | Nombre d'activités d'AT, y compris les formations sur les bases de données de l'OMC, au rang de leurs objectifs | Moyenne 2017-2019: 60 | Augmentation | 36 activités | Objectif non atteint |

WT/COMTD/W/272

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2022

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2022 | Remarques de 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat clé 2** | | | | | |
| 2: Les gouvernements/ territoires accédants participent aux négociations en vue de l'accession | Nombre de réunions formelles ou informelles tenues par le Groupe de travail pour les gouvernements/territoires accédants bénéficiaires | Moyenne 2017-2019: 6 | Stabilité | Réunions formelless: 4<br>Réunions informelless: 1 | Objectif partilellement atteint |
| **Résultat intermédiaire 2** | | | | | |
| 2.1: Les participants des gouvernements accédants ont une meilleure connaissance des questions de fond et des procédures de l'OMC | Nombre de participants des gouvernements/territoires observateurs dans les activités d'AT axées sur les accessions | Moyenne 2017-2019: 1 179 | Stabilité | Activités présentilles et virtuelles: 300<br>Apprentissage en ligne: 362 | Objectif non atteint |
| 2.2: Les connaissances des participants au Programme de stages sur l'accession sont renforcées | Évaluation finale de chaque stagiaire par le supérieur hiérarchique | Moyenne 2017-2019: 100% au moins pleinement satisfaisant | Stabilité | Dépassant les attentes: 1<br>Pleinement satisfaisant: 1<br>Non satisfaisant: 1 | Objectif non atteint |
| 2.3: Les compétences des Membres intéressés concernant les règles de l'AMP et les négociations en vue de l'accession sont renforcées | Nombre moyen de documents pertinents relatifs à l'accession distribués par Membre accédant à l'AMP pouvant bénéficier de l'AT | Moyenne 2017-2019: 5,2 | Stabilité | 26 documents pour 7 accessions actives<br>3,71 document / accession | Objectif partilellement atteint |
| 2.3: Les compétences des Membres intéressés concernant les règles de l'AMP et les négociations en vue de l'accession sont renforcées | Nombre moyen d'interventions effectuées par les Parties accédant à l'AMP pouvant bénéficier de l'AT aux réunions du CMP | Moyenne 2018-20: 2,9 | Stabilité | Pas de réunions du CMP | Objectif non atteint |
| 2.3: Les compétences des Membres intéressés concernant les règles de l'AMP et les négociations en vue de l'accession sont renforcées | Nombre moyen de réunions de Parties accédant à l'AMP pouvant bénéficier de l'AT avec la présidence du CMP | Moyenne 2018-20: 1,29 | Stabilité | Pas de présidence du CMP | Objectif non atteint |
| **Résultat clé 3** | | | | | |
| 3: Les établissements universitaires et les autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques | Diversité des sujets liés à l'OMC couverts par les activités | Moyenne 2019-2021:<br>Similitude sémantique: 0,64<br>Entropie normalisée: 0,90 | Stabilité | Similitude sémantique: 0,59 (évolution positive)<br>Entropie normalisée: 0,91 (évolution positive) | Objectif atteint |
| **Résultat intermédiaire 3** | | | | | |
| 3.1: Des recherches sur les politiques commerciales et les questions relatives à l'OMC sont produites par le PCO | Nombre de publications | Moyenne en 2020-2021: 119 | Stabilité en 2022<br>Augmentation en 2023 | 275 | Objectif atteint |
| 3.1: Des recherches sur les politiques commerciales et les questions relatives à l'OMC sont produites par le PCO | Évaluation de la qualité des résultats de recherche pour chaque chaire chaque année par le Conseil consultatif | s.o. | Évaluation positive | Évaluation positive: 7<br>Améliorations mineures: 5<br>Améliorations significatives: 3<br>s.o.: 1 | Objectif atteint |
| 3.2: Des cours portant sur l'OMC sont élaborés par les chaires de l'OMC | Nombre d'étudiants achevant un cours lié à l'OMC | Moyenne 2020-2021: 1 938 | Stabilité em 2022<br>Augmentation en 2023 | 3 891 | Objectif atteint |
| 3.2: Des cours portant sur l'OMC sont élaborés par les chaires de l'OMC | Nombre de cours liés à l'OMC nouveaux ou mis à jour | Moyenne 2020-2021: 7.5 | Stabilité en 2022<br>Augmentation en 2023 | 68 | Objectif atteint |
| 3.3: Les recherches des chaires de l'OMC sont diffusées auprès des responsables politiques et des autres parties prenantes | Nombre d'activités de communication chaque année | Moyenne 2020-2021: 44,5 | Stabilité en 2022<br>Augmentation en 2023 | 168 | Objectif atteint |
| 3.3: Les recherches des chaires de l'OMC sont diffusées auprès des responsables politiques et des autres parties prenantes | Conseils fournis aux responsables politiques gouvernementaux et aux autres parties prenantes | Moyenne 2020-2021: 77 | Stabilité en 2022<br>Augmentation en 2023 | 175 | Objectif atteint |

WT/COMTD/W/272

ANNEXE 1 – PRINCIPAUX RÉSULTATS MESURÉS EN 2022

| Résultats | Indicateurs | Situation initiale | Objectifs | Valeurs de 2022 | Remarques de 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Résultat intermédiaire 3** | | | | | |
| 3.4: Les étudiants sont formés aux travaux de l'OMC et aux questions qui la concernent | Nombre d'étudiants participant à des concours soutenus par l'OMC | Moyenne 2020-2021: 344 | Stabilité | 344 | Objectif atteint |
| 3.4: Les étudiants sont formés aux travaux de l'OMC et aux questions qui la concernent | Nombre d'étudiants en doctorat supervisés obtenant un doctorat | Étudiants supervisés obtenant un doctorat chaque année: 5 | Stabilité | 5 étudiants supervisés obtenant un doctorat | Objectif atteint |
| **Résultat clé 4** | | | | | |
| 4: Les acteurs non gouvernementaux et les parlementaires connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Diversité des sujets liés à l'OMC couverts par les déclarations, les rapports et les documents produits par ce groupe de parties prenantes | En 2017: 26 sujets liés à l'OMC couverts | Stabilité | Données non disponibles | Données non disponibles |
| **Résultat intermédiaire 4** | | | | | |
| 4.1: Les acteurs non gouvernementaux et les parlementaires comprennent mieux les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Nombre de séminaires et d'ateliers organisés | Moyenne 2017-2019: 7 | Stabilité | 5 | Objectif partilellement atteint |
| 4.1: Les acteurs non gouvernementaux et les parlementaires comprennent mieux les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Nombre d'acteurs non gouvernementaux clés touchés durant l'année | Moyenne 2017 2019:<br>355 parlementaires<br>73 journalistes<br>28 représentants de la société civile | Stabilité | 426 parlementaires<br>16 journalistes<br>0 représentants de la société civile<br>28 représentants de la société civile | Objectif partilellement atteint |
| 4.2: Meilleur accès aux questions concernant l'OMC via le matériel d'autoformation en ligne | Nombre de matériels de formation consultés | Moyenne 2017-2019: 3 336 | Stabilité | 2 964 | Objectif partilellement atteint |
| 4.3: Communication de renseignements sur l'assistance technique liée au commerce fournie par l'OMC | Nombre de fois où les pages Web sur l'assistance technique ont été consultées, y compris les nouveaux articles portant sur le sujet | 2017: 62 963 | Stabilité | 210 199 | Objectif atteint |
| 4.4: Les jeunes professionnels se familiarisent avec les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Nombre de jeunes professionnels recrutés chaque année par l'OMC | Moyenne 2018-2019: 15 | Stabilité | 13 | Objectif partilellement atteint |
| 4.4: Les jeunes professionnels se familiarisent avec les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent | Évaluation finale des résultats de chaque stagiaire par son supérieur hiérarchique | 100% au moins pleinement satisfaisant en 2019-2020 | Stabilité | 15 pleinement satisfaisant | Objectif atteint |

# ANNEXE 2. MATRICE DES ACTIVITÉS

## Résultats clé 1 – Les fonctionnaires gouvernementaux appliquent les Accords de l'OMC, exercent pleinement leurs droits de Membres et respectent pleinement leurs obligations (milliers de CHF)

| Niveau | Voie | Langue(s) | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 |
| Introduction | Généraliste | E/F/S | Cours à Genève pour les PMA – Introduction et activités thématiques – Semaines de Genève | Monde | 441 | 193 | - | - | - | - | 441 | 193 |
| Avancé | Généraliste | E/F/S | Cours avancés de politique commerciale appliqués | Monde | 1 625 | 869 | - | - | - | - | 1 625 | 869 |
| Intermédiaire | Généraliste | E/F/S | Activités de niveau intermédiaire pour l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie-Pacifique, les Caraïbes, l'ECOACC et l'Amérique latine | Toutes les régions | - | - | 3 172 | 5 | - | - | 3 172 | 5 |
| Avancé | Spécialiste | E/F/S | Cours thématiques avancés et ateliers sur des sujets spécifiques basés à Genève pour les fonctionnaires en poste dans les capitales | Monde | 1 866 | 828 | 950 | 39 | - | - | 2 816 | 867 |
| Avancé | Spécialiste | E/F/S | Rôle consultatif sur les questions juridiques (article 27:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends) | | 60 | 14 | - | - | - | - | 60 | 14 |
| Intermédiaire | Généraliste | E/F/S | Activités régionales et/ou sous-régionales de renforcement général des capacités | Toutes les régions | - | - | 370 | - | - | - | 370 | - |
| Intermédiaire/ avancé | Généraliste/ spécialiste | E/F/S | Séminaires et ateliers nationaux, y compris assistance pour l'évaluation des besoins et le suivi et l'évaluation | Toutes les régions | 680 | 398 | 40 | - | - | - | 720 | 398 |
| Intermédiaire | Spécialiste | E/F/S | Séminaires régionaux et sous-régionaux sur des sujets spécifiques | Toutes les régions | - | - | 3 000 | 301 | - | - | 3 000 | 301 |
| | | E/F/S | Programme de la Chine pour les PMA et les accessions: participation des PMA à certaines réunions de l'OMC; ateliers de suivi des EPC des PMA; et dialogue Sud-Sud | Toutes les régions | - | - | - | - | 95 | 39 | 95 | 39 |
| Avancé | Généraliste | E/F/S | Stages dans le cadre du Programme de formation des Pays-Bas (PFPB) | Monde | - | - | - | - | 774 | 642 | 774 | 642 |
| Avancé | Généraliste | E/F/S | Programme de stages de coordonnateur régional (SCR) | Monde | - | - | 210 | 111 | - | - | 210 | 111 |
| Avancé | Généraliste | E/F/S | Programme franco-irlandais de stages pour les missions (PSM) | Monde | - | - | - | - | 1 061 | 933 | 1 061 | 933 |
| Introduction | Généraliste | E/F/S | Cours en ligne: niveau introductif | Fonctionnaires en poste dans les capitales | x | - | - | - | - | - | - | - |
| Intermédiaire | Généraliste/ spécialiste | E/F/S | Cours en ligne: niveau intermédiaire (généralistes et spécialistes) | | x | - | - | - | - | - | - | - |
| | Généraliste/ spécialiste | E | Cours en ligne: Cours personnalisé – Créer ses propres cours d'apprentissage en ligne | | x | - | - | - | - | - | - | - |
| | | | **Sous-total** | | **4 672** | **2 303** | **7 742** | **456** | **1 930** | **1 614** | **14 344** | **4 373** |
| | | | **Frais généraux (13%)** | | **-** | | **1 006** | **59** | **251** | **210** | **1 257** | **269** |
| | | | **Total** | | **4 672** | **2 303** | **8 748** | **516** | **2 181** | **1 824** | **15 601** | **4 643** |



WT/COMTD/W/272

ANNEXE 2 – MATRICE DES ACTIVITÉS

WT/COMTD/W/272

ANNEXE 2 – MATRICE DES ACTIVITÉS

## Résultat clé 2 – Les gouvernements/territoires accédants participent aux négociations en vue de l'accession (milliers de CHF)

| Niveau | Voie | Langue(s) | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 |
| Intermédiaire/ avancé | Généraliste/ spécialiste | E/F/S | Séminaires, cours et ateliers nationaux sur les accessions | Toutes les régions | 50 | - | 313 | - | - | - | 363 | - |
| | | E | Programme de la Chine pour les PMA et les accessions: réunions de la table ronde sur les accessions à l'OMC | Monde | 0 | - | - | - | 230 | 21 | 230 | 21 |
| Introduction | Généraliste | E/F/S | Programme de la Chine pour les PMA et les accessions: Programme de stages sur l'accession à l'OMC (PSA) | Monde | - | - | - | - | 100 | 64 | 100 | 64 |
| Intermédiaire | Généraliste | E/F/S | Cours en ligne: L'accession à l'OMC | Monde | x | - | - | - | - | - | - | - |
| | | | **Sous-total** | | **50** | **-** | **313** | **-** | **330** | **85** | **693** | **85** |
| | | | **Frais généraux (13%)** | | **-** | | **41** | **-** | **43** | **11** | **84** | **11** |
| | | | **Total** | | **50** | **-** | **354** | **-** | **373** | **96** | **777** | **96** |

## Résultat clé 3 – Les établissements universitaires et d'autres parties prenantes analysent les questions relatives à l'OMC et échangent avec les responsables politiques (milliers de CHF)

| Niveau | Voie | Langue(s) | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 |
| | Généraliste | E/F/S | Programme des chaires de l'OMC | Toutes les régions | - | - | 1 300 | 813 | - | - | 1 300 | 813 |
| | | E/F/S | Programme de soutien de l'OMC aux étudiants en doctorat | | - | - | 65 | 46 | - | - | 65 | 46 |
| | | E/F/S | Don de publications de l'OMC à des établissements universitaires | | 1 | 1 | Voir le résultat clé 1 | 87 | - | - | 1 | 88 |
| | | | **Sous-total** | | **1** | **1** | **1 365** | **945** | **-** | **-** | **1 366** | **947** |
| | | | **Frais généraux (13%)** | | **-** | **-** | **177** | **123** | **-** | **-** | **177** | **123** |
| | | | **Total** | | **1** | **1** | **1 542** | **1 068** | **-** | **-** | **1 543** | **1 070** |

## Résultat clé 4 – Les acteurs non gouvernementaux connaissent et maîtrisent les travaux de l'OMC et les questions qui la concernent (milliers de CHF)

| Niveau | Voie | Langue(s) | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 |
| | | E/F/S | Activités de sensibilisation pour les parlementaires, les journalistes, la société civile et les entreprises | Toutes les régions | **-** | **-** | 605 | 66 | - | - | 605 | 66 |
| | Spécialiste | E/F/S | Programme des jeunes professionnels (PJP) de l'OMC | | **-** | **-** | 657 | 508 | - | - | 657 | 508 |
| | | E/F/S | Matériels d'autoformation en ligne | Toutes les régions | **-** | **-** | - | - | - | - | - | - |
| | | | **Sous-total** | | **-** | **-** | **1 262** | **573** | **-** | **-** | **1 262** | **573** |
| | | | **Frais généraux (13%)** | | **-** | **-** | **164** | **75** | **-** | **-** | **164** | **75** |
| | | | **Total** | | **-** | **-** | **1 426** | **648** | **-** | **-** | **1 426** | **648** |

## Autres coûts des programmes – dépenses de personnel et coûts de suivi et d'évaluation (milliers de CHF)

| Autres coûts | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 |
| | Postes L (les engagements jusqu'au 31 décembre 2021 sont inclus) | | 0 | - | 1 700 | 1 696 | - | - | 1 700 | 1 696 |
| | Mise en œuvre de la GAR et élaboration de cours d'apprentissage en ligne | | 125 | 24 | - | - | - | - | 125 | 24 |
| | Transfert de solde du TDA 21 | | | | - | 45.12 | - | - | - | 45 |
| | **Sous-total** | | **125** | **24** | **1 700** | **1 741** | **-** | **-** | **1 825** | **1 766** |
| | **Frais généraux (13%)** | | **-** | **-** | **221** | **226** | **-** | **-** | **221** | **226** |
| | **Total** | | **125** | **24** | **1 921** | **1 968** | **-** | **-** | **2 046** | **1 992** |

## Total général récapitulatif (milliers de CHF)

| Total général récapitulatif | Titre | Région | Budget ordinaire | | FGAS[1] | | Autres FAS[2] | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 | Budget 2022 | Dépenses 2022 |
| | **Sous-total** | | **4 848** | **2 329** | **12 382** | **3 717** | **2 260** | **1 699** | **19 490** | **7 744** |
| | **Frais généraux (13%)** | | **-** | **-** | **1 610** | **483** | **294** | **221** | **1 903** | **704** |
| | **Total** | | **4 848** | **2 329** | **13 992** | **4 200** | **2 554** | **1 919** | **21 393** | **8 448** |

1 Le Fonds Global d'Affectation Spéciale (FFG) comprend des fonds non affectés et des fonds destinés à financer le Programme de Chaires de l'OMC (PCO).

2 Les autres FAS financent le Programme franco-irlandais de stages pour les missions (FIMIP), le Programme de formation des Pays-Bas (PFPB) et le Programme de la Chine pour les PMA et les accessions; ils sont placés sous le contrôle exclusif de l'OMC, qui peut les utiliser pour financer ses activités d'AT. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF), le Cadre intégré renforcé (CIR) et le Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges (TFAF) ne sont donc pas pris en considération; ils ont leurs propres processus de gouvernance et d'établissement de rapports.



WT/COMTD/W/272

ANNEXE 2 – MATRICE DES ACTIVITÉS

# Saluer les efforts des donateurs

**Le financement des donateurs est essentiel pour continuer à fournir une assistance technique aux bénéficiaires. Les activités d'AT sont financées par le budget ordinaire de l'OMC et par les contributions volontaires des Membres au Fonds global d'affectation spéciale ou à d'autres fonds d'affectation spéciale. En 2022, le niveau de contributions volontaires a été le plus faible depuis plus de 20 ans, plusieurs donateurs ayant préféré attendre que les dépenses d'AT reviennent à la normale.**




**Financement de l'Assistance Technique liée au Commerce (ATLC)**

**Les contributions volontaires versées en 2022 sont tombées à 6,6 millions de CHF, un plancher historique. Parallèlement, même si les dépenses d'AT sont reparties à la hausse (50%) cette même année avec la reprise des formations en présentiel, elles sont restées bien en-deçà des ressources totales disponibles pour l'AT.**

Rapport conçu par la Section de conception graphique et événementielle, impression et distribution.
Imprimé par le Secrétariat de l'OMC.

Crédits photos: © WTO

© Organisation mondiale du commerce 2023

**Renforcer la compréhension et la connaissance du système commercial multilatéral**

Le présent rapport a été élaboré, pour le compte du Secrétariat de l'OMC, par l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT), la division chargée de gérer, de coordonner et d'évaluer l'organisation et l'exécution des activités d'assistance technique (AT) de l'OMC. Il a bénéficié des contributions de toutes les divisions associées à la mise en œuvre du programme d'AT. En tant qu'outil pour évaluer les résultats de l'AT de l'OMC et communiquer ses réalisations, le rapport recense divers résultats concrets qui ont été produits et qui pourraient être mesurés pendant l'année. Il montre comment l'OMC répond à l'évolution des besoins des pays en développement et des pays les moins avancés Membres et observateurs en adaptant constamment son offre pour la rendre encore plus pertinente et qualitative. Tout au long du rapport, des témoignages rapportent les points de vue et l'expérience de ceux par qui et pour qui l'AT de l'OMC fait la différence.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**Institut de formation et de coopération technique**
**Organisation mondiale du commerce**
Centre William Rappard,
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 2
Suisse
Tél. +41 (0)22 739 51 11
Courriel: TAMS@wto.org
Site Web: https://www.wto.org/fr

**Pour en savoir plus**